

| | |
|---------------------------|------------------|
| Cote du document: | EB 2018/125/R.27 |
| Point de l'ordre du jour: | 5 d) iii) |
| Date: | 23 novembre 2018 |
| Distribution: | Publique |
| Original: | Anglais |

F



Investir dans les populations rurales

République du Pérou

Programme d'options stratégiques pour le pays 2019-2024

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Jesús Quintana

Chef de pôle sous-régional
Pôle andin et cône Sud,
Directeur de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2922
courriel: j.quintana@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-cinquième session
Rome, 12-14 décembre 2018

Pour: **Examen**

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Sigles et abréviations | i |
| Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA | ii |
| Résumé | iii |
| I. Diagnostic concernant le pays | 1 |
| II. Enseignements et résultats précédents | 3 |
| III. Objectifs stratégiques | 4 |
| IV. Résultats durables | 6 |
| A. Ciblage et problématique femmes-hommes | 6 |
| B. Reproduction à plus grande échelle | 7 |
| C. Participation à l'élaboration des politiques | 8 |
| D. Ressources naturelles et changements climatiques | 8 |
| E. Agriculture et développement rural tenant compte des enjeux nutritionnels | 9 |
| V. Réussite de la mise en œuvre | 10 |
| A. Cadre de financement | 10 |
| B. Suivi et évaluation | 11 |
| C. Gestion des savoirs | 11 |
| D. Partenariats | 12 |
| E. Innovations | 12 |
| F. Coopération Sud-Sud et triangulaire | 13 |
| Appendices | |
| Appendix I. COSOP results management framework | 1 |
| Appendix II. Summary of lessons and achievements of the Peru country programme | 2 |
| Appendix III. Agreement at completion point of last country programme evaluation | 10 |
| Appendix IV. COSOP preparation process including preparatory studies, stakeholder consultation and events | 14 |
| Appendix V. Natural resources and climate change adaptation: Background, national policies and IFAD intervention strategies | 18 |
| Appendix VI. Country at a glance | 47 |
| Appendix VII. Concept note | 53 |
| Key files | |
| Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues | 66 |
| Key file 2: Organization matrix (strengths, weaknesses, opportunities and Threats 69 analysis) | 70 |
| Key file 3: Complementary donor initiatives/partnership potential | 78 |
| Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response | 82 |

Sigles et abréviations

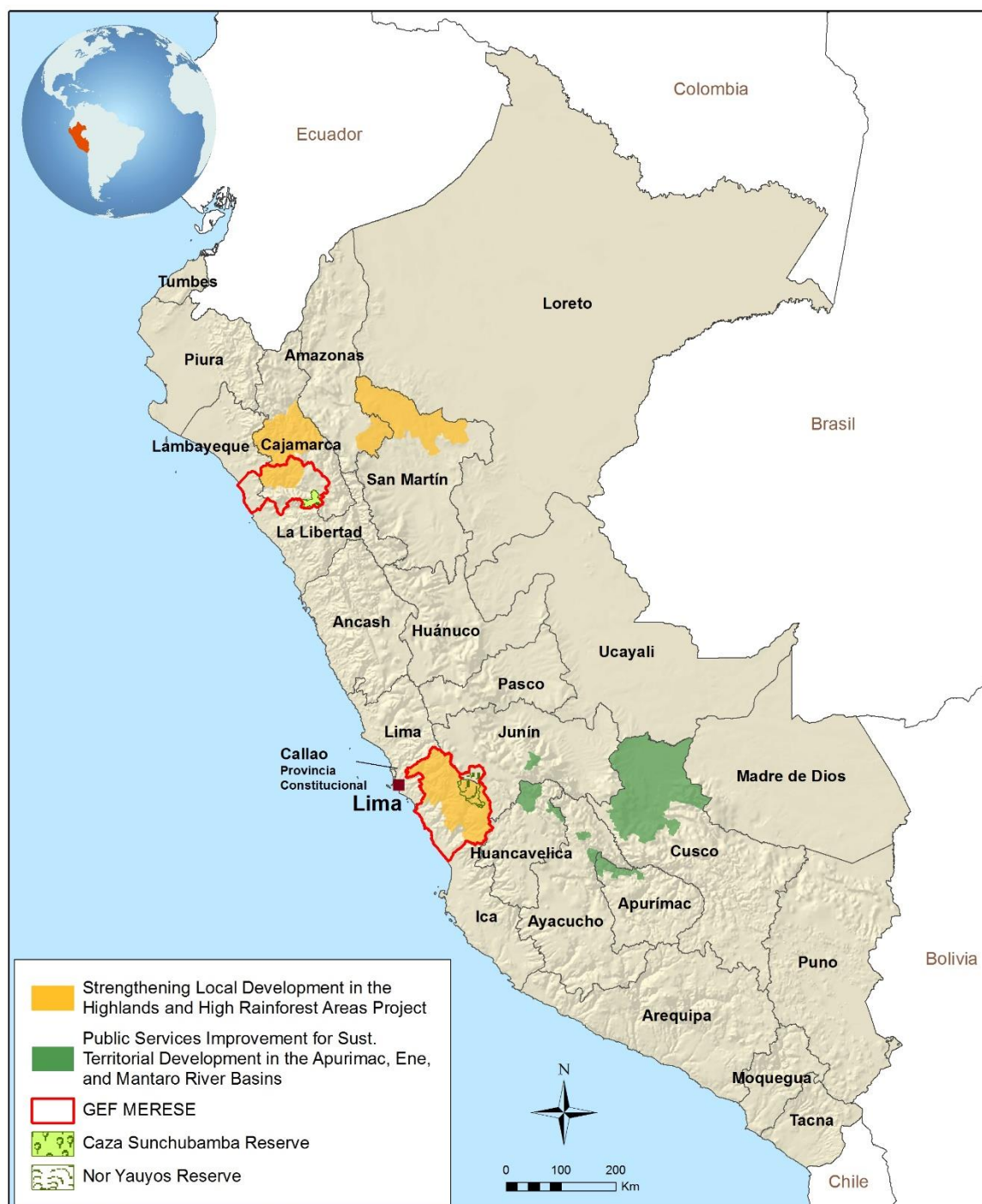
| | |
|-------|--|
| APCI | Agence péruvienne de coopération internationale |
| COSOP | Programme d'options stratégiques pour le pays |
| CSST | Coopération Sud-Sud et triangulaire |
| ESPP | Évaluation de la stratégie et du programme de pays |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| OS | Objectif stratégique |
| OSR | Organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome |
| PAM | Programme alimentaire mondial |
| PDTS | Projet d'amélioration des services publics pour le développement territorial durable dans les zones d'influence des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro |
| PNUAD | Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement |
| PSSA | Projet de renforcement du développement local dans les hauts plateaux et les forêts humides d'altitude |
| S&E | Suivi-évaluation |
| SAFP | Système d'allocation fondé sur la performance |

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

Pérou

Opérations financées par le FIDA

COSOP



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA; 22/03/2018

Résumé

1. Au cours des trois dernières décennies, la République du Pérou a accompli des avancées considérables dans la réduction de la pauvreté, la promotion du développement social et l'accélération de la croissance économique. Ces progrès sont notamment imputables à une gestion macroéconomique prudente, des conditions internationales favorables, des prix avantageux pour les abondantes ressources naturelles du Pérou et une amélioration notable des institutions gouvernementales et de la stabilité sociale.
2. Les hausses de la production, de l'emploi et des revenus ont suscité la croissance économique qui a elle-même conduit à une amélioration des politiques sociales et redistributives ainsi qu'à des investissements bénéficiant aux pauvres. Tous ces facteurs combinés ont contribué à abaisser substantiellement le taux de pauvreté du pays (21,7% en 2017). En dépit de ces progrès, le taux de pauvreté demeure trois fois plus élevé dans les campagnes (44,4%) que dans les villes, et touche surtout les femmes, les enfants, les adolescents et les peuples autochtones.
3. Les perspectives de croissance à court et moyen terme sont bonnes, et l'agriculture devrait continuer de jouer un rôle clé dans le développement du pays. Il reste toutefois nécessaire d'adopter des politiques et mesures supplémentaires pour que les petits agriculteurs puissent mettre en place une production viable à long terme, compétitive et inclusive, qui soit en relation avec les marchés. Ces petits exploitants constituent la majorité des producteurs agricoles du Pérou, et pourtant ils vivent généralement dans des conditions de pauvreté et d'exclusion.
4. Collaborant étroitement avec le Pérou depuis 1980, le FIDA a régulièrement fourni au pays une coopération financière et technique. Le Fonds a ainsi pu se positionner favorablement dans un environnement concurrentiel et exigeant, et ce, dans un contexte budgétaire qui n'a pas toujours été positif. Le programme de pays mis en œuvre au Pérou s'est distingué par sa pertinence, ses approches innovantes et ses bons résultats en matière de réduction de la pauvreté, et il a apporté des contributions significatives au développement rural, qui ont été intégrées aux politiques nationales.
5. S'appuyant sur ces réalisations et ces enseignements, le FIDA et le gouvernement du Pérou ont préparé un nouveau programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), qui vise à poursuivre l'amélioration des conditions économiques et du bien-être des petits producteurs agricoles. À cette fin, trois objectifs stratégiques (OS) sont proposés pour la période 2019-2024, qui s'étale sur deux cycles de financement:

Objectif stratégique 1 (OS1). Accroître la résilience et la productivité des petits producteurs agricoles.

Objectif stratégique 2 (OS2). Améliorer durablement l'accès des petits exploitants aux marchés.

Objectif stratégique 3 (OS3). Renforcer les institutions de développement agricole et rural.

6. Ces objectifs complètent les objectifs de développement durable (ODD) qui sont les plus pertinents au regard du travail mené par le FIDA au Pérou, en particulier les ODD1 (pas de pauvreté) et ODD2 (faim zéro). De plus, ils sont alignés sur les principales politiques nationales, les propositions du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) – dont le FIDA est un partenaire majeur – et les recommandations de l'accord conclusif. Le COSOP a été préparé en étroite consultation avec le gouvernement et les partenaires clés, notamment les organismes ayant leur siège à Rome (OSR), témoignage de l'engagement collectif à réaliser le Programme 2030.

7. Conformément à ses principes d'engagement, le FIDA continuera à soutenir les petits producteurs agricoles et l'agriculture familiale, et tout particulièrement les femmes, les jeunes et les peuples autochtones qui vivent dans la pauvreté et ont un accès très inéquitable aux services et aux marchés.
8. Le FIDA fournira des financements et une coopération technique, en appliquant des démarches qui ont réussi par le passé, mais aussi de nouveaux outils et des méthodes innovantes. Afin d'atteindre les buts proposés, la priorité sera accordée aux partenariats et cofinancements avec les partenaires de développement du pays, y compris des institutions financières internationales et le secteur privé.

République du Pérou

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Diagnostic concernant le pays

Les zones rurales accusent un retard par rapport à la croissance globale du pays

1. Depuis une vingtaine d'années, le Pérou vit une période d'évolution économique et sociale accélérée et profonde, contrastant avec le déclin socioéconomique enregistré au cours des années 1980 et 1990. Cette croissance est le résultat de politiques macroéconomiques prudentes, de réformes structurelles appuyées par des politiques à long terme, de la disparition du terrorisme et des conflits armés intérieurs, et d'un contexte international favorable.
2. Associée au renforcement des politiques sociales et redistributives, ainsi qu'au développement de l'investissement en faveur des pauvres, cette croissance a conduit à un accroissement de la production, de l'emploi et des revenus, et s'est traduite par un recul considérable de la pauvreté entre 2001 (54,8%) et 2016 (21,7%). En 2017 toutefois, le taux de pauvreté a augmenté d'un point de pourcentage alors même que l'économie croissait de 2,5%. Cela confirme que, pour être durable, la croissance économique dépend d'actions volontaristes ciblant les groupes vulnérables (en particulier les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et la population d'origine africaine).
3. Le modèle de développement du Pérou est marqué par un biais prononcé en faveur des villes. Le taux de pauvreté et d'exclusion en milieu rural (44,4%), surtout sur les hauts plateaux, est ainsi le triple de celui des zones urbaines (15,1%). Dans les campagnes, 50% des enfants et adolescents et 46% des jeunes (entre 20 et 29 ans) vivent dans la pauvreté. De plus, 30% des ménages ruraux pauvres sont dirigés par des femmes, et la langue maternelle de 44,8% de ces ménages est une langue autochtone.
4. Le développement n'a pas permis d'améliorer les indicateurs nutritionnels. Sur les dix dernières années, le Pérou a accompli d'importants progrès dans la réduction de la malnutrition infantile chronique, puisque son taux est passé de 29% en 2007 à 13% en 2017. Pourtant, ces avancées ne sont pas réparties équitablement: en milieu rural, 25,3% des enfants de moins de cinq ans souffrent encore de malnutrition chronique (et ils sont 49% dans les ménages ruraux dirigés par un locuteur d'une langue autochtone). On constate une aggravation des carences en micronutriments (44% d'anémie infantile, dont 53% en milieu rural et 28% pour les femmes enceintes) et des problèmes de surpoids et d'obésité (54% des enfants de plus de 15 ans sont en surpoids, dont 41% en milieu rural). On observe aussi une consommation insuffisante de protéines, de fer ainsi que de fruits et légumes, surtout chez les enfants et les femmes vivant en milieu rural.

Enjeux et perspectives pour une croissance économique et sociale soutenue

5. Il est prévu que la croissance économique et sociale se poursuive au Pérou et que la politique économique reste centrée sur les objectifs suivants: a) accroître la productivité et la compétitivité en fonction du potentiel de chaque territoire et compte tenu d'une exploitation durable des ressources naturelles et du patrimoine culturel; b) faciliter l'accès des producteurs aux marchés; c) renforcer l'inclusion sociale (réduction de la pauvreté et des inégalités, égalité des chances pour la population rurale) et d) accentuer la présence de l'État hors de Lima (décentralisation), tout en la rendant plus efficiente. En dépit d'une certaine instabilité politique observée récemment, les prévisions macroéconomiques indiquent que les risques de divergence à la baisse sont peu probables, tant pour la

croissance que pour la soutenabilité de la dette, ce qui laisse penser que les conditions resteront globalement similaires pour le FIDA au Pérou sur la durée de ce COSOP.

6. Le secteur agricole est stratégique pour le développement économique et social. D'après les projections, la croissance annuelle s'élèvera à 5% jusqu'en 2021, la valeur des exportations agricoles dépassant les 10 milliards d'USD, et la pauvreté rurale diminuera de moitié. Toutefois, une expansion des politiques et programmes appliqués sera nécessaire pour atteindre ces objectifs, de sorte que les petits producteurs agricoles et les exploitations familiales puissent mettre en place une production viable à long terme, compétitive et inclusive, qui soit en relation avec les marchés. Bien que ces petits exploitants constituent la majorité des producteurs agricoles du Pérou, ils vivent généralement dans des conditions de pauvreté et d'exclusion. Les principaux enjeux sont les suivants.
 - **Les systèmes de production traditionnels restent prédominants, avec une faible intégration aux marchés et filières.** De manière générale, les modes de production alimentaire des petits paysans sont inefficients, qu'il s'agisse d'agriculture de subsistance ou commerciale, contrairement au secteur agricole ultra-moderne qui domine la production et l'utilisation du territoire (surtout dans les régions côtières) et qui produit pour le marché intérieur et pour l'exportation. En l'absence d'opportunités d'avenir, les jeunes ruraux émigrent.
 - **Les biens et services publics essentiels sont difficiles d'accès pour ces agriculteurs et présentent en outre une diversité et une qualité limitées.** Bien que l'État soit maintenant plus présent en milieu rural, d'importants investissements restent nécessaires dans les biens et les services afin de soutenir la production (irrigation, infrastructure, assistance technique, formation, services financiers et information) et de développer la connectivité (routes et communications) afin que la population rurale puisse en bénéficier et que la production et la compétitivité progressent.
 - **La population rurale pauvre et le secteur agricole sont vulnérables face aux catastrophes naturelles et à la variabilité du climat.** L'utilisation de pratiques écologiquement non viables, le manque de formation à l'utilisation des terres, l'insuffisance des ressources en eau, les catastrophes naturelles, les changements climatiques et les lacunes de l'aménagement du territoire sont autant de facteurs qui rendent le Pérou hautement vulnérable aux pertes économiques, matérielles, humaines et écosystémiques.
 - **Les faiblesses de la gouvernance et l'instabilité politique** limitent la portée des services publics et la coordination au sein du secteur et au-delà (aux échelons national, régional et local). Le Pérou se classe au 96^e rang des 180 pays figurant dans l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International. La décentralisation présente aussi bien des avantages que des inconvénients pour le secteur agricole, en raison du rôle que jouent les administrations régionales et locales dans la mise en œuvre des politiques publiques. Le renforcement institutionnel du secteur agricole ainsi que des administrations régionales et locales revêt donc une importance stratégique pour la coordination des actions qui faciliteront l'application des politiques et mesures adoptées.
 - **Les politiques de développement rural et agricole peuvent être renforcées.** La mise à jour de la Politique agricole nationale est une étape importante vers un développement économique durable au bénéfice des producteurs. Les piliers de cette politique sont: la promotion des associations, l'accroissement de la productivité, de la compétitivité et de la viabilité de la production et l'amélioration de l'accès aux marchés. Pour être un moteur efficace de changement au bénéfice des petits paysans, cette politique doit

toutefois pouvoir s'appuyer sur des règlements d'application, des capacités institutionnelles et des bonnes pratiques.

Risques et mesures d'atténuation

7. Les principaux risques de divergence par rapport au COSOP sont jugés modérés. Il s'agit notamment: i) de la récente instabilité du contexte politique, ii) de la coordination insuffisante entre secteurs et échelons de planification en matière d'aménagement des territoires ruraux et de réduction de la pauvreté, iii) des capacités institutionnelles limitées pour l'exécution des projets et la participation à l'élaboration des politiques, iv) de la lenteur des progrès de la décentralisation, v) de la prédominance des systèmes de production traditionnels, marqués par une faible productivité, une forte vulnérabilité aux changements climatiques et un accès limité aux technologies et aux marchés, coexistant avec une agriculture moderne et intégrée et vi) de la persistance de poches de pauvreté, touchant en particulier les groupes de population les plus vulnérables (les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et la population d'origine africaine). En raison de ces risques, le FIDA doit: renforcer sa coordination avec les acteurs stratégiques (Ministère de l'économie et des finances, Ministère de l'agriculture et de l'irrigation, Ministère du développement et de l'inclusion sociale, Ministère de la production et Ministère de l'environnement) ainsi qu'avec les administrations régionales et locales; encourager les partenariats (publics et privés) et contribuer à renforcer les capacités institutionnelles nécessaires pour concevoir et exécuter les politiques et programmes de développement rural et agricole, au bénéfice de la population cible et en collaboration avec elle.

II. Enseignements et résultats précédents

8. **Programme de pays.** Collaborant étroitement avec le Pérou depuis 1980, le FIDA a régulièrement fourni au pays une coopération financière et technique. Le Fonds a ainsi pu se positionner favorablement dans un environnement concurrentiel et exigeant, et ce, dans un contexte budgétaire qui n'a pas toujours été positif. Le Fonds a ainsi financé dix opérations dans le pays, pour une contribution totale de 144 millions d'USD, et deux prêts sont en cours. Le programme a été particulièrement pertinent et cohérent eu égard à la méthode et aux instruments employés; ceux-ci ont en effet pleinement tiré parti des expériences, innovations et résultats positifs observables d'un projet à l'autre, et les ont transposés à plus grande échelle.
9. En outre, le Pérou a bénéficié d'un soutien considérable grâce à des dons qui, associés à des prêts, ont produit des résultats positifs sur le plan de la concertation sur les politiques, de la gestion des savoirs et des relations avec le secteur privé. Il a ainsi été possible de systématiser et de diffuser l'expérience acquise, dans le cadre de la gestion des savoirs, avec une influence non négligeable sur les politiques publiques. Toutefois, des faiblesses sont aussi apparues, comme le manque d'institutionnalisation du dialogue, la réussite limitée de la reproduction à plus grande échelle et le caractère éphémère de certaines alliances stratégiques.
10. **Résultats et enseignements tirés.** L'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP), portant sur la période 2002-2016, a conclu que les opérations du FIDA avaient donné des résultats satisfaisants sur le plan de la réduction de la pauvreté, surtout parmi les ménages dirigés par une femme, de l'autonomisation sociale et du capital humain, et de l'innovation (note globale de performance: 5). Le partenariat entre le FIDA et le gouvernement péruvien a donné des résultats globalement positifs. L'ESPP a mis en évidence un impact considérable sur la réduction de la pauvreté rurale et une augmentation du stock d'actifs. Des améliorations ont également été constatées sur le plan de l'autonomisation des bénéficiaires et de la gestion communautaire des ressources naturelles. L'attribution d'une valeur monétaire aux biens culturels a abouti à la création d'un marché des savoirs qui a renforcé la dignité attribuée à la culture paysanne.

Chaque projet était unique, doté de ses propres caractéristiques et valeur ajoutée, contribuant à créer un trésor d'expériences cumulées et stimulant l'innovation et la reproduction à plus grande échelle.

11. L'ESPP a mis en lumière le rôle important qu'a joué le Fonds en tant que partenaire dans la promotion de l'agriculture et la réduction de la pauvreté, surtout parmi les ménages dirigés par une femme. Les stratégies appliquées se sont avérées très efficaces pour accroître les revenus (diversification et accès au marché) ainsi que les actifs matériels et naturels, et pour renforcer les capacités, la concertation et les partenariats avec les producteurs (avec, notamment, une participation accrue des femmes et des jeunes). Encore plus notable a été la fourniture de biens et services améliorés à l'appui de la production, comme les marchés des savoirs et les connaissances locales ("talents ruraux" et promoteurs), ainsi que l'assistance technique et les innovations (comités locaux d'allocation des ressources et mise en concurrence) qui ont été institutionnalisées au sein des politiques publiques (appendices II et III).

III. Objectifs stratégiques

12. Dans son cadre de politique économique, le gouvernement du Pérou vise à réduire la pauvreté et les inégalités grâce à une croissance inclusive et durable. Ayant adopté ces orientations, le secteur agricole s'efforce d'accroître la productivité, la compétitivité et l'accès aux marchés sur la base du potentiel économique de chaque territoire, d'une utilisation durable des ressources naturelles, du patrimoine culturel et de l'action collective.
13. Dans ce contexte, la participation du FIDA sur la période 2019-2024 visera à améliorer les conditions économiques et le bien-être des petits producteurs agricoles. Plus précisément, le FIDA peut contribuer à: accroître les revenus, l'emploi et le stock d'actifs; améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et créer des écosystèmes sains et résilients. Pour atteindre ces objectifs, le COSOP se fondera sur les données et les enseignements tirés des évaluations et analyses précédentes en appliquant une approche territoriale et prospective (encadré 1).

Encadré 1.

Approches adoptées dans le COSOP et vision du développement territorial

Le nouveau COSOP vise à approfondir les résultats obtenus par le FIDA au Pérou au cours des 20 dernières années et à élargir leur impact sur la base des avantages comparatifs que possède le Fonds. À cette fin, il renforcera l'accent mis sur le développement territorial en milieu rural, ce qui implique: i) de tirer suffisamment parti des relations entre zones urbaines et rurales et de tenir compte des programmes de développement territorial à moyen et long terme, résultant d'un consensus social, qui offrent différentes solutions possibles; ii) de promouvoir la transformation de la production sur la base des filières, la coordination avec les marchés – en particulier avec le secteur privé – et la diversité qui existe sur le plan de l'offre et de la demande de services productifs; iii) d'appuyer le développement institutionnel, tout particulièrement les administrations régionales et locales ainsi que les organisations de producteurs, et leur coordination active; et iv) d'interagir avec les nombreux types d'acteurs présents en milieu rural, de chercher à nouer des alliances public-privé efficaces et d'intégrer de nouveaux acteurs.

14. **Décentralisation.** L'élargissement du pôle sous-régional de Lima (qui inclut désormais les programmes de pays du cône Sud, outre le pôle andin), en mobilisant davantage de personnel technique et de gestion, offrira aussi au FIDA de nouvelles occasions d'interagir avec le gouvernement et les partenaires et de faciliter la mise en place d'innovations.
15. Sur la base de ce qui précède, les objectifs stratégiques et résultats clés du COSOP seront les suivants.

OS1. Accroître la résilience et la productivité des petits producteurs agricoles.

Les principaux résultats seront notamment: a) une production (agricole et non agricole) accrue et diversifiée; b) la modernisation des systèmes productifs et alimentaires, avec l'application de mesures environnementales et d'adaptation aux changements climatiques, tenant compte en outre des aspects nutritionnels; c) la réduction des pertes de production; d) la protection des ressources naturelles

(eau, sols, forêts et biodiversité) et e) l'augmentation de la valeur ajoutée de la production.

OS2. Améliorer durablement l'accès des petits exploitants aux marchés.

Les résultats escomptés comprennent: a) l'accroissement du chiffre d'affaires (individuel et collectif); b) l'application de bonnes pratiques à la commercialisation; c) la coordination de l'offre et de la demande pour offrir des services financiers inclusifs; d) des accords reflétant des marchés diversifiés (commande publique et secteur privé); e) des infrastructures pour la collecte, le stockage, la transformation et la commercialisation des produits et f) le renforcement des capacités en matière de création et gestion d'entreprise.

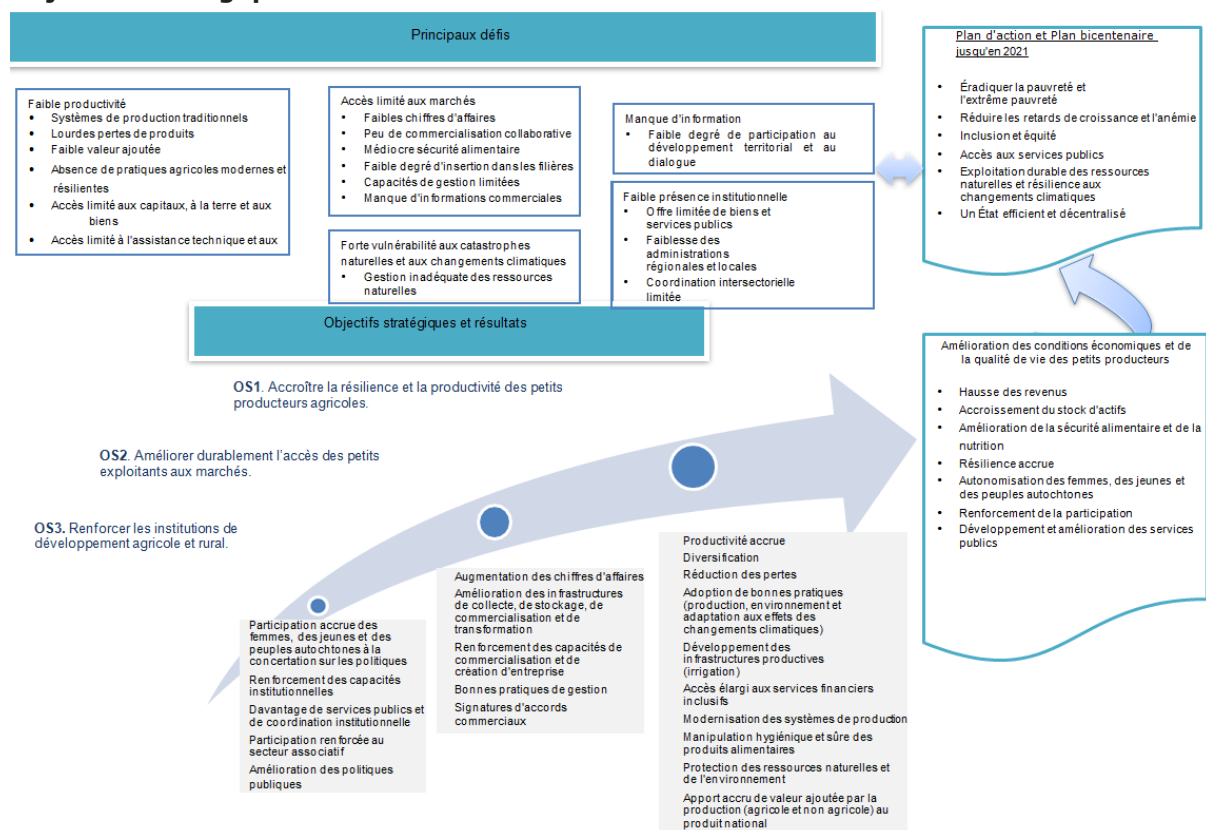
OS3. Renforcer les institutions (de l'État et des organisations paysannes) œuvrant au développement agricole et rural.

Les résultats seront les suivants: a) la promotion de la participation et de la concertation sur les politiques publiques ayant trait au développement rural, en particulier de la part des femmes, des jeunes et des peuples autochtones; b) le renforcement des capacités institutionnelles de gestion territoriale (des administrations et organisations régionales et locales) et c) l'intensification de la participation aux associations.

16. Les résultats combinés des trois objectifs stratégiques devraient s'associer pour produire une amélioration des conditions économiques et de la qualité de vie des petits producteurs (sur le plan des revenus, des actifs, de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la résilience et de l'autonomisation, comme indiqué au graphique 1).

Graphique 1

Objectifs stratégiques et résultats



Alignement sur les engagements du FIDA et sur les priorités mondiales et nationales

17. Ces objectifs sont étroitement alignés sur les ODD les plus pertinents pour le travail du FIDA dans le cadre du Programme 2030: ODD1 (pas de pauvreté); ODD2 (faim zéro); ODD5 (égalité des sexes); ODD8 (travail décent et croissance économique) et ODD15 (vie terrestre).
18. Le COSOP est également aligné sur les principales politiques nationales concernées, en particulier la Politique agricole nationale, et contribuera directement au résultat n°1 du PNUAD pour le Pérou sur la période 2017-2021: "D'ici 2021, toutes les personnes vulnérables, pauvres et faisant l'objet de discriminations auront vu s'améliorer leur accès aux moyens d'existence et à un emploi décent et productif grâce à des formes de développement durable qui renforcent le capital social et naturel et intègrent une gestion de risques appropriée." Enfin, le COSOP répond directement aux quatre recommandations de l'accord conclusif (appendice III).
19. Le COSOP a été préparé en étroite consultation avec le gouvernement et les partenaires clés, notamment les autres OSR, témoignage de l'engagement à réaliser collectivement le Programme 2030 (appendice IV).
20. Enfin, le COSOP tient compte des engagements pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11) et vise à systématiser une approche intégrée des questions de climat, de nutrition, d'égalité des sexes et de jeunesse. Les opérations au titre du COSOP seront alignées sur les plans d'action du FIDA concernant les jeunes et la problématique femmes-hommes. Le COSOP suivra en outre l'approche adoptée dans le cadre de FIDA11 pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, en se concentrant sur les régions les plus pauvres.

IV. Résultats durables

A. Ciblage et problématique femmes-hommes

21. **Ciblage géographique et social.** Le FIDA continuera à soutenir les petits producteurs pratiquant l'agriculture familiale, et en particulier les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les autres minorités (y compris la population d'origine africaine) qui vivent dans la pauvreté et subissent des inégalités dans l'accès aux services et aux marchés. Le ciblage spatial visera les zones rurales pauvres et isolées, situées principalement sur les hauts plateaux, car ces régions se caractérisent par une présence plus marquée des groupes prioritaires, une vulnérabilité environnementale et une variabilité climatique prononcées, et le manque de services publics. Les projets du FIDA ont, par le passé, visé les régions et communautés les plus pauvres et ils continueront de le faire, en se concentrant sur les petits paysans, tout en accordant une attention particulière aux plus pauvres et aux plus vulnérables et en élaborant des stratégies de ciblage différenciées pour atteindre ces catégories de population précises, comme le recommande la récente ESPP.
22. **Intégration de la problématique femmes-hommes.** Les actions du FIDA viseront à réduire les inégalités femmes-hommes en rapport avec la production, et à améliorer la condition des femmes, actuellement défavorable: i) en améliorant la conception et la mise en œuvre des stratégies ainsi que la mesure des indicateurs d'égalité femmes-hommes; ii) en renforçant la formation et la sensibilisation des équipes de projet, des catégories de population cibles et d'autres acteurs à la problématique femmes-hommes; iii) en encourageant l'affiliation à des associations et une participation accrue des femmes aux organisations, de sorte que la conception et la création d'initiatives économiques durables prennent en considération le rôle des femmes, leurs caractéristiques socioculturelles et leur

âge; iv) en accentuant les efforts visant à rendre plus équitable l'accès aux services, aux marchés, aux avantages économiques et aux actifs et v) en accroissant le soutien fourni aux institutions, aux réseaux et aux organisations concernant les femmes afin d'améliorer la formulation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation (S&E) des politiques publiques en rapport avec la problématique femmes-hommes, ainsi que la façon dont il en est rendu compte. Ces mesures continueront à servir de modèles susceptibles d'être transposés et reproduits à plus grande échelle par le gouvernement et d'autres partenaires. Certaines de ces actions seront financées par le don en cours à la Fondation des biens culturels d'origine africaine (ACUA).

23. **Jeunes ruraux.** À l'instar du gouvernement, le FIDA considère les jeunes comme des agents du changement, et c'est pour cette raison qu'il faut relever les multiples défis économiques et sociaux qui pèsent sur eux depuis longtemps, conduisant à leur exclusion et leur pauvreté. Le COSOP favorisera: i) l'amélioration du ciblage et de l'analyse du groupe cible que constituent les jeunes ruraux en fonction de leur diversité ethnique et sociale, aux fins de leur inclusion dans la société, par la promotion d'initiatives agricoles et non agricoles viables; ii) la participation des jeunes ruraux aux organisations, réseaux et espaces de dialogue sur les politiques qui les concernent, ainsi que l'accès aux services (assistance technique, crédit et informations); iii) la mesure des résultats et la systématisation des expériences relatives aux jeunes; iv) les partenariats avec les institutions axées sur la jeunesse rurale afin de trouver des solutions en matière d'éducation; v) le soutien à la formation aux méthodes à privilégier avec les jeunes ruraux à l'intention des institutions publiques et des prestataires de services. Si ces questions sont intégrées systématiquement dans tous les projets du FIDA, l'instrument principal de coordination du travail mené sur la jeunesse sera le don en faveur de la concertation sur les politiques accordé aux groupes de concertation sur les questions rurales pilotés par le Centre latino-américain pour le développement rural et l'Institut d'études péruviennes.
24. **Peuples autochtones.** D'après les dernières données, recueillies dans le cadre du recensement de 2017, 30,6% de la population péruvienne se considère comme autochtone. Les peuples autochtones sont plus densément présents en milieu rural, où leur proportion dans la population est deux à trois fois plus élevée que dans les zones urbaines (36,1% de Quechua en milieu rural contre 18,9% dans les villes; et 4,6% d'Aymara en zone rurale contre 1,8% dans les zones urbaines). Ils n'ont qu'un accès limité à la terre, aux marchés, aux technologies et aux savoirs, et sont donc plus vulnérables à la pauvreté et à la variabilité climatique, souffrant en outre d'une forte insécurité alimentaire. Le COSOP appuiera: i) les initiatives qui répondent à la demande et sont adaptées aux peuples autochtones; ii) les systèmes de culture alternatifs et traditionnels (ACUA, dons ICCO Cooperation et Slow Food, voir ci-dessous); iii) le développement des capacités des associations autochtones en matière d'activités productives et organisationnelles et de services financiers; iv) la sensibilisation des institutions techniques et gouvernementales. Les peuples autochtones du Pérou ont participé, aux côtés du FIDA, à la réunion qui a rassemblé le Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes, les autorités et les partenaires, et qui s'est tenue à Lima en février 2018.

B. Reproduction à plus grande échelle

25. L'une des recommandations de l'ESPP était d'aider le gouvernement à intégrer l'expérience acquise et les enseignements tirés afin que les politiques de développement agricole et rural appliquées dans de nouveaux territoires adoptent plus largement et utilisent les innovations encouragées par le FIDA. Pour donner suite à cette recommandation, le COSOP adoptera une stratégie de reproduction à plus grande échelle qui envisage la création, l'expansion et l'adoption de ces politiques et savoirs en s'appuyant sur: i) des incitations (développement des

capacités et financement de personnel et de matériel) à l'intention des institutions nationales et locales en vue d'encourager le changement au travers des politiques et innovations du secteur public; ii) le développement des capacités des prestataires de services locaux (promoteurs et "talents ruraux") afin d'élargir leurs connaissances pour les transmettre aux producteurs; iii) le renforcement des capacités des producteurs qui dirigent des organisations en vue de générer des savoirs et de les diffuser auprès d'autres producteurs; iv) des partenariats public-privé-producteurs (4P), au sein desquels les interventions du FIDA peuvent mettre en évidence la valeur commerciale des entreprises agricoles, suivant une démarche gagnant-gagnant. La transposition à plus grande échelle se déroulera dans le cadre du portefeuille de projets en cours (en particulier le Projet d'amélioration des services publics pour le développement territorial durable dans les zones d'influence des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro [PDTs], et la nouvelle proposition d'investissement, qui reproduira à plus grande échelle le Projet de renforcement du développement local dans les hauts plateaux et les forêts humides d'altitude [PSSA], voir appendice VII).

- C. Participation à l'élaboration des politiques** Le gouvernement et d'autres acteurs reconnaissent l'avantage comparatif que possède le FIDA dans la concertation sur les politiques de développement rural et agricole. Pour continuer d'avancer dans ce domaine, une concertation sera menée, au titre de l'OS3, sur les politiques économiques, agricoles, rurales et autres en rapport avec le monde rural, avec la participation accrue des producteurs agricoles –en particulier des femmes, des jeunes et des peuples autochtones – et de leurs organisations. Les ressources du FIDA seront utilisées pour: i) apporter une assistance à la planification, la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques et instruments publics en rapport avec le développement rural (y compris les aspects liés à la problématique femmes-hommes, les jeunes ruraux, les peuples autochtones, et la sécurité alimentaire et nutritionnelle) et ii) fournir une assistance technique au renforcement des capacités institutionnelles mises en jeu dans le cycle des politiques publiques, en particulier celles des autorités régionales et locales qui sont chargées de la mise en œuvre et du suivi de ces politiques. L'accent sera mis sur l'élaboration de la nouvelle politique agricole nationale. Les instruments utilisés seront principalement les projets figurant dans le portefeuille en cours (PSSA et PDTs), le soutien au Groupe de coopération pour un développement rural durable, au Groupe de dialogue andin et au Groupe de dialogue sur les jeunes ruraux, ainsi que des ressources administratives spécialement mises à disposition pour la concertation sur les politiques. Le fait que le pôle sous-régional du FIDA pour le pôle andin et le cône Sud soit situé à Lima offre au Fonds davantage d'occasions de travailler sur les questions stratégiques et en rapport avec les politiques publiques, en collaboration avec le gouvernement et d'autres partenaires de développement (en particulier les OSR). Le FIDA déterminera si les partenaires sont intéressés par l'utilisation de nouveaux instruments, comme l'assistance technique remboursable, pour les prestations de conseil mentionnées aux points i) et ii) ci-dessus.

D. Ressources naturelles et changements climatiques

27. Le Pérou est considéré comme un pays "particulièrement vulnérable" aux changements climatiques, puisqu'il présente sept des neuf caractéristiques de vulnérabilité. Ces conditions sont aggravées par la dégradation des écosystèmes et par la pollution de l'environnement. De plus, les projections pour 2036 et 2065 laissent penser que la hausse moyenne des températures sera comprise dans une fourchette allant de 2 ou 3°C jusqu'à un maximum de 4 à 6°C. La variabilité des précipitations sera beaucoup plus forte sur le littoral et devrait diminuer dans les régions andines. Depuis les années 1990, ce contexte a donné lieu à la mise en place d'un cadre institutionnel et juridique relatif à l'adaptation aux changements climatiques et à la gestion de l'environnement, stipulant que tous les instruments de planification du développement et tous les niveaux de l'administration doivent

accorder la priorité aux changements climatiques, à la gestion de l'environnement et à la protection des ressources naturelles.

28. L'appendice V (qui traite des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique) décrit les principales actions qui seront appuyées par le COSOP, essentiellement au titre de l'OS1, à savoir: i) contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des activités agricoles; ii) accroître la résilience des familles et de leur système de production face aux effets de la sécheresse; iii) améliorer la qualité des services rendus par les écosystèmes afin qu'ils soient préservés. En outre, réduire la vulnérabilité des petits paysans face aux changements climatiques constitue un aspect clé de l'OS1, qui sera intégré systématiquement dans tous les projets du FIDA sur la période couverte par le COSOP.
29. Les actions prévues et en cours à ce titre sont notamment le projet MERESE du FIDA, qui vise à établir et mettre à l'essai des mécanismes de rétribution des services écosystémiques, mis en œuvre par le Ministère de l'environnement, ainsi que le nouveau don en faveur de la sous-région andine qui est en cours de préparation avec le Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR).

E. Agriculture et développement rural tenant compte des enjeux nutritionnels

30. En 2012, le Pérou a déclaré que la situation nutritionnelle était un enjeu d'intérêt national et une nécessité publique. Le gouvernement s'est engagé à réduire les cas d'anémie pour en ramener le taux de 43,6 à 19% et à abaisser le taux de malnutrition infantile chronique pour le ramener de 12,9 à 6,4% entre 2016 et 2021. L'aggravation de la situation nutritionnelle résulte avant tout de carences dans le régime alimentaire (en protéines, fer, légumes et fruits) et du fait que l'agriculture ne produit pas assez de denrées alimentaires de base qui soient saines et nutritives. Le Pérou dispose d'un large cadre institutionnel et de politiques publiques qui œuvrent en faveur de la sécurité alimentaire et de l'amélioration de la nutrition et de la santé (l'Examen stratégique national de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le Plan national de prévention et de lutte contre l'anémie, etc.) Cet arsenal de mesures nécessite cependant: un renforcement des mécanismes de coordination interinstitutionnels (à l'échelle nationale, régionale et locale); une amélioration des capacités institutionnelles, surtout dans les administrations régionales et locales, permettant de mettre en œuvre des mesures en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition; et l'instauration de systèmes efficaces de suivi-évaluation. Ces politiques s'inscrivent dans un cadre d'incitations (transferts sous conditions de ressources, éducation nutritionnelle et fourniture de denrées alimentaires) qui sont offertes aux ménages pauvres par le biais de programmes sociaux (*Juntos*, *Cuna Más* et *Qali Warma*), qui souffrent néanmoins d'un manque de coordination intersectorielle. Il existe aussi des initiatives, menées avec le secteur privé et des ONG, qui reconnaissent et soutiennent les traditions et savoirs culinaires du pays (par exemple celles de la Société péruvienne de gastronomie/APEGA, l'initiative *Cocina con Causa* [Cuisiner pour une bonne cause] du Programme alimentaire mondial [PAM], ou encore l'initiative associant Slow Food, ICCO Cooperation et le FIDA, intitulée "Retour aux sources: utiliser la gastronomie comme outil de développement rural").
31. La stratégie du FIDA en matière de nutrition est en rapport direct avec les OS, et appuie en outre les efforts du gouvernement visant à remédier aux problèmes dans ce domaine. En relation avec l'OS1, le FIDA contribuera à diversifier la production et encourager un système alimentaire fondé sur des produits nutritifs et des pratiques qui réduisent les pertes après-récolte et rendent les produits plus sûrs à consommer, ainsi que sur la formation d'agents locaux à des thématiques liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, entre autres. Eu égard à l'OS2, des fonds seront investis dans des installations de transformation et de stockage des denrées

alimentaires; des femmes et des jeunes seront formés aux bonnes pratiques de consommation domestique (afin de devenir des agents du changement) et aux bonnes pratiques marchandes (créer une marque, une étiquette, etc.); l'accent sera mis sur la valeur nutritionnelle des produits et leur importance dans un régime équilibré. Enfin, s'agissant d'OS3, certains éléments des plans territoriaux figurant dans l'Examen stratégique national de la sécurité alimentaire et de la nutrition pourront être révisés, ce qui permettra de renforcer la participation de la population rurale ainsi que la capacité des administrations locales à formuler et mettre en œuvre ces plans. L'accès à l'eau pourra être coordonné avec d'autres services (santé et éducation). Un soutien pourra être fourni aux institutions et organisations publiques pour mesurer les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Enfin, les liaisons avec des initiatives culinaires du secteur privé pourront être renforcées, en vue, là aussi, de rehausser le statut de la cuisine fondée sur les aliments et coutumes locales.

32. Les dons en faveur de Slow Food et d'ICCO Cooperation s'inscrivent dans le cadre de telles initiatives. De plus, une collaboration est menée avec l'initiative du PAM *Cocina con Causa*, qui est axée sur la réduction de l'anémie et menée en collaboration avec les producteurs ruraux et les familles.

V. Réussite de la mise en œuvre

A. Cadre de financement

33. L'allocation financière pour la période 2019-2021 se montera à 22,9 millions d'USD, et un nouveau projet a déjà été recensé (appendice VI). D'autres actions (concertation sur les politiques, innovations, assistance technique et gestion des savoirs) seront financées par des ressources supplémentaires, tant non remboursables que potentiellement remboursables. La pertinence et la nécessité de faire intervenir d'autres partenaires financiers, ainsi que la participation d'autres organismes d'exécution, seront évaluées pendant la phase de conception de l'opération. Le ratio de cofinancement au Pérou augmente régulièrement: il s'élève maintenant à 1/1,29 pour les projets en cours. D'après les prévisions, il devrait encore progresser sur la période couverte par le COSOP proposé (grâce à des sources de financement nationales mais surtout internationales) pour atteindre l'objectif fixé pour la région Amérique latine et Caraïbes.

Tableau 1

COSOP Année 1: calculs issus du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)

| Indicateurs | | COSOP Année 1 |
|--|---|---------------|
| Notes de performance du secteur rural | | |
| A i) | Politiques publiques et dispositif juridique encadrant les organisations rurales | 4,75 |
| A ii) | Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales | 4,31 |
| B i) | Accès à la terre | 4,50 |
| B ii) | Accès à l'eau à usage agricole | 4,50 |
| B iii) | Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles | 3,50 |
| C i) | Conditions propices au développement des services financiers ruraux | 4,69 |
| C ii) | Climat de l'investissement pour les entreprises rurales | 4,83 |
| C iii) | Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles | 4,33 |
| D i) | Accès à l'éducation dans les zones rurales | 4,88 |
| D ii) | Représentativité des femmes | 4,17 |
| E i) | Affectation et gestion des fonds publics alloués au développement rural | 4,25 |
| E ii) | Obligation de rendre compte, transparence et lutte contre la corruption en milieu rural | 3,81 |
| Moyenne globale | | 4,38 |

D'après: <https://webapps.ifad.org/members/eb/122/docs/french/EB-2017-122-R-2-Add-1.pdf>

Tableau 2

Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

| <i>Scénario de financement</i> | <i>Note du portefeuille à risque (+/- 1)</i> | <i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i> | <i>Variation en pourcentage de la note SAFP du pays par rapport à l'hypothèse de base</i> |
|--------------------------------|--|---|---|
| Hypothèse faible | 5 | 4,1 | (22) |
| Hypothèse de base | 6 | 4,4 | - |
| Hypothèse haute | 6 | 4,7 | 7 |

B. Suivi et évaluation

34. Ce COSOP constituera un guide pertinent permettant de mieux suivre et mesurer les résultats, et de recueillir des données factuelles en vue de promouvoir le développement rural, notamment au travers d'initiatives financées par le FIDA. La principale proposition consistera à mettre en place au Pérou le programme du FIDA intitulé "Faire avancer la connaissance pour un impact agricole (AVANTI)". D'autres efforts collaboratifs seront utiles aussi à ces fins, notamment avec le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Institut national de la statistique et de l'information dans le but de mettre sur pied des systèmes de géo-référencement permettant de mesurer des données en milieu rural, et avec On Think Tanks pour organiser la manifestation annuelle *Evidence Week*. Ces initiatives contribueront directement à la réalisation de l'OS3.
35. Les résultats du COSOP seront mesurés, analysés et diffusés au moyen des outils suivants: a) cadre de résultats; b) examens annuels; c) examen à mi-parcours; d) évaluation finale et e) communications et plan d'apprentissage. Le FIDA adoptera une approche du S&E qui se fonde sur les résultats, la participation et l'obligation de rendre compte, qui encourage les liaisons avec les systèmes nationaux de S&E et qui améliore les systèmes de S&E des projets de sorte qu'ils produisent des informations de qualité.

C. Gestion des savoirs

36. Le FIDA se concentrera sur la création, la collecte, l'analyse et la communication de savoirs contribuant à la construction collective de politiques et programmes de développement rural et agricole et concernant la problématique femmes-hommes, les jeunes ruraux et les peuples autochtones. À cette fin, il encouragera la systématisation des expériences et des bonnes pratiques sur des thèmes tels que: i) le développement économique et l'amélioration du bien-être des producteurs; ii) la gestion de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques; iii) la reproduction à plus grande échelle des services publics et des innovations; iv) l'établissement de liens entre les producteurs ruraux et des marchés viables, ainsi que la coordination avec le secteur privé et v) le renforcement des administrations régionales et locales en matière de développement territorial. La gestion des savoirs dans le cadre du COSOP sera étroitement liée à celle des projets et d'autres partenaires. Un plan d'action distinct en matière de gestion des savoirs sera élaboré.
37. Une collaboration sera établie avec des partenaires tels que l'Université des Andes et le Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR), ainsi qu'avec des partenaires gouvernementaux (en particulier le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation et le Ministère de l'environnement), afin d'améliorer et de partager les savoirs et pratiques générés.

D. Partenariats

38. **Gouvernement.** Le FIDA collaborera activement avec des institutions qui ont des stratégies et programmes complémentaires en matière de développement rural et agricole afin de définir des synergies, des complémentarités, des co-investissements, des avantages mutuels et des actions durables. À cette fin, le FIDA renforcera les partenariats existants avec des acteurs clés du secteur public (le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation, le Ministère de l'environnement et l'Agence péruvienne de coopération internationale), tout en s'efforçant d'améliorer la coordination avec le Ministère du développement et de l'inclusion sociale, le Ministère de la production et les administrations régionales et locales, comme proposé au titre de l'OS3.
39. La coordination entre partenaires des Nations Unies s'inscrira dans le cadre de l'équipe de pays des Nations Unies, et sera alignée sur le Programme 2030 et les objectifs du PNUAD. Un partenariat spécial associera les trois OSR, qui entretiennent d'étroites relations au sein du pays, ayant conduit à l'examen conjoint du présent COSOP. Le partenariat avec les OSR se verra accorder la priorité.
40. **Organismes multilatéraux.** Le FIDA poursuivra sa collaboration avec les institutions multilatérales et bilatérales, en privilégiant celles qui visent des objectifs similaires (Banque interaméricaine de développement, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Banque de développement de l'Amérique latine, Agence espagnole pour la coopération internationale au développement, Agence française de développement, Agence allemande de coopération internationale et Agence des États-Unis pour le développement international) afin de mener ensemble des actions coopératives en faveur des producteurs agricoles.
41. **Secteur privé.** Le nouveau COSOP favorisera la participation du secteur privé aux activités du FIDA. Deux missions ont déjà été organisées conjointement cette année avec le Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources afin de recenser de meilleurs points d'entrée et options (appendice IV). Le transfert au pôle de Lima de deux experts des marchés issus de la Division production durable, marchés et institutions facilitera aussi la préparation et le lancement d'une stratégie à l'égard du secteur privé. Ces actions contribueront à atteindre l'OS2.
42. **Autres acteurs.** Des liens seront établis avec les acteurs du marché, les prestataires de services financiers et d'assistance technique, les organisations de producteurs, les organisations non gouvernementales de développement, les fondations, les centres de recherche et les organisations de la société civile. Ces mises en relation passeront par les projets et les dons, ainsi que par la participation à des mécanismes de coopération existants ou nouveaux (comme l'Association des exportateurs ou le *Programa de Alianzas Multiactor* de l'Agence péruvienne de coopération internationale). Le FIDA pourrait jouer un rôle de rassembleur de ces différents acteurs, en particulier les agents commerciaux et les petits producteurs.

E. Innovations

43. Les opérations du FIDA serviront de programmes pilotes pour appliquer des modèles qui contribueront à élargir et explorer les innovations favorisant la croissance économique et améliorant le bien-être économique des producteurs agricoles. Le FIDA encouragera la créativité dans la recherche de solutions et dans la reproduction à plus grande échelle des innovations déjà appliquées. Il introduira de nouvelles pratiques et technologies dans des domaines tels que: i) la production durable et intelligente face au climat; ii) les liaisons avec les marchés, en collaboration avec les acteurs privés; iii) l'accès à des services financiers inclusifs et atténuant les risques; iv) l'élaboration de démarches paysagères globales pour

remédier à la dégradation des ressources naturelles; v) le recours aux investissements pour promouvoir l'amélioration de la nutrition; vi) la formation de la jeunesse à l'emploi et à l'auto-entreprise. Les outils utilisés incluront notamment le nouveau don en faveur de l'innovation qui est en cours de préparation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ainsi que le don en cours avec PROCASUR.

F. Coopération Sud-Sud et triangulaire

44. Le pôle sous-régional du FIDA pour le pôle andin et le cône Sud, situé à Lima¹, servira de pivot et de catalyseur pour encourager la Coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST), en coordination avec le nouveau centre pour la CSST et les savoirs installé à Brasilia. Cette démarche comprendra notamment des actions d'apprentissage en matière de développement rural et agricole, en collaboration avec des partenaires publics et privés, des pays membres et d'autres pays en développement.
45. Parmi les actions déjà entreprises, citons la coordination avec la Communauté andine des nations et avec les gouvernements de Bolivie (État plurinational de), de Colombie, d'Équateur et du Pérou, dans le cadre du Groupe de dialogue andin, qui vise à favoriser la concertation sur les politiques et le soutien institutionnel à l'agriculture familiale, ainsi qu'avec le programme FIDA-MERCOSUR, ou encore les actions encouragées à l'appui de l'agriculture paysanne en Amérique centrale au travers du SICA (Système d'intégration centraméricain).

¹ En 2018, le FIDA développe le pôle sous-régional de Lima, en ajoutant les portefeuilles du cône Sud (Argentine, Chili, Paraguay et Uruguay) aux programmes des pays andins (Bolivie [État plurinational de], Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela [République bolivarienne du]).

Appendix I: COSOP results management framework

| Country strategy alignment | Key results for RB-COSOP | | | Medios de verificación |
|---|--|---|---|---|
| | Strategic objectives | Outcome indicators | Milestone indicators | |
| <p><u>Plan Bicentenario, Plan de Gobierno</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Eradicate poverty (-10%) and extreme poverty (-5%) - Reduce CCM (6,4%) and anaemia (19%) - Promote inclusión and gender equity - Competitive economy with greater employment and productivity - Equality and access to services - NR sustainable use - Efficient and decentralized State - Equitable regional development <p><u>ENAF 2015-2021, NAP 2018-2026</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Access of producers to factors of production, services and public goods - Increase productivity - Greater integration to the markets - Greater social inclusion and food security - Increase efficiency in the management of RNs and ACC - Strengthen the associativity - Strengthen the management of knowledge and skills of producers - Articulate a national, local and regional institutional for rural and agricultural development | <p>Goal: Improve small-scale producers' economic conditions and well-being</p> | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60,000 small producers increase income by 20% ▪ 65,000 small producers increase assets by 20% ▪ 75,000 small producers improve food security ▪ 46,000 small producers improve conditions for good nutrition ▪ 75,000 small producers improve their resilience | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 135,000 small producers receive services (30% women, 20% young people, 5.5% indigenous) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Follow-up reports of the projects in execution ▪ RMT reports of active projects ▪ Final evaluations of the projects |
| | <p>SO1. Increase small-scale producers' resilience and productivity</p> | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 75,000 small producers increase productivity by 15% ▪ 75 000 small producers adopt agricultural, environmental and ACC technologies and practices ▪ 75,000 small producers modernize production systems ▪ 90,000 hectares of agricultural lands managed environmentally and resiliently ▪ 55,000 small producers improve access to financial services | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 100% small producers trained in techniques and practices of production and sustainable management of natural resources and climate risks ▪ Built or improved production facilities ▪ 75,000 producers trained in financial services ▪ At least two FIs offering adequate financial services to small producers | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Follow-up reports of the projects in execution ▪ RMT reports of active projects ▪ Final evaluations of the projects |
| | <p>SO2. Sustainably improve small-scale producers' access to markets</p> | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 75,000 small producers increase sales by 30% | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 100% small producers trained in business management and marketing ▪ 25,000 small producers with contracts, established marketing agreements ▪ Infrastructure for the storage, storage, commercialization and transformation built or rehabilitated | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Follow-up reports of the projects in execution ▪ RMT reports of active projects ▪ Final evaluations of the projects |
| | <p>SO3. Strengthen institutions (government, producers) for rural and agricultural development</p> | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 100% of targeted small producers trained in business management and marketing ▪ 25,000 small producers with contracts, established marketing agreements | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 100% of targeted small producers trained in associativity ▪ Local and regional governments in IFAD target areas and other public institutions trained in territorial management | |

Apéndice II: Resumen de logros y lecciones del programa-país de Perú²

1. Innovaciones

El FIDA en el Perú ha promovido, a lo largo de la ejecución de los proyectos de su cartera, enfoques, metodologías e instrumentos innovadores, los cuales han tenido continuidad, adaptaciones y mejoras de un proyecto a otro. Las innovaciones impulsadas han sido interiorizadas y puestas en la práctica por las autoridades del Gobierno del Perú en todos los proyectos realizados con préstamos del FIDA. Varias de las innovaciones han sido replicadas por otros proyectos públicos y se han incorporado a las políticas públicas sectoriales. También el FIDA dejó un suficiente espacio de maniobra a los operadores involucrados (GPP, personal de proyectos, instituciones ejecutoras, etc.), permitiendo así a los proyectos convertirse en un verdadero laboratorio experimental, fuente de innovaciones y mejoras. Los párrafos siguientes detallan las innovaciones más relevantes.

- El Proyecto FEAS introdujo la transferencia directa de fondos en un contexto en el que la percepción existente entre los productores era la de asociar la AT con servicios gratuitos. El cambio introducido por el proyecto, y uno de sus logros más importantes, fue el reconocimiento del valor económico de la AT. Este nuevo enfoque fue reproducido y perfeccionado en los proyectos subsiguientes (MARENASS, CORREDOR, PDSS, PSN, PSSA).
- El Proyecto MARENASS fue el primer proyecto del FIDA en utilizar la metodología de asignación de los recursos de inversión pública basada en concursos, en relación al manejo de los recursos naturales (MRN), adaptando la metodología Pacha Mama Raymi. Estos concursos incentivan la difusión de innovaciones tecnológicas locales y estimulan la mejora de las prácticas empleadas por las familias y las organizaciones campesinas. En términos de impacto, estos concursos han permitido promover la colaboración y sana competencia entre pares. Se han convertido en herramientas fundamentales de empoderamiento e inclusión social, así como de mejora en la producción y en la calidad de vida de los hogares. Mientras que en el MARENASS los concursos fueron empleados en el campo del manejo de los recursos naturales y las mejoras a la vivienda, CORREDOR utilizó esta metodología para promover iniciativas y planes de negocios. En los proyectos PDSS, PSN y PSSA, los concursos se utilizan para el manejo de recursos naturales y el desarrollo de negocios o empresas.
- El Proyecto CORREDOR fue el primero que utilizó el mecanismo de los Comités Locales de Asignación de Recursos (CLAR) para la asignación de fondos públicos mediante concursos, seguido por los proyectos sucesivos, tanto del FIDA como de otros donantes y del Estado peruano. En los CLAR, el elemento innovador está representado por: i) el compromiso de mantener el proyecto fuera del espacio tradicional de la toma de decisiones, generando un marco favorable de confianza, transparencia y, finalmente, de legitimación de las organizaciones campesinas, y ii) la combinación de técnicas de planificación participativa con prácticas tradicionales de gestión de recursos de las sociedades andinas, basadas en los principios de equidad y solidaridad.
- El Proyecto Sierra Sur (PDSS) introdujo una mejora en este mecanismo, al aplicarlo para entregar fondos pendientes. Esto favoreció el buen uso de recursos como condición

² Información extraída de la Evaluación de la Estrategia y el Programa en el País (EPPP) de Perú, realizada durante 2017 y finalizada en 2018, y que está disponible en: <https://www.ifad.org/web/loe/evaluation/asset/40766424>

para que las familias beneficiarias pudiesen seguir recibiendo fondos públicos e incrementando el valor de esta experiencia.

- En el ámbito de las micro-finanzas rurales, y en particular en el caso de las cuentas de ahorro, el CORREDOR fue pionero en desarrollar un esquema innovador de incentivos (subsidios) para motivar a las mujeres rurales a abrir y utilizar cuentas de ahorro, estableciendo una relación inicial con los intermediarios financieros regulados. Los grupos de ahorro y la educación financiera fueron las herramientas utilizadas para este fin. En este caso, el enfoque innovador ha sido reproducido parcialmente por los proyectos sucesivos, con impactos desiguales y limitaciones de sostenibilidad.
- Los micro-seguros rurales fueron otorgados por primera vez en el marco del PDSS como resultado de un programa piloto de seguros de vida lanzado por el proyecto en alianza con la compañía de seguros La Positiva. El PDSS introdujo también la gira motivacional, mediante la cual un grupo de actores locales realizó visitas sobre el terreno a organizaciones que desarrollaron experiencias exitosas. La gira motivacional fue una variación significativa integrada en la estrategia de capacitación horizontal – campesino a campesino– y de intercambio de experiencias.

La ampliación de escala de algunas innovaciones elaboradas a través de los proyectos FIDA ha sido exitosa, especialmente por la adopción de varios instrumentos, innovaciones y enfoques del FIDA por parte de otras instituciones. Los CLAR son el instrumento con mayor alcance e institucionalización en la gestión del Estado peruano. Los planes de negocios son aplicados en los principales programas de desarrollo productivo y sociales del gobierno central y de los gobiernos sub-nacionales que financian a grupos de productores organizados.

Cuadro 1. Institucionalización del CLAR

El proceso que ha conducido al escalamiento del CLAR ha involucrado a varios actores, como REMURPE, el Instituto de Estudios Peruanos (IEP), AGRO RURAL, el Programa Regional de Investigación y Disseminación de Innovaciones Rurales (PEIR) y la Fundación Ford, que se han enfrentado a la tarea de buscar formas de asegurar el uso masivo del CLAR en los municipios rurales peruanos y, a partir de ahí, crear las condiciones para que sus principios de funcionamiento sean integrados en las políticas de inversión pública. Esta "asociación" entre actores diferentes entrañó un estudio comparativo de la normativa sobre inversión pública vigente en el Perú, en el cual se identificó la Ley de Promoción a la Competitividad Productiva (PROCOMPITE), promulgada en 2009, como la mejor oportunidad para ampliar de escala el CLAR, en la medida en que permitía la transferencia de recursos públicos hacia actividades productivas de comunidades rurales, por medio de mecanismos competitivos. Sobre la base de estas conclusiones, se conformó una alianza interinstitucional⁸⁶ que formuló una propuesta para modificar la ley e incluir al CLAR en la Ley PROCOMPITE, con el objetivo de permitir que pequeños municipios rurales con pocos recursos pudieran acceder a fondos para realizar concursos bajo el formato CLAR. En 2011, este largo proceso se tradujo en la firma de un Convenio entre AGRORURAL, REMURPE e IEP para institucionalizar el enfoque del CLAR a nivel nacional, como estrategia para fomentar la transparencia en el uso de recursos públicos a gobiernos locales. Actualmente, el CLAR es una política pública, en el reglamento de la Ley de Promoción y Desarrollo de la Agricultura Familiar.

Principales estudios sobre innovaciones y ampliación de escala en el Perú:

- [FIDA, Experiencias innovadoras en los proyectos del FIDA en la República del Perú, Evaluación temática, IOE, Junio 2004](#)
- [DE ZUTTER, Pierre, Diez claves de éxito para el desarrollo rural basadas en las experiencias de los proyectos FEAS, MARENASS, CORREDOR y SIERRA SUR, Junio 2004.](#)
- [MASSLER, Barbara, Escalamiento de las intervenciones del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola en el Perú, enero 2012.](#)

- [ESCOBAL, Javier, PONCE Carmen, PAJUELO Ramón, ESPINOZA Mauricio, Estudio comparativo de intervenciones para el desarrollo rural en la Sierra sur del Perú, Ford Foundation/GRADE, Octubre 2012.](#)
- [ALDANA, Ursula y VÁSQUEZ, Tania, El impacto del proyecto Sierra Sur en la población beneficiaria de Juntos, 2013.](#)
- [FIDA, Scaling up note: Peru, December 2015](#)

2. Impacto en la pobreza rural

Reducción significativa de la pobreza rural. La EEPP revisó los diversos estudios y evaluaciones de impacto realizados de los proyectos, encontrando evidencia valiosa, pero también algunas limitaciones metodológicas. Por ejemplo, los proyectos no fueron evaluados de manera uniforme y un problema recurrente fue la inadecuada temporalidad de las líneas de base, que, en la mayoría de casos, se hicieron cuando los proyectos ya estaban en ejecución. Otra debilidad fue la falta de un adecuado grupo de control, así como no haber considerado la potencial contaminación de otras intervenciones previas o contemporáneas, que han hecho difícil determinar con precisión la atribución real de todos los impactos, por lo que algunos deben ser entendidos como aproximaciones, tanto cuantitativas como cualitativas.

Con la cautela necesaria dadas estas limitaciones metodológicas, los estudios revisados encuentran evidencia de reducciones en los niveles de pobreza en los usuarios de los proyectos. En el caso del CORREDOR, se señala una mejora (no cuantificada) de los ingresos en líneas productivas que representan el 68 % de los ingresos familiares, aunque el 61 % de estos hogares todavía era pobre al finalizar el proyecto. En el caso del PDSS, casi una tercera parte de las familias apoyadas con PDN logró superar la línea de pobreza, mientras que un 23 % mejoró sus ingresos, pero no superó la línea de pobreza.

Para el Proyecto Sierra Norte (PSN), el estudio de evaluación de impactos del proyecto señala que la incidencia de la pobreza en la población atendida alcanzaba el 66 % y la pobreza extrema, el 48 % en la línea de base. Para el año 2015, la pobreza en el mismo grupo se habría reducido a 53 % y la pobreza extrema a 23,5 %. La mayor reducción se dio en pobreza extrema, que habría caído en más de 20 puntos porcentuales. Los resultados del análisis de la base de datos del préstamo suplementario del PDSS muestran que la incidencia de la pobreza extrema de los beneficiarios cayó en nueve puntos porcentuales al finalizar el proyecto y en mayor medida en los hogares con jefatura de mujer, que, al inicio del proyecto, tenían una mayor incidencia de la pobreza extrema en comparación con aquellos con jefatura masculina.

Estos resultados se pueden explicar por el tipo de actividad productiva que la cartera del FIDA promovió, cuyas características flexibles tuvieron un claro atractivo para hogares conducidos por mujeres con ideas de negocios relacionadas con su vida y entorno cotidiano. Estos resultados además son compatibles con datos censales sobre el incremento en las unidades agrarias conducidas por mujeres entre los años 1994 y 2012 y los efectos del proceso de feminización de la agricultura en el Perú.

Diversos factores contribuyeron a la reducción de la pobreza. La observación realizada en el trabajo de campo evidenció una importante diversificación en las actividades de generación de ingresos. Estas actividades son una combinación de actividades agrícolas y no agrícolas, como turismo, asistencia técnica y gastronomía, entre otras. Una actividad extendida en los proyectos visitados es la crianza de cuyes. Según testimonios recogidos por la misión de la EEPP, se obtienen ganancias –cubiertos todos los costos, incluida la mano de obra– de, al menos, el 40 %. Esta actividad muestra un alto involucramiento de las unidades familiares, muchas veces bajo el liderazgo de las mujeres. El turismo vivencial y comunitario es otra actividad que destaca en cuanto a ingresos monetarios y la puesta en valor del patrimonio histórico, cultural y

natural. La recuperación de saberes y el fortalecimiento de la identidad cultural son intangibles que están presentes en varias de las iniciativas exitosas visitadas. La promoción de cambios tecnológicos y la mejora de los activos físicos y naturales también fueron factores que contribuyeron al incremento en los ingresos.

3. Desempeño de las operaciones reembolsables y no reembolsables

A. Cartera crediticia

I. Pertinencia. Los proyectos se alinearon con las prioridades nacionales y atendieron las necesidades de su población objetivo en el marco de un enfoque participativo y movilizador de la demanda. Un elemento distintivo de la cartera del FIDA ha sido la capitalización de las experiencias y enseñanzas de un proyecto al otro, así como la integración del aprendizaje de otros donantes que desarrollaron enfoques y metodologías relevantes.

No obstante, la pertinencia es solo moderadamente satisfactoria debido al sobredimensionamiento de las metas, la dispersión territorial, la carencia de articulaciones explícitas entre los componentes y el relativo debilitamiento del enfoque territorial y de corredor económico durante el período objeto de evaluación. Además, la estrategia de autofocalización no resultó eficaz para adaptar el enfoque basado en la demanda y las actividades a los diferentes grupos objetivos, y el diseño de los proyectos se caracterizó por algunos elementos que de hecho limitaron el acceso de los más pobres a nivel local (por ejemplo, los requerimientos de aportes monetarios de los beneficiarios hasta un 30 %).

Finalmente, a excepción del proyecto PROTERRITORIOS, donde se observa una mejor articulación del componente de gestión de los recursos naturales con el cambio climático, no se observó una integración y articulación explícita de los aspectos ambientales de los proyectos con temas transversales de resiliencia al cambio climático y gestión de riesgos.

II. Eficacia. La cartera tuvo una eficacia satisfactoria en el cumplimiento de los objetivos y las metas previstas, a pesar de la amplitud/dispersión de sus respectivas coberturas geográficas y poblacionales, que afectó la consolidación de los resultados alcanzados. El examen de la documentación y las visitas sobre el terreno evidencian un incremento de los ingresos en todos los proyectos, favorecido por la orientación al mercado, la mejora de los servicios financieros rurales y el cambio en las líneas productivas a través de los planes de negocios, que permitieron la diversificación y el acceso a liquidez en los ingresos, de acuerdo a las necesidades de los productores rurales. La cartera tuvo una eficacia satisfactoria en cuanto a la gestión de los recursos naturales, con un importante incremento de los activos físicos y naturales, y en relación con el fortalecimiento de la capacidad de concertación y asociación de los productores.

Sin embargo, podrían haberse logrado mejores resultados: i) adoptando, desde el diseño, una estrategia de focalización local más eficaz para llegar a las familias más pobres; ii) aprovechando las sinergias entre los componentes, y iii) brindando servicios de asistencia técnica más especializados, por lo que un involucramiento más activo del sector público y el privado (proveedores) hubiera podido mejorar y hacer más sostenible la asistencia técnica en las áreas de intervención.

La estrategia de focalización geográfica fue efectiva al ejecutarse los proyectos en las regiones con los mayores índices de pobreza, pero la focalización al interior de las mismas regiones fue menos eficaz a la hora de llegar a las familias más pobres comunidades debido a las restricciones de disponibilidad de las de contrapartida monetaria y al acceso a los recursos.

Los servicios financieros promovidos no tuvieron una relación directa con la provisión de asistencia técnica ni con los emprendimientos promovidos y su financiación. Igualmente, los planes de negocios y los planes de gestión de recursos naturales no se implementaron de manera sinérgica. Esos factores, junto a la escasa colaboración con el sector privado, limitaron la expansión de los negocios y las actividades comerciales. El haber abandonado el enfoque de corredor económico después del Proyecto Corredor Puno-Cuzco limitó aún más el impacto a nivel territorial.

III. Eficiencia. La eficiencia de la cartera se califica como moderadamente satisfactoria. Algunos aspectos clave permitieron mayor eficiencia para atender las áreas extensas y dispersas, por ejemplo, la delegación de la responsabilidad del manejo de los recursos y la ejecución de los proyectos a los propios usuarios; los recursos de contrapartida apalancados, y la estrategia y metodología de capacitación y transferencia de tecnología. La ejecución presupuestaria de los proyectos ha sido satisfactoria. La decisión de que las unidades de ejecución de los proyectos se ubiquen en las zonas de intervención ha sido decisiva para la confianza e interlocución directa con los diferentes actores locales. Esta práctica ha sido discontinua con PSSA. Sin embargo, la eficiencia de la cartera no llega a ser calificada como satisfactoria debido a los retrasos y limitaciones en los lapsos de tiempo desde la aprobación de los proyectos y su entrada en vigor, los costos fijos y operativos relativamente altos de las intervenciones, así como los plazos/retrasos en su ejecución.

IV. Impacto en la pobreza rural. La EEPP constató efectos significativos y satisfactorios de la cartera en cuanto a la reducción de la pobreza, el incremento de los activos y el empoderamiento de los usuarios. En particular, el PDSS redujo la pobreza en un 12,6 %; en el PSN, el impacto fue aún mayor con una reducción del 22 % en la tasa de pobreza. Diversos factores contribuyeron a la reducción de la pobreza, como la diversificación en las actividades de generación de ingresos, la promoción de cambios tecnológicos y la mejora de los activos físicos y naturales. 16. La conformación de más de 5 000 organizaciones de productores y la mayor vinculación de estas familias productoras rurales con actores clave del desarrollo local modificaron de manera positiva su condición de productores rurales. Estos productores cuentan hoy con una base social enriquecida, que los hace menos vulnerables.

Con arreglo a la modalidad de transferencia de recursos a través de comités locales de asignación de recursos (CLAR), se delegó la gestión de los recursos y la toma de decisiones al respecto en manos de los propios campesinos organizados, lo que generó un alto nivel de autoestima en las familias involucradas y promovió liderazgos locales. Mediante la atribución de un valor monetario a los activos culturales, se generó la creación de un mercado de saberes y conocimientos formado por profesionales y asistentes técnicos campesinos que remplazó parcialmente al sistema tradicional de extensión agrícola.

V. La sostenibilidad de beneficios es moderadamente satisfactoria. La EEPP pudo apreciar un alto grado de apropiación y una importante revalorización de los recursos naturales y de su potencial por parte de las familias y comunidades. Gran parte de las prácticas tecnológicas promovidas continúan y han implicado una revalorización de los activos naturales/culturales al ser adoptadas por las familias y comunidades. Varias iniciativas e innovaciones impulsadas por la cartera de proyectos del FIDA se han institucionalizado e incorporado a las políticas públicas, aunque se percibe que su difusión y puesta en práctica a mayor escala es aún limitada.

La EEPP identificó también las limitaciones que afectan la sostenibilidad de las

intervenciones del FIDA, como el limitado período de tiempo de prestación de asistencia técnica, especialmente a los negocios que requieren de mayores inversiones tanto en asistencia técnica como en infraestructura, comercialización, mercados, y en la capacidad de gestión y administración. En cuanto a las finanzas rurales, las instituciones micro-financieras perdieron más del 50 % de las mujeres ahorristas debido a la falta de incentivos monetarios y a los altos costos de transacción. Finalmente, la falta de una estrategia de salida, con una clara definición del papel que asumirían las instituciones nacionales y locales una vez terminados los proyectos, perjudicó la sostenibilidad de los beneficios a largo plazo.

VI. La capacidad de innovación de los proyectos del FIDA ha sido satisfactoria. Entre las innovaciones más importantes destacan: i) la transferencia directa de fondos; ii) la metodología de asignación de los recursos de inversión pública basada en concursos; iii) los comités locales de asignación de recursos, y iv) los micro-seguros. Sin embargo, la EEPP evidencia que la capacidad de innovación del FIDA ha mostrado cierta repetición de esquemas anteriores sin generar nuevos procesos y mecanismos innovadores para el desarrollo rural.

VII. La ampliación de escala es también satisfactoria, especialmente por la adopción de varios instrumentos y enfoques del FIDA por parte de otras instituciones. Los CLAR son el instrumento con mayor alcance e institucionalización en la gestión del Estado peruano. Los planes de negocios son aplicados en los principales programas de desarrollo productivo y sociales del gobierno central y de los gobiernos sub-nacionales que financian a grupos de productores organizados. El Programa Nacional de Apoyo Directo a los Más Pobres amplió la escala del enfoque basado en las cuentas de ahorro.

Sin embargo, el Gobierno del Perú tiene el desafío de aplicar las experiencias y lecciones de manera aún más amplia y a mayor escala. Se tiene un potencial que puede aprovecharse para nutrir, fortalecer e implementar políticas públicas a favor de los pequeños productores y las comunidades campesinas.

VIII. Igualdad de género y empoderamiento de las mujeres. En el marco de los proyectos del FIDA se ha atendido a un importante número de mujeres en los distintos componentes de intervención, y la incidencia de la pobreza extrema cayó en mayor medida en los hogares encabezados por mujeres, que al inicio del proyecto tenían una mayor incidencia de la pobreza extrema en comparación con aquellos encabezados por hombres.

Sin embargo, se considera que el enfoque y alcance de las intervenciones para reducir la brecha de género en los ámbitos de intervención han sido limitados y, por ejemplo, aún existe una brecha de ingresos promedio entre mujeres y hombres y resistencias de los hombres a compartir la toma de decisiones en las organizaciones y asociaciones. Esto revela que los proyectos no deberían apuntar solo al éxito económico y productivo, sino que deben buscar también un cambio de mentalidad que favorezca las condiciones de igualdad entre las mujeres y los hombres rurales. Por esas razones la EEPP otorga una calificación de moderadamente satisfactoria.

IX. El rendimiento con respecto al “medio ambiente y gestión de los recursos naturales” es satisfactorio. Los proyectos implementados por el FIDA en el país aumentaron la conciencia ambiental de familias, comunidades y autoridades en las zonas de intervención de los proyectos, así como en la revalorización de los activos naturales, patrimoniales y culturales. Con los planes de gestión de recursos naturales se motivaron y promocionaron diversas iniciativas de recuperación de saberes y conocimientos ancestrales de respeto y aprovechamiento sostenible del medio ambiente y los recursos naturales.

X. Gran parte de las acciones de los proyectos de la cartera se consideran favorables a la adaptación al cambio climático, aunque sin estar articuladas en una estrategia integral. Las iniciativas orientadas al aprovechamiento sostenible y la valorización de los recursos naturales fortalecieron las capacidades y condiciones de las familias y comunidades para enfrentar y mitigar los efectos del cambio climático.

XI. En el marco de la inclusión financiera, los micro-seguros para desastres representan una temática que emerge de las visitas sobre el terreno a la cual el FIDA y las autoridades nacionales peruanas deben prestar más atención. Por las consideraciones anteriores, la EEPP califica la adaptación al cambio climático de la cartera de proyectos como moderadamente satisfactoria.

B. Actividades no crediticias

I. La gestión de los conocimientos es satisfactoria. A pesar de la falta de una estrategia precisa en los COSOP y en las intervenciones, la gestión de los conocimientos tuvo su espacio propio y fue clave para la innovación, la ampliación de escala y el diálogo sobre políticas. A partir de los proyectos, dicha gestión estimuló la innovación y la ampliación de escala a través de la producción y el uso sistemático de los aprendizajes basados en la experiencia.

Se produjeron varios estudios y videos de gran interés que abarcan diferentes temas, por ejemplo, el trabajo con recursos naturales, los seguros de vida campesinos y los planes de negocios (PDN), entre otros. Además, las rutas de aprendizaje tuvieron un papel fundamental para aprovechar e intercambiar sistemáticamente los conocimientos no solamente en el país y en América Latina, sino incluso en Asia y en África.

No obstante, se ha observado poca continuidad y un debilitamiento del tema en las intervenciones posteriores y, en general, no se aprecia una evolución conceptual y operativa con la que se pueda aprovechar todo el potencial de la gestión de los conocimientos en los proyectos actuales.

II. Creación de asociaciones. El FIDA mantiene una relación continua con sus contrapartes gubernamentales (en particular, el Ministerio de Economía y Finanzas y el Ministerio de Agricultura y Riego). La experiencia del FIDA en el Perú brinda ejemplos exitosos de asociaciones destinadas al intercambio de conocimientos y el aprendizaje, como la colaboración con la Corporación Regional de Capacitación en Desarrollo Rural (PROCASUR) en la implementación de las rutas de aprendizaje.

Sin embargo, la EEPP considera que ha faltado una coordinación sistemática con otros donantes, como el Banco Mundial, la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO), la Unión Europea, etc., y con sus proyectos. No se han aprovechado ni potenciado las alianzas necesarias tanto para el diseño y la financiación de los proyectos, como en los procesos de diálogo sobre políticas con diversos actores públicos y privados que son cruciales para ampliar la cobertura y profundidad de las intervenciones de desarrollo rural y evitar duplicaciones en las intervenciones.

III. Diálogo sobre políticas. El FIDA ha mantenido un diálogo sobre políticas continuo con el Gobierno sobre descentralización, proporcionando conocimientos basados en lecciones extraídas de los proyectos del FIDA. Se alcanzaron resultados importantes en la formulación de políticas públicas de carácter estratégico, como, por ejemplo, la Ley de Promoción y Desarrollo de la Agricultura Familiar y la Estrategia Nacional de Promoción de Talentos Rurales. Los programas de donación han apoyado el diálogo con diferentes estudios y acompañamiento a los proyectos

de la cartera, han permitido sistematizar y difundir las experiencias en el marco de la gestión de los conocimientos y han tenido incidencia o utilidad para las políticas públicas.

No obstante, la EEPP considera que ha faltado una estrategia de diálogo basada en un plan de acción detallado en los COSOP. Como resultado, el diálogo con el Gobierno no se ha llevado a cabo de manera sistemática y fue más bien el resultado de interacciones no estructuradas bajo una agenda estratégica. Igualmente, ha faltado una visión más estratégica y de largo plazo para poner en la agenda de discusión de políticas temas fundamentales, como el cambio climático y el enfoque territorial.

IV. Se han hecho pocos esfuerzos de coordinación con otras instituciones financieras internacionales y organismos de las Naciones Unidas de orientación similares al FIDA, y el diálogo aparece como ejercicio bilateral y de limitado alcance en el conjunto de las políticas públicas. Tampoco se ha observado un acercamiento del FIDA a los gobiernos regionales y locales para discutir sobre políticas, dado que son actores fundamentales para una mejor estrategia de desarrollo agrario y rural a largo plazo. Esto sería también un elemento favorable para un mayor acercamiento de los más pobres a la formulación de las políticas y para incorporarlos activamente en sus propios procesos de desarrollo.

Apéndice III: Acuerdo en el punto de culminación de la última evaluación del programa en el país

A. Introducción

Esta es la primera evaluación de la estrategia y el programa en el país (EEPP) que la Oficina de Evaluación Independiente del FIDA (IOE) lleva a cabo en el Perú. Los principales objetivos fueron valorar el desempeño y el impacto de las operaciones apoyadas por el FIDA en el Perú, generar hallazgos y recomendaciones para fortalecer el programa FIDA en el país y proporcionar información relevante para orientar la preparación del próximo programa sobre oportunidades estratégicas nacionales (COSOP, por sus siglas en inglés) en el país.

La EEPP abarca el período 2002-2016 y proporciona una evaluación estratégica a nivel de programa, formada por el análisis de tres dimensiones que se refuerzan mutuamente: (i) desempeño de la cartera crediticia, (ii) las actividades no crediticias (diálogo sobre políticas, gestión de conocimientos, alianzas), y (iii) el desempeño de los socios (FIDA y Gobierno del Perú).

El Acuerdo en el Punto de Culminación (APC) contiene las recomendaciones de la evaluación que la dirección del FIDA y el Gobierno del Perú convienen en adoptar dentro de plazos específicos. En el APC también se explicitan todas las recomendaciones no consideradas factibles ya sea por la dirección del Fondo o por el Gobierno.

El seguimiento a la aplicación de las recomendaciones acordadas se llevará a cabo a través del Informe del Presidente sobre el estado de Ejecución de las Recomendaciones de la Evaluación y sobre la Acciones de la Gerencia, el cual es presentado a la Junta Ejecutiva del FIDA por la Gerencia del Fondo con periodicidad anual.

El APC será firmado por el Gobierno de Perú (representado por el Ministro de Relaciones Exteriores) y la Dirección del FIDA (representada por el Vicepresidente Adjunto del Departamento de Estrategia y Conocimiento). El papel de la IOE es facilitar la finalización de la APC. El APC final se presentará a la Junta Ejecutiva del FIDA como anexo del nuevo COSOP para Perú. También se incluirá en el informe final de la EEPP de Perú.

B. Recomendaciones

Sobre la base de la evidencia recogida, el análisis desplegado y las conclusiones extraídas, la presente EEPP ofrece las siguientes recomendaciones.

Recomendación 1: Afinar una estrategia de focalización para llegar a los más pobres. La próxima etapa de proyectos debe poner particular atención a poder llegar a los más pobres y vulnerables³ en las zonas rurales mediante estrategias de focalización más efectivas, y considerando de manera explícita la reducción de brechas entre varones y mujeres, y entre generaciones en el ámbito rural. Una línea inmediata de acción podría ser modificar las “barreras” de entrada de los proyectos y generar incentivos variables que hagan posible la participación de los más pobres en los proyectos. Otra opción importante es generar intervenciones articuladas con los grandes programas sociales en zonas rurales como Juntos, Pensión 65 y otros similares. La experiencia reciente del programa Haku Wiñay de FONCODES-MIDIS es una referencia interesante para esta línea de trabajo, que requiere un diseño institucional multisectorial de parte del GdP. El diseño

³ Algunos grupos con mayor vulnerabilidad en el ámbito rural que requieren especial atención: hogares monoparentales liderados por mujeres; sectores indígenas históricamente postergados; y hogares con niños liderados por jóvenes y/o por adultos mayores.

e implementación de una medición oficial de pobreza multidimensional en el Perú también es un paso que FIDA debe promover ya que esto permitirá mayores posibilidades de coordinación en las políticas públicas de reducción de la pobreza, especialmente en las zonas rurales.

Seguimiento propuesto:

La estrategia-país 2018 (COSOP por sus siglas en Inglés⁴) tendrá como elemento estratégico la focalización diferenciada de la población objetivo con equidad de género e inclusión de jóvenes. Las estrategias del COSOP 2018 explicitarán los mecanismos para el manejo de las “barreras” de entrada de los proyectos a fin de generar incentivos que hagan posible la inclusión y participación de los más pobres en los proyectos. Asimismo, el COSOP detallará las estrategias para alinear los proyectos (vigentes y futuros) a los programas sociales del Gobierno.

Entidad/es responsables de la implementación:

MINAGRI, AGRORURAL y FIDA.

Fecha límite para su implementación:

A partir de la adopción de esta recomendación y de manera continua durante la vigencia del nuevo COSOP, el mismo que será diseñado en el 2018.

Recomendación 2: Retomar el enfoque territorial. Un tema en el que FIDA fue pionero en los proyectos de desarrollo rural en el Perú fue el de utilizar a los corredores económicos como ejes de acción y el énfasis en la relación urbano-rural y la diversificación de ingresos, con el proyecto Corredor Puno-Cusco como un caso emblemático. Este enfoque económico y territorial, sin embargo, se fue perdiendo en el tiempo, y la EEPP considera que debe ser retomado en el futuro inmediato dada su enorme importancia para enfrentar con eficacia los retos del desarrollo de zonas rurales tan vastas y difíciles como las del Perú. Este enfoque debe ser re-evaluado como una opción interesante dentro de un conjunto de opciones para una renovada estrategia de desarrollo rural del estado peruano, con medidas concretas para lograr intervenciones articuladas y con enfoque territorial.

Seguimiento propuesto:

Las estrategias del nuevo COSOP 2018 se referirán concreta y claramente a intervenciones articuladas con enfoque territorial y eco sistémico, con énfasis en la relación urbano-rural y el tema de la multi-institucionalidad. Asimismo el COSOP 2018 retomará el enfoque de desarrollo de corredores económicos cuyo manejo logístico ha sido probado como más eficiente y con mayor perspectiva de consolidación y sostenibilidad. El proyecto de Desarrollo Territorial Sostenible en el VRAEM, la segunda fase del Proyecto Sierra y Selva Alta y los nuevos proyectos se alinearán al COSOP 2018.

Entidad/es responsables de la implementación:

MINAGRI, AGRORURAL y FIDA.

Fecha límite para su implementación:

Durante la vigencia del nuevo COSOP, el mismo que será diseñado en el 2018.

⁴ Country Strategic Opportunities Programme

Recomendación 3: Incorporar al cambio climático como eje estratégico de las intervenciones promovidas por el FIDA. El Perú es uno de los países más afectados por el cambio climático, situación que se agudizará en el futuro próximo. La agricultura es una de las actividades más afectadas y los procesos de adaptación de los agricultores y comunidades rurales serán de creciente importancia para las políticas públicas. En este contexto, es de relevancia estratégica que el FIDA tenga una clara orientación hacia este tema en sus futuras intervenciones. El tema de adaptación de sectores rurales al cambio climático deberá ocupar una alta prioridad en el diseño y formulación de proyectos e intervenciones, siendo doblemente importante que se coordine y gesten alianzas estratégicas con otros donantes y entidades financieras crecientemente interesadas en el cambio climático y sus retos para el futuro del planeta.

Seguimiento propuesto:

El nuevo COSOP 2018 incluirá como eje estratégico la mitigación y adaptación al cambio climático. Asimismo, tanto el COSOP como los proyectos (vigentes y nuevos) plantearán como elemento principal la generación de sinergias alrededor de este tema con actores públicos y privados tanto nacionales como internacionales, como por ejemplo el Fondo Verde del Clima (GCF por sus siglas en Inglés). Las donaciones relacionadas al cambio climático serán complementarias y estarán estratégicamente vinculadas a los préstamos.

Entidad/es responsables de la implementación:

MINAGRI, AGRORURAL, MINAM y FIDA.

Fecha límite para su implementación:

A partir de la adopción de esta recomendación y de manera continua durante la vigencia del nuevo COSOP, el mismo que será diseñado en el 2018.

Recomendación 4: Adoptar un enfoque programático en la elaboración del COSOP. La EEPP recomienda que el próximo COSOP incluya un plan de acción para las actividades no crediticias que sea bien estructurado, viable y conducente a:

- (i) el uso más amplio en las políticas públicas de la metodología e instrumentos claves de las intervenciones FIDA. Esta metodología e instrumentos articulados —validados por casi dos décadas de intervenciones exitosas— han demostrado ser una pieza fundamental para la reducción de pobreza rural en el Perú, y podrían ser adoptados de manera mucho más masiva y sistemática por las diversas instancias del gobierno nacional, y de los gobiernos regionales y locales en sus programas y proyectos de desarrollo rural.
- (ii) la implementación de un enfoque de alianzas estratégicas que genere sinergias con otras entidades financieras como el Banco Mundial, el BID o la Unión Europea y con otros actores públicos y privados relacionados al desarrollo rural. Se considera fundamental que en los próximos años el FIDA le otorgue alta prioridad a generar proyectos cofinanciados con instituciones financieras globales y regionales, buscando llegar a una escala más adecuada para un país de ingreso medio alto como el Perú. Esta estrategia requiere de un intenso proceso de discusión y generación de lineamientos y acuerdos comunes con otras entidades en el contexto específico del Perú.

Seguimiento propuesto:

El COSOP 2018 contará con un plan de acción para las actividades no crediticias. El diseño del COSOP 2018 y de los proyectos (vigentes y futuros) planteará como elemento principal la generación de sinergias con otros actores tanto privados como públicos a fin de apalancar recursos y evitar la duplicación de esfuerzos y el uso ineficiente de

recursos; propondrá para discusión temas estratégicos de largo plazo (como el cambio climático) e incluirá metas de cofinanciación de las operaciones, desarrollo de innovaciones y un mayor escalamiento. Finalmente, incorporará como uno de los actores principales para el desarrollo de las comunidades a los gobiernos municipales, con quienes (en base a sus capacidades institucionales) se buscará coordinar acciones conjuntas incluyendo asimismo a las diferentes instituciones, proyectos, programas, organizaciones no gubernamentales, fundaciones y otros que vienen desarrollando actividades de desarrollo en los territorios.

Entidad/es responsables de la implementación:

MINAGRI, AGRORURAL, MINAM y FIDA.

Fecha límite para su implementación:

A partir de la adopción de esta recomendación y de manera continua durante la vigencia del COSOP, el mismo que será diseñado en el 2018.

Firmado por:

Ministerio de Relaciones Exteriores
República del Perú, Lima

Firma: _____

Ministerio de Agricultura y Riego
República del Perú, Lima

Firma: _____

Vice Presidente Asociado
Departamento de Gestión de Programas
FIDA, Roma

Firma: _____

Apéndice IV: Proceso de preparación del COSOP, incluidos los estudios preparatorios, las consultas con las partes interesadas y los eventos

El proceso de preparación del COSOP incluyó las siguientes actividades:

1. Difusión y análisis de la Evaluación de la Estrategia y el Programa del FIDA en el Perú. La evaluación de la estrategia y el programa en el país (EEPP) constituyó el punto de partida para el proceso de preparación del COSOP. La EEPP fue acordada por la Junta Ejecutiva del FIDA en el 2016 y fue llevada a cabo en el 2017. Los hallazgos y recomendaciones de la EEPP sobre la cartera de proyectos otorgados con crédito, las operaciones no crediticias y el desempeño de los dos programas de oportunidades estratégicas anteriores fueron básicos para orientar y fortalecer la estrategia del nuevo COSOP 2019-2024. La EEPP finalizó con el Taller Nacional de Evaluación de la Estrategia y el Programa en el País, organizado por el Ministerio de Relaciones Exteriores, el Ministerio de Agricultura y Riego del Perú, y la Oficina de Evaluación Independiente del FIDA, y realizado en Lima el 6 de febrero de 2018.

2. Conformación de equipo de coordinación y apoyo técnico. El Representante del FIDA en el Perú (y CPM para el país) estableció un equipo de trabajo bajo su dirección. En este participaron además del Representante/CPM, dos funcionarios de la Oficina Subregional Andina (Oficial Subregional de Programas y Oficial Regional para Medio Ambiente y Clima, ECD/LAC) y una consultora de largo plazo responsable de la coordinación técnica. Se contó con el apoyo de una Asesora Principal y Oficial de Programas (Roma) y con la colaboración de una Oficial Senior de Alianza y Sector Privado (PRM) de FIDA. Se estableció un equipo de 7 consultores, quienes realizaron las siguientes actividades:

a) Preparación de los estudios temáticos, que son el insumo principal para la preparación del COSOP (Recuadro 1). Estos estudios incluyeron una estructura común, con el objeto de poder incorporar su contenido en el informe: Resumen con los principales mensajes y recomendaciones; estado del arte del tema en particular, y acciones y recomendaciones a considerar para el nuevo programa. Para su elaboración se siguió una metodología que incluyó: la revisión detallada de los hallazgos y aprendizajes de la EEPP, la revisión de información secundaria, consultas con informantes clave, y discusión con el FIDA.

Recuadro 1. Estudios temáticos elaborados para el COSOP

Se prepararon los siguientes estudios: i) Opciones para mejorar la eficacia en desarrollo rural; ii) Pobreza rural en el Perú: Estado del arte, análisis de política y agenda; iii) Oportunidades para incluir la nutrición en el desarrollo agrícola y rural; iv) Estrategia de género y juventud para la intervención del FIDA en el Perú; v) Perspectivas de los pueblos indígenas y afroperuanos para la formulación del COSOP de Perú; vi) Evaluación social, ambiental y climática y vii) Oportunidades para mejorar la interacción con el sector privado (el resumen ejecutivo de este informe se encuentra en el anexo).

Los estudios pueden consultarse en el COSOP Life File, en el siguiente enlace (folder view): <https://xdesk.ifad.org/sites/LACop/Lists/PER/Forms/Folder%20view.aspx?RootFolder=%2Fsites%2FLACop%2FLists%2FPER%2F00%2ECountry%20Documents%2FCOSOP%2FCOSOP%202018%20SC%20Submission%20package&FolderCTID=0x012000D47869FEB8B8764AA159062E350F4DAE>

b) Reuniones de trabajo para integración de resultados en el documento principal. El equipo de consultores mantuvo reuniones grupales y varias reuniones bilaterales para dar a conocer los hallazgos, aportar en la definición de los objetivos y acciones a

desarrollar, integrar información y evitar duplicaciones e identificar errores en la información.

3. Revisión interna en FIDA. El CPMT interno (in-house) sesionó en tres ocasiones:

Primer CPMT interno (17 de enero de 2018). Tuvo como objetivo presentar las actividades previstas (equipo, calendario) para la elaboración del COSOP. Se indicó que previo a esta estrategia existían dos COSOP. Uno aprobado en abril de 2002 y otro en septiembre de 2009, cuya vigencia (inicialmente a 2014) fue extendida hasta 2016 para preparar durante el 2017 la nueva estrategia. Se destacó la importancia de contar con una EEPP donde se dio reconocimiento a la continuidad en el manejo de la cartera que produjo buenos resultados, impactos y visibilidad de FIDA en los últimos 14 años. El CPMT sugirió que la estrategia debe de partir de las recomendaciones de la EEPP. En particular se recomendó: fortalecer las estrategias de desarrollo territorial y focalización (mayor inversión en jóvenes, mujeres y población indígena); delimitar el territorio de intervención, incluyendo las zonas más pobres; enfocar en nutrición y cambio climático y su relación con los temas de género, juventud e indígenas; fortalecer el enfoque y estrategia de acceso a servicios financieros (ir más allá de las actividades de ahorro dirigidas a las mujeres y fortalecer relación con organizaciones financieras); fortalecer la resiliencia de las familias al cambio climático (fortalecimiento de los PN y) y analizar posibles propuestas con el Fondo Verde del Clima y FMAM); considerar la estrategia del país con el sector privado (emprendimientos: juventud/tecnología y acceso a mercados) y; analizar la posibilidad de involucra nuevos socios financiadores e institucionales.

Segundo CPMT interno (11 de mayo de 2018). Su objetivo fue obtener retroalimentación sobre los avances en el diseño de la estrategia. En este CPMT se presentaron las siguientes recomendaciones: explicar mejor las ventajas comparativas, teniendo en cuenta los aprendizajes y la EEPP; aclarar y refinar la focalización social, en base a la situación de pobreza y objetivos propuestos; insistir en las oportunidades y nuevas opciones en función de la experiencia y el contexto. Algunas áreas promisorias son: nutrición, servicios financieros, sector privado, cooperación sur-sur; reflejar mejor las propuestas de los documentos de trabajo en el COSOP.

Tercer y último CPMT interno (7-20 de septiembre de 2018). Se celebró un último CPMT, previo al OSC, distribuyendo de forma electrónica el documento ya finalizado, tras lo cual se recibieron recomendaciones concretas sobre aspectos de nutrición y sector privado, principalmente.

Las recomendaciones recibidas, así como las acciones/respuestas, figuran en el Tracking Sheet que forma parte del COSOP Life File.

4. Revisión por el Gobierno de Perú. En junio de 2018, el MINAGRI estableció un Grupo de Trabajo que acompañará a FIDA en la preparación, finalización e implementación del nuevo COSOP en los próximos años. El Grupo de Trabajo está constituido por la Dirección General de Políticas Agrarias, quien lo preside; Dirección General de la Oficina General de Planeamiento y Presupuesto (Secretaría Técnica del Grupo); Dirección General Agrícola; Dirección General de Ganadería, y Dirección Ejecutiva del Programa de Desarrollo Productivo Agrario (AGRORURAL).

Dicho Grupo de Trabajo y el FIDA convocaron a una Reunión sobre la nueva Estrategia de FIDA para el Perú el 11 de julio de 2018, con el objetivo de explicar y discutir el alcance, las prioridades y acciones propuestas con los principales socios del FIDA en el país y dar a conocer los pasos del proceso de preparación del COSOP. Las conclusiones principales fueron: Las operaciones del FIDA en el Perú se focalizan en la agricultura familiar, incluyendo un porcentaje importante de pobres rurales extremos. Las acciones hacia pobres rurales extremos deben complementarse con las acciones del MIDIS, lo que requiere una coordinación fluida entre MINAGRI y MIDIS. Un enfoque de desarrollo rural

territorial (corredores económicos, desarrollo regional o macro-regional, microcuencas) incluiría tanto agricultores familiares, como pobres rurales extremos en su población meta. Se requiere el empoderamiento y fortalecimiento de las capacidades técnicas de los actores locales y su necesaria relación con el proyecto (comunidades, organizaciones de productores, el gobierno local, provincial y regional). Dos temas que pueden ser innovadores en los proyectos FIDA son el trabajo con los jóvenes y facilitar el uso/acceso a la población meta a la tecnología de la comunicación.

Además, el borrador del COSOP fue enviado a diversos organismos (FAO, PMA, PNUD, AECID, AFD, GiZ, USAID, BM, BID y CAF) para recibir comentarios. Se recibieron comentarios escritos de BM y BID, y verbales de FAO y PNUD.

5. Aprobación del COSOP. Por parte nacional, el COSOP fue revisado por el Gobierno del Perú y enriquecido por los aportes de los socios, tras lo cual se dio la no objeción el 12 de septiembre de 2018.

Por parte de FIDA, el COSOP fue revisado en Comité OSC el 18 de octubre de 2018, obteniendo su conformidad, y fue posteriormente aprobado por el Vicepresidente Adjunto del Departamento de Programas el 26 de octubre de ese año, siendo finalmente presentado para revisión por la Junta Ejecutiva durante su 125ª sesión de diciembre de 2018.

6. Divulgación y uso del COSOP. Una vez aprobado el documento de COSOP el FIDA realizará una difusión amplia de la estrategia (sitio web, impresos) a actores del sector público, privado, ONG, consultores y otros para su análisis e identificación de actividades de colaboración con las instancias que tienen estrategias y programas complementarios, y que estén interesadas en el desarrollo de sinergias, complementariedad, coinversión, beneficio mutuo y sostenibilidad.

Anexo - Informe resumido - Misión a Perú, marzo de 2018
Unidad del Sector Privado y Fundaciones (PSF)

| | |
|---------------------------------------|--|
| Líder de la misión (equipo) | Nicole Carta |
| Fechas misión | 17 – 24 de marzo de 2018 |
| Ciudad, País | San Martín, Perú; Lima, Perú |
| Objetivo/ Actividades | Dirigir una consulta con las partes interesadas sobre la mejor manera de aumentar la participación con el sector privado como aportación al nuevo Programa de Oportunidades Estratégicas para Países (COSOP) del FIDA para Perú 2018, actualmente en diseño. La misión también incluyó visitas en el terreno con grupos objetivo actuales del proyecto Fortalecimiento del Desarrollo Local en Áreas de la Sierra y la Selva Alta y su equipo de coordinación. |
| Contactos/socios participantes | Solidaridad, TechnServe, APEGA (Sociedad Peruana de Gastronomía), Asociación de Exportadores (ADEX), BID Invest, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA), Solidaridad, Ministerio del Ambiente, equipo del Proyecto Fortalecimiento del Desarrollo Local en Áreas de la Sierra y la Selva Alta (PSSA), equipo de proyecto PDTs-VRAEM y equipo de proyecto MERESE-FIDA. |
| Resumen de resultados | <p>Recomendaciones para el FIDA respecto a las conexiones de mercado/comercialización:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Durante el diseño de nuevos proyectos, segmentar mejor a la población objetivo por disponibilidad comercial y oportunidad de mercado, e incluir componentes para las diferentes etapas de madurez y viabilidad de mercado. - Incluir oficiales de marketing/comercialización en los equipos nacionales de coordinación de proyectos y posiblemente también regionalmente para los distritos potenciales. Los términos de referencia de esta posición deben incluirse durante el diseño del proyecto en todas las unidades de coordinación del proyecto en avance, y deben especificar habilidades para el sector privado y/o antecedentes de comercialización de agronegocios. En el futuro, el FIDA y el GdP podrían considerar vincular parte del sueldo del oficial de marketing con una escala de comisiones basada en el número de mercados garantizados para las MIPYME y los grupos de productores de los grupos destinatarios del proyecto. - Considerar una etapa de "consolidación" o etapa de graduación para proyectos de segunda fase y/o nuevos diseños, que proporcionarían una asistencia técnica más profunda y financiación adicional para las empresas que hayan obtenido buenos resultados con las subvenciones recibidas a través del modelo CLAR en la fase I. desafíos relacionados con la incapacidad para incubar empresas / grupos de productores y comercializarlos dentro de la duración promedio de los proyectos de inversión del FIDA (5 años). - Evaluar más rigurosamente los planes de negocios que recibieron apoyo a través de CLAR pero no tuvieron éxito - Lecciones aprendidas. - Financiamiento comercial: se necesitan más estrategias de negocios incluso para las MIPYME y los grupos de productores de más alto rendimiento, aunque los modelos de graduación deberían estar presentes. El diseño del proyecto podría incluir estrategias para la graduación de proveedores de servicios financieros comerciales o de impacto para aquellos que califiquen para una asistencia técnica más profunda y de reinversión. - Oportunidad para que el FIDA apoye la reestructuración de Agrobanco para crear un mecanismo que respalde mejor los servicios financieros y el capital de deuda capital social al "medio perdido" generalmente entendido como pequeñas empresas que se han separado de las microfinanzas, pero aún no han alcanzado finanzas comerciales. Este podría ser un importante enfoque de política para el FIDA en el Perú. <p>Recomendaciones para el FIDA respecto al enfoque del territorio:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adoptar un enfoque más holístico de invertir al asociarse con los BMD para financiar los bienes más difíciles (carreteras, sistemas de riego, transporte, cadenas de frío, etc.) necesarios para que las MIPYME y grupos de productores tengan éxito en el mercado y escalen. Buscar el cofinanciamiento de fundaciones u otros donantes bilaterales para algunos de los aspectos ambientales de los proyectos. PRM apoyará al equipo país con contactos y alcances para posibles oportunidades de alianzas y cofinanciamiento. <p>Recomendaciones para el FIDA respecto a alianzas:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Desempeñar un papel más importante en la intermediación de las introducciones con el sector privado mediante el aprovechamiento de su poder y tamaño para organizar la intermediación comercial con los pequeños productores rurales. El FIDA puede considerar organizar un evento de invitación al sector privado en Lima, o invitar más activamente al sector privado a misiones de supervisión en el terreno para conocer a los productores (como lo hace el FIDA en otros países con éxito). |

Apéndice V: Gestión de los recursos naturales y adaptación al cambio climático: antecedentes, políticas nacionales y estrategias de intervención del FIDA



República de Perú

Gestión de los recursos naturales y adaptación al cambio climático: antecedentes, políticas nacionales y estrategias de intervención del FIDA

Estudio Social, Ambiental y Climático

| | |
|----------------------------|--------------------------------------|
| División: | América Latina y el Caribe |
| País: | Perú |
| Tipo de documento: | Estudio complementario para el COSOP |
| Gerente de país: | Jesús Quintana |
| Supervisor del informe: | Gonzalo Griebenow |
| Responsable del estudio: | José Hermoza |
| Actualización del informe: | Raúl Espinoza Bretado |
| Fecha del informe: | 31 de marzo de 2018 |



Invertir en la población rural

Índice

| | |
|---|----|
| Acrónimos y siglas | 20 |
| Resumen ejecutivo | 22 |
| A. Enfoque del estudio ESAC y metodología | 23 |
| Objetivos del estudio preparatorio ESAC | 23 |
| Enfoque y metodología | 23 |
| Supuestos, incertidumbres, limitaciones y desafíos encontrados. | 24 |
| B. Contexto nacional | 24 |
| Descripción del medio físico | 24 |
| Descripción del medio social | 25 |
| Descripción del medio ambiente y recursos naturales | 29 |
| Caracterización climática | 31 |
| Impactos climáticos en el desarrollo rural agrícola y pobreza | 32 |
| Vulnerabilidad ante el cambio climático | 35 |
| C. Política nacional y marco normativo ambiental y climático | 35 |
| Política nacional | 35 |
| Acuerdos y tratados internacionales | 38 |
| D. Prioridades ambientales y climáticas del país | 40 |
| Mitigación al cambio climático | 40 |
| Adaptación al cambio climático | 40 |
| E. Identificación de impactos, evaluación y lecciones aprendidas en los programas del FIDA | 40 |
| Oportunidades para la adaptación y mitigación al cambio climático | 40 |
| Lecciones aprendidas | 41 |
| F. Recomendaciones para incrementar la capacidad de resiliencia del medio ambiente y clima en la agricultura y desarrollo rural | 43 |
| Apéndices | |
| Lista de figuras | |

Acrónimos y siglas

| | |
|-----------|---|
| AGRORURAL | Programa de Desarrollo Productivo Agrario Rural |
| ALC | Acuerdo de Libre Comercio |
| APEC | Foro de Cooperación Económica Asia Pacífico |
| BID | Banco Interamericano de Desarrollo |
| CC | Cambio climático |
| CEPLAN | Centro Nacional de Planeamiento Estratégico |
| CENAGRO | Censo Nacional Agropecuario |
| CDB | Convenio de Diversidad Biológica |
| CITES | Convención Internacional sobre Especies Amenazadas |
| CIF | Fondo de Inversión para el Clima |
| CLAR | Comités Locales de Asignación de Recursos |
| COFOPRI | Organismo de Formalización de la Propiedad Informal |
| CONAM | Consejo Nacional del Ambiente |
| COP | Conferencia de las Naciones Unidas sobre el cambio climático |
| COSOP BR | Programa de Oportunidades Estratégicas de País Basado en Resultados |
| CMNUCC | Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático |
| CNULD | Convención de las Naciones Unidas de Lucha contra la Desertificación en los Países Afectados por Sequía Grave o Desertificación |
| EI | Evaluaciones de Impacto |
| ENCC | Estrategia Nacional ante el Cambio Climático |
| ENSAN | Estrategia Nacional de Seguridad alimentaria y Nutricional 2013 – 2021 |
| ESAC | Estudio Social, Ambiental y Climático |
| FAO | Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura |
| FEN | Fenómeno El Niño |
| FIC | Fondo de Inversión para el Clima |
| FIDA | Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola |
| FMAM | Fondo para el Medio Ambiente Mundial |
| FORASAN | Fondo Regional del Agua y Saneamiento de la Región Piura |
| GEI | Gases de Efecto Invernadero |
| GoP | Gobierno de Perú |
| GTM | Grupo de trabajo multisectorial |
| IFI | Institución Financiera Internacional |

| | |
|-------------|---|
| INEI | Instituto Nacional de Estadística e Informática |
| MARENASS | Proyecto de Manejo de los Recursos Naturales en la Sierra Sur |
| MEF | Ministerio de Economía y Finanzas |
| MINAGRI | Ministerio de Agricultura y Riego |
| MINAM | Ministerio del Ambiente |
| NAP | Plan Nacional de Adaptación |
| NEC | Núcleo Ejecutor Central |
| NNUU | Sistema de Naciones Unidas |
| NDC | Contribuciones Nacionalmente Determinadas |
| OIT | Organización Internacional del Trabajo |
| OIM | Organización Internacional para las Migraciones |
| OMS | Organización Mundial de la Salud |
| ONGD | Organización No Gubernamental para el Desarrollo |
| OPS | Organización Panamericana de la Salud |
| PBI | Producto Bruto Interno |
| PDTS | Proyecto de Mejoramiento de los Servicios Públicos para el Desarrollo Territorial Sostenible en el área de influencia de los Ríos Apurímac, Ene y Mantaro |
| PSSA | Proyecto de Fortalecimiento del Desarrollo Local en Áreas de la Sierra y Selva Alta |
| PEA | Población Económicamente Activa |
| PIP | Proyectos de Inversión Pública |
| PLANAGERD | Plan Nacional de Gestión de Riesgos de Desastres |
| PLANAA | Plan Nacional de Acción Ambiental |
| PLANGRACC-A | Plan de Gestión de Riesgos y Adaptación al Cambio Climático en el Sector Agrario |
| PMA | Programa Mundial de Alimentos |
| PNUD | Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo |
| REDD+ | Mecanismo de Reducción de Emisiones provenientes de la Deforestación y Degradación Forestal |
| SNIP | Sistema Nacional de Inversión Pública |
| TLC | Tratado de Libre Comercio |
| UNESCO | Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura |
| UNICEF | Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia |
| UNPFA | Fondo de Población de las Naciones Unidas |
| USA | Estados Unidos de América |

Resumen ejecutivo

1. Desde 1980, el FIDA ha invertido en la República del Perú recursos orientados al desarrollo rural agrícola y no agrícola en las zonas rurales más vulnerables, con el objetivo de erradicar la pobreza de la población que se encuentra en condiciones de pobreza y pobreza extrema.

2. Aunado a esta condición socio-económica de la población rural, ésta ha sido afectada históricamente por eventos meteorológicos de El Niño Oscilación Sur (ENOS) y La Niña, ocasionando daños o pérdidas en sus principales medios de vida, el cual ha provocado pérdidas de vidas humanas, personas heridas, desaparecidas y damnificados, donde en los últimos 35 años se ha acumulado pérdidas económicas por USD 9,907 millones y afectando aproximadamente 15,000 ha agrícolas cada año. Las principales amenazas que impactan en el país son (i) lluvias más intensas en la costa y regiones andinas y del amazonas; (ii) incremento del nivel medio del mar; (iii) heladas y (iv) sequías cada vez más extremas.

3. De acuerdo a los escenarios para el 2036 y 2065 se prevén incrementos promedio de temperatura entre los 2°C y 3°C para la máxima y de 4°C y 6°C para la mínima (Figura 3), y para las precipitaciones la variabilidad será mucho mayor en las costas y se reducirán en las regiones andinas.

4. Por lo anterior, el Estado y Gobierno de la República del Perú ha implementado una serie de políticas y programas ambientales y climáticos para hacer frente ante los efectos adversos del cambio climático y la variabilidad climática, la mayor parte son financiados con recursos propios del Estado y en menor proporción, con financiamiento externo.

5. En este último punto, el país ha establecido como una prioridad implementar acuerdos internacionales para mitigar y adaptarse al cambio climático, donde ha definido como principales instrumentos: (i) el Acuerdo de París (ratificado en 2016) y (ii) la Contribución Prevista y Determinada a nivel Nacional de la República del Perú, los cuales requieren de financiamiento externo adicional para cumplir con sus compromisos.

6. Bajo este escenario, el FIDA puede contribuir a los compromisos del país a través de cinco líneas estratégicas que complementa las intervenciones productivas bajo financiamiento FIDA (préstamos):

Línea Estratégica. 1. Reducir las emisiones de gases de efecto invernadero provenientes de los sectores de agricultura y bosques.

Línea Estratégica. 2. Incrementar la resiliencia climática de las familias y sus sistemas productivos ante los efectos de la sequía.

Línea Estratégica. 3. Gestión para la reducción de riesgos de desastres en el sector agropecuario.

Línea Estratégica. 4. Incrementar la resiliencia de los bosques frente al cambio climático.

Línea Estratégica. 5. Gestionar financiamiento climático internacional

A. Enfoque del estudio ESAC y metodología

Objetivos del estudio preparatorio ESAC

Objetivo general

7. El objetivo del Estudio Social, Ambiental y Climático (ESAC) preparatorio que se presenta aquí es proporcionar de manera analítica, información social, ambiental y climática del país que permita suministrar elementos claves y estratégicos para definir cómo el FIDA contribuirá en la sostenibilidad social, ambiental y climática en la formulación del COSOP para la República del Perú.

Objetivos específicos

- i. Identificar los vínculos de la pobreza rural con el medio ambiente y el clima.
- ii. Identificar aspectos prioritarios en el ámbito social, ambiental (incluido los recursos naturales) y relativos al cambio climático, basados en la ventaja comparativa del FIDA para el diálogo sobre políticas con el Gobierno.
- iii. Identificar oportunidades para formular medidas ambientales y climáticas para orientar las inversiones y acciones del FIDA que complementen a las iniciativas de desarrollo rural de la República del Perú buscando la sostenibilidad social, ambiental y el desarrollo de una agricultura climáticamente inteligente.
- iv. Determinar las oportunidades de financiamiento ambiental o climático a través del Fondo para el Medio Ambiente Mundial (FMAM), del Fondo Verde del Clima (FVC) o del Fondo de Inversión para el Clima (FIC).

Enfoque y metodología

8. Es importante señalar que el Estudio Preparatorio ESAC no sustituye la evaluación ambiental, social y climática específica de un proyecto, pero puede reducir la necesidad de información y delimitar el alcance del proyecto, de tal manera que permite proporcionar un marco de referencia para las intervenciones del país y del FIDA a nivel de proyectos.

9. Por otro lado, la principal prioridad para el diseño del COSOP en su dimensión ambiental y climática se fundamenta en programas, estrategias, políticas o prioridades nacionales del gobierno de la República de Perú sobre la gestión del medio ambiente y de los recursos naturales (ENRM) así como del cambio climático, considerando los enfoques de reducción de la pobreza y el desarrollo rural contemplados en los marcos estratégicos nacionales actuales, por lo tanto, es importante fomentar el diálogo sobre políticas entre las partes interesadas.

10. El trabajo se inició en el mes de diciembre 2017, revisando la documentación pertinente de los sectores comprometidos del Gobierno de Perú y se programaron entrevistas con actores clave de la administración pública y de la cooperación técnica y financiera internacional. No se realizaron visitas en campo.

11. Para reunir la información necesaria y preparar el informe, en el Estudio Preparatorio SECAP se empleó la siguiente metodología:

- (i) Revisión de las políticas, los planes y las estrategias pertinentes del Gobierno de Perú que abordan la gestión sostenible del medioambiente y de los recursos naturales y la adaptación y mitigación al cambio climático (CC). Los documentos se muestran en la sección bibliografía.
- (ii) Reuniones con autoridades del Gobierno de Perú, de los Ministerios del Ambiente y de Agricultura y Riego involucrados en la agricultura, el medioambiente y la gestión de

los recursos naturales; instituciones internacionales de cooperación técnica y financiera en medioambiente y cambio climático en Perú y con ONGD relevantes en gestión de los recursos naturales, el medio ambiente y el cambio climático. En el Apéndice 3 se muestra el resumen de las consultas realizadas.

(iii) Reunión de consulta con parte del equipo de preparación del COSOP para recibir observaciones, comentarios, aportes y recomendaciones para incorporarlos en las principales conclusiones del Estudio y recoger observaciones y aportes para mejorar los resultados del informe.

12. En relación al proceso de consultas, se realizaron entrevistas con actores vinculados al tema a través de reuniones individuales con funcionarios/as y técnicos/as con diversos Ministerios del Gobierno (MINAM, MINAGRI-AGRORURAL), y de proyectos PFDL – PSSA y NEC – PDTs (ambos financiados por FIDA), con quienes se conversó sobre las políticas públicas vigentes, normas y dispositivos oficiales que regulan la gestión medioambiental, de los recursos naturales y del cambio climático. Se recibió información de las intervenciones actuales y proyecciones institucionales, obteniendo documentación oficial sobre las políticas de Estado y de Gobierno, estrategias, planes de acción y otros vinculados a los temas en estudio.

13. También se organizaron reuniones con representantes, funcionarios/as y especialistas de agencias internacionales que actualmente operan en el país: Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), la Organización de Naciones Unidas para la Alimentación y Agricultura (FAO), la Delegación de la Unión Europea, el Banco Mundial (BM), el Banco Interamericano de Desarrollo (BID) y la Corporación Andina de Fomento (CAF), con quienes se conversó sobre sus intervenciones activas y en perspectiva, vinculadas a la gestión del medioambiente, de los recursos naturales y del cambio climático.

Supuestos, incertidumbres, limitaciones y desafíos encontrados

- Limitaciones. La principal limitación fue concretar algunas entrevistas con representantes del Ministerio de Agricultura y Riego así como agencias internacionales, por motivos de compatibilidad en la agenda. Por otro lado, la información disponible en las páginas web de MINAGRI, MINAM y del Instituto Nacional de Investigación en Glaciares y Ecosistemas de Montaña (INAIGEM) no estaba actualizada respecto a información estratégica que contribuyera al presente Estudio Preparatorio SECAP.

- Incertidumbre. MINAGRI y el MINAM (principales sectores con injerencia en la agenda medioambiental, recursos naturales y cambio climático), tienen sus propios roles, funciones y ámbito de actuación, pero no están del todo claro las líneas y espacios de coordinación de ambos ministerios a nivel nacional, regional y local. En estos dos últimos niveles, los Departamentos y Municipios cuentan con sus propias Leyes Orgánicas de los Gobiernos Regionales (LOGR) y de Gobiernos Locales (LOGL), los cuales dependen de la asignación presupuestal a nivel central.

B. Contexto nacional

Descripción del medio físico

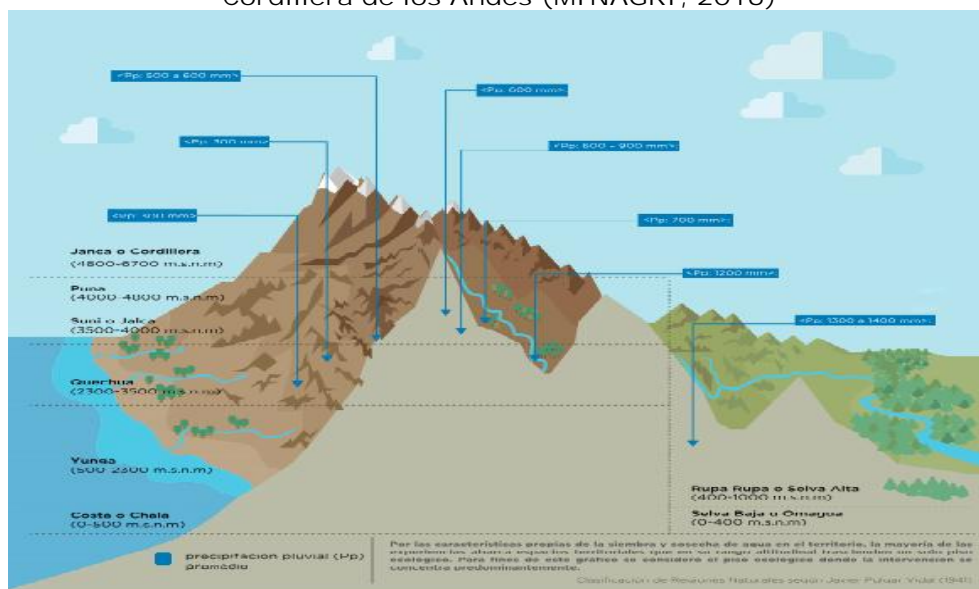
14. Perú se localiza en la parte central occidental de América del Sur, entre 0°01'48" y 18°21'03" de latitud Sur y 68°39'27" y 81°19'34,5" de longitud Oeste. Limita al Norte con Ecuador y Colombia, al Este con Brasil, al Sureste y Sur con Bolivia, al Sur con Chile y al Oeste con el Océano Pacífico. Su extensión territorial es de 1.285.216 km². Políticamente se divide en 24 departamentos y una provincia constitucional, que a su vez constituyen 25 Regiones administrativas, sin incluir la capital; Lima, que con sus distritos

constituye Lima Metropolitana, ciudad localizada en el centro de la Costa, que alberga casi la tercera parte de la población del país. La densidad poblacional es de 24 habitantes/km².

15. El país es atravesado de Norte a Sur por la Cordillera de los Andes, que lo divide longitudinalmente en tres grandes regiones naturales: La Selva, constituye la región amazónica, ocupa 58,9% del territorio y alberga a 13,7% de la población del país; La Sierra, ocupa 28% del territorio nacional, entre las estribaciones de la Selva, y de la Costa, comprende un vasto territorio quebrado conformado por montañas, cuya máxima altitud corresponde al Nevado Huascarán (6.768 m.s.n.m.), la cual es una estrecha franja desértica localizada entre las primeras estribaciones andinas y el Océano Pacífico, comprende el 11,7% del territorio nacional y congrega el 54,6% de la población del país.

16. Para el caso particular de la Cordillera de los Andes, existen 8 regiones altitudinales en territorios con características ecológicas similares (figura 1), donde la región Yunga presenta inclinaciones que condicionan severamente la agricultura o cualquier otra actividad productiva sobre el territorio. A partir de esta región que continúa hacia el Este con las tierras de alta montaña y luego desciende por la región Rupa Rupa hasta el llano amazónico u Omagua, se configura un territorio que por su relieve y características climáticas está permanentemente expuesto a riesgos de deterioro ambiental, pérdida de recursos naturales y fuerte exposición a los efectos del cambio climático.

Figura 1. Estructura de las ocho regiones naturales que conforman el paisaje de la Cordillera de los Andes (MINAGRI, 2016)



17. Estas ocho regiones naturales de la Cordillera de los Andes resulta de particular interés, considerando que actualmente es el territorio donde se concentra a la población en situación de pobreza y donde actualmente el FIDA mantiene operaciones.

Descripción del medio social

(a) Población

18. Perú es un país pluricultural, donde las diferentes culturas, etnias y pueblos nativos utilizan para su alimentación y actividades productivas artesanales la diversidad de recursos naturales que proveen los ecosistemas. Se estima que actualmente coexisten 76 grupos étnicos en el territorio nacional (MINAM, 2016).

19. La población peruana, estimada por el Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI) en el 2015⁵, fue de 31.826.018 habitantes (50,1% varones, 49,9% mujeres), de los cuales el 76,7% se concentra predominantemente en el área urbana y el 23,3% restante en el área rural. La tasa de crecimiento medio de la población ha variado significativamente en los últimos años, pasando del promedio de 1,91% entre 1988 y 1992 a 1,28% entre 2003 y 2007; posteriormente se redujo al 1,1% entre 2008 y 2012.

20. La población indígena fue estimada en 7.021.271 habitantes (representando el 24% de la población total nacional); de ella, 50,2% son mujeres y 21% son menores de 15 años. La población se distribuye en 7.267 comunidades campesinas y en 1967 comunidades nativas. Gran parte de esta población vive en la Sierra y la Selva, sustentándose de la agricultura familiar y/o de la recolección de alimentos.

21. La distribución de la población en el territorio no es regular. Un 75,6% se concentra en las principales ciudades costeras. Sólo en la Ciudad de Lima⁶ habita aproximadamente el 28% de la población nacional.

22. En los últimos 50 años, los cambios estructurales en la propiedad rural, por aplicación de la Ley de Reforma Agraria, la violencia social y política generada a partir de la década del 80, y posteriormente, por la inexistencia de alternativas de trabajo remunerado, especialmente para los varones y ausencia de oportunidades de desarrollo para los jóvenes, gran parte de la población rural emigró a los centros urbanos (OIM, 2015), abandonando el campo y revirtiendo drásticamente los porcentajes de la población urbano/rural, pasando de una relación porcentual de 30/70 (censo 1971) a 76,7/23,3 (estimación actual del INEI).

(b) Económico-productivo

23. La Población Económicamente Activa (PEA) para el año 2014 fue de 16.396.400 personas, (ocupados 96%, desocupados 4%), distribuyéndose geográficamente de la siguiente manera: Región Selva 13%; Región Sierra 33% y Región Costa 54%, y el 31% en la zona Metropolitana de Lima.

24. En el periodo 2002 al 2015, Perú experimentó un crecimiento económico sostenido, donde el PBI alcanzó un promedio de 5,7% en un contexto de baja inflación y estabilidad de las variables macroeconómicas, facilitados por la continuidad de la política económica, la implementación de algunas reformas estructurales y el elevado precio alcanzado por las materias primas de exportación (commodity) en el mercado internacional (INEI, 2016).

25. Sector Agropecuario. De acuerdo a los resultados del IV Censo Nacional Agropecuario (CENAGRO), reporta como superficie agropecuaria 38.742.465 has, correspondiendo 7.125.007 has a superficie agrícola y 31.617.457 has (Praderas y bosques) a superficie no agrícola (CENAGRO, 2018). La superficie agrícola con riego es de 2.579.899 has (57% Costa y 38% Sierra) y la superficie agrícola sin riego es de 4.545.108 has, localizándose 3.538.647 has en las regiones Yunga, Quechua, Suni, Puna, Janca (Sierra), Rupa Rupa (Selva Alta) y Omagua (Selva Baja) dedicadas a agricultura familiar. En estas regiones se encuentran las áreas de intervención actual del FIDA.

⁵ El INEI ha realizado un censo poblacional en noviembre de 2017 cuyos resultados aún no han sido publicados, por lo que en el presente informe se consignan las estimaciones realizadas por el propio INEI en un Informe Técnico.

⁶ Junto con El Cairo son las urbes localizadas en desiertos más pobladas del mundo y confrontan serios problemas de stress hídrico.

26. La actividad agropecuaria proporciona empleo a 180,500 trabajadores permanentes y 13.867.400 a trabajadores eventuales. El mayor número de trabajadores y trabajadoras agropecuarios tienen entre 45 y 49 años, le siguen en número varones de 40 a 44 años y mujeres de 50 a 54 años (CENAGRO, 2012).

27. Por otro lado, en relación a la población económicamente activa y que fue ocupada en el sector agropecuario, se observó que en la mayoría de departamentos donde se ejecutan proyectos apoyados por FIDA son significativos (Cuadro 1):

Cuadro 1. Número de trabajadores en el sector agropecuario en departamentos beneficiados por las operaciones FIDA en el país

| Dpto. | Total Permanente | Mujeres | Hombres | Total Eventual | Mujeres | Hombres |
|------------|------------------|---------|---------|----------------|-----------|-----------|
| Cajamarca | 11.924 | 2.445 | 9.479 | 1.376.294 | 215.173 | 1.161.121 |
| San Martín | 11.963 | 1.705 | 10.258 | 981.657 | 205.991 | 775.666 |
| Cusco | 5.335 | 1.217 | 4.118 | 1.143.822 | 260.675 | 883.147 |
| Junín | 8.904 | 2.304 | 6.600 | 420.414 | 123.830 | 296.584 |
| Ayacucho | 2.779 | 719 | 2.060 | 613.598 | 146.027 | 467.571 |
| Apurímac | 2.175 | 332 | 1.843 | 639.570 | 95.634 | 543.936 |
| Arequipa | 12.919 | 2.500 | 10.419 | 2.294.724 | 1.193.472 | 1.101.252 |
| Puno | 2.403 | 869 | 1.534 | 163.674 | 58.180 | 105.494 |
| Moquegua | 336 | 65 | 271 | 33.748 | 11.093 | 22.655 |
| Tacna | 1.322 | 291 | 1.031 | 93.013 | 39.687 | 53.326 |
| Total | 60.060 | 12.447 | 47.613 | 7.760.514 | 2.349.762 | 5.410.752 |

Fuente: Datos utilizados del INEI (IV CENAGRO, 2012)

(c) Pobreza

28. Como se indicó en la sección anterior (Económico-productivo), durante el periodo 2002 al 2015, el país experimentó un crecimiento económico, duplicándose el producto nacional, lo que contribuyó a reducir la pobreza de 52,3% a 20,7% de la población en esta condición.

29. Sin embargo, los valores diferenciados entre pobreza urbana (13,9%), frente a la pobreza rural (43,8%) son más profundos y no se logró la reducción de la desigualdad del ingreso, persistiendo la situación de vulnerabilidad en los pobres rurales. En este contexto, es importante mencionar que 83,6% de los pobres y pobres extremos se encuentran en la agricultura.

30. En cuanto a diferencias étnicas, la pobreza tiene mayor incidencia en la población que se auto-percibe de origen nativo (INEI, 2015a) (Quechua, Aymara u origen amazónico), afectando al 26,2%. El índice de pobreza de la población rural que habla lenguas nativas se encuentra en 45,3%. Un 60,4% de la población de comunidades nativas viven en nivel de pobreza y 21% en pobreza extrema.

(d) Mujeres

31. En referencia a las mujeres en la zona rural, estas sufren limitaciones en el reconocimiento y uso de sus derechos, especialmente de aquellos que tienen relación con

su condición de productoras agrarias (CENAGRO, 2012)⁷, como el derecho a ejercer cargos en la comunidad y en las organizaciones de regantes. Así mismo, ostentar la titularidad y libre disposición de la tierra que ocupan y trabajan, en ausencia del marido gravar las propiedades para obtener préstamos, así como otras limitaciones y dificultades que en muchos casos llegan a la marginación y se suman a la ya pesada y complicada carga de trabajo que asumen en sus funciones reproductivas, adicionalmente a las que desempeñan productivamente.

32. El 52,3% de hogares en condición de pobreza en el área rural tienen como jefa de familia a una mujer (INEI, 2015a). La tasa de analfabetismo de mujeres es de 9,3%, frente a 3,1% en hombres (INEI, 2014). Por igual trabajo la mujer recibe un salario 30% menor que el que recibe el hombre y trabaja 75 horas, 54 minutos por semana y sólo le pagan por 36 horas 27 minutos. El hombre trabaja 66 horas 39 minutos a la semana y le pagan por 50 horas 46 minutos (INEI, 2015b).

33. Por otro lado, la legal tenencia de tierras por mujeres es una limitante para el desarrollo de actividades productivas. En el 2010, la FAO lanzó “La Base de Datos Género y Derecho a la Tierra”, que es una herramienta práctica para los responsables de política y los defensores de derechos de las mujeres, que aporta argumentos e información relevantes para apoyar los procesos que fomentan una tenencia de la tierra más equitativa (FAO, 2010).

34. Además de la acción anterior de la FAO, las brechas de género pueden ser reducidas con acciones específicas. Otro ejemplo es el Proyecto Sierra Norte, donde se desarrolló una estrategia de recuperación de espacios de participación de las mujeres, registrándose una participación de 32% a 35% de las mujeres en organizaciones y en cargos directivos⁸. Esta situación ofrece la oportunidad para fortalecer el diálogo político y los acuerdos necesarios para dotar a las mujeres de herramientas que les permita superar las brechas.

(e) Jóvenes

35. En el estudio Migraciones Internas en el Perú (2015), la Organización Internacional para las Migraciones (OIM) revela que el 80,5% de la población que emigra del área rural tiene entre 15 y 64 años, correspondiendo 47,8% a jóvenes, con un índice de masculinidad de 103,9 (Por cada 100 mujeres migrantes, emigran 104 varones) (OIM, 2015).

36. Además de estos factores, la migración por parte de los jóvenes del área rural a la urbana es influenciada parcialmente por la “ausencia de programas específicos para promover a jóvenes, generaron actividades dirigidas a los jóvenes para fijar a la población en el área rural” (idem) ⁹.

(f) Educación

37. De acuerdo a las estadísticas del CENAGRO (2012), estima que 138.130 varones y 184.370 mujeres no saben leer ni escribir y la formación de las demás personas, comprende desde el nivel inicial hasta el nivel superior universitario completo. A este último rango pertenecen: 14.285 mujeres y 37.072 varones. Sin embargo, los índices generales de analfabetismo en el área rural, llegan a 36,6% de la población de mujeres y 20,6% de la población masculina.

⁷ INEI destaca que 30,8% de la pequeña producción agrícola está a cargo de productoras. Igualmente destaca el predominio de empleadas mujeres no remuneradas en las 3 regiones naturales

⁸ Entrevista personal con Luis Sáez Guillén, Coordinador del Proyecto Sierra Norte

⁹ Entrevista personal con José Sialer Pasco, Coordinador del proyecto VRAEM.

(g) Tenencia de la tierra

38. INEI (2007) estimó que existe para el sector agrario 2.246.702 unidades de producción individual, conducidas por 691.921 mujeres y 1.554.781 varones, que generan empleo para un promedio de 4 millones de personas, donde se incluyen las productoras y productores. Las unidades de producción son pequeñas, conducidas por personas comprendidas en edades, que van de menos de 15 a más de 65 años (CENAGRO, 2012), quienes básicamente desarrollan actividades productivas de autoconsumo a través de la agricultura familiar.

39. Para el 2012, CENAGRO determinó que las propiedades varían entre una y cinco has, estando el tamaño de las parcelas, desde 0,8 has (Región de la Sierra) hasta 5 has (Región de la Costa), siendo el promedio nacional de 3,2 has.

40. La FAO (2013), realizó un estudio donde identificó que casi el 50% de la propiedad de pequeña agricultura carece de títulos de propiedad. En la mayoría de los casos no tienen legitimado el derecho de conducción de las parcelas, por cuya razón carecen de interés para mejorar o capitalizar la tierra, ni capacidad para acceder a fuentes de crédito para cubrir eventuales necesidades de insumos y/o equipos para mejorar sus sistemas de producción, en cultivos o crianzas.

(h) Seguridad alimentaria

41. En el 2013, la Comisión Multisectorial de Seguridad Alimentaria y Nutricional elaboró la Estrategia Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional 2013-2021 (ENSA) donde reporta que el 35% de los niños menores de 5 años, procedentes de hogares en pobreza extrema padecen de desnutrición crónica, este porcentaje disminuye a 13% en niños que no son pobres (MINAGRI, 2013), el promedio nacional en menores de cinco años es de 18,1%. La ENSAN reporta también que existen grandes diferencias entre niños rurales y urbanos, indígenas y no indígenas, La tasa de DCI de niños menores a 5 años es 3 veces más alta para niños de origen indígena que para niños no indígenas en zonas urbanas y 10 puntos más alta para niños indígenas rurales que la de niños no indígenas en estas zonas.

42. La ENSA reporta que la desnutrición infantil y la deficiencia de micronutrientes son los principales problemas de nutrición. La desnutrición infantil se redujo en la última década de 28% a 14% (2005 - 2015). En el ámbito rural también se ha dado una reducción significativa, pero los niveles aún son muy elevados (31,9%) sobre todo en comparación con el ámbito urbano (10,5%) (ENDES, 2010).

43. En el Marco de la ENSA, el MINAGRI formuló el Plan Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional 2015–2021, planteando como objetivo general garantizar que la población logre satisfacer, en todo momento, sus requerimientos nutricionales". Dicho plan establece estrategias y líneas de acción orientados al cumplimiento de cinco objetivos específicos, siendo uno de ellos garantizar medidas de adaptación a manifestaciones del cambio climático y prevención y contingencias frente a eventos como plagas y enfermedades, factores de mercado, situaciones de conflicto y otros que pudieran generar crisis de inseguridad alimentaria (MINAGRI, 2015).

Descripción del medio ambiente y recursos naturales

(a) Suelos

44. Los suelos con aptitud agropecuaria es el recurso más escaso del país (aproximadamente el 7% del territorio nacional), siendo a la vez los más amenazados por procesos de deterioro: se estima que hay 8 millones de ha con deterioro severo y 31

millones moderadamente erosionadas por efecto de la salinización en la costa, la erosión paulatina en la sierra y la pérdida de fertilidad en la Amazonía (MINAGRI, 2018).

45. De acuerdo al MINAG (2018), se estima que el 40% de los suelos agrícolas en zonas costeras están afectados por procesos de salinización, mal drenaje e inundaciones y afectaciones por crecida de los ríos; el 60% de los suelos agropecuarios en la sierra están afectados por proceso de erosión de mediana a grave por falta de técnicas de manejo y la destrucción de la cobertura vegetal, y un 60% de los suelos ocupadas y colonizadas están en estado de abandono por efecto de la pérdida de fertilidad y erosión.

46. Brack y Mendiola (1997) reportan para varias regiones del Perú, zonas montañosas que por su geología y relieve, generar escurrimientos por precipitación pluvial; también cuentan con áreas aptas para la agricultura (valles interandinos altos, mesetas con planicies amplias) y zonas de la selva alta (porción correspondiente al Amazonas), y algunas áreas con valles con bajas altitudes.

(b) Agua

47. El régimen de lluvias en Perú obedece a patrones espaciales y regionales, los cuales se caracterizan en tres grandes regiones:

i. Cordillera de los Andes. Conformada por tres grandes cuencas hidrográficas con una superficie total de 279,7 km² (equivalente al 21,7% del territorio nacional); recibe una precipitación anual promedio de 37.363 Millones de m³, concentrándose en esta región el 70% del total de población nacional.

ii. Vertiente del Atlántico. Corresponde a la Cuenca amazónica con una superficie de 958,5 km² (equivalente al 74,5% del territorio nacional); recibe una precipitación media anual de 1.998.752 Mm³, albergando a 26% del total de la población del país.

iii. Vertiente del Titicaca. Es región dominada por una cuenca endorreica, la cual es compartida con Bolivia con una superficie en Perú de 47 km² (3,8% del territorio nacional); recibe 10.172 Mm³ en la parte peruana, donde se localiza el 4% del total de la población nacional.

48. En el 2015, la Autoridad Nacional del Agua (ANA) en su Plan Nacional de Recursos Hidráulicos, estimó las reservas de agua para el país en 1.805.922 hm³/año, los cuales se concentran en 743 presas y reservorios; 12.201 Lagunas; 2.697 Glaciares y una superficie de 1.292 km² correspondiente a la red de ríos (ANA, 2015).

49. En el mismo Plan Nacional de Recursos Hidráulicos, la ANA estimó la demanda total de agua para el país en 49.717,97 hm³/año, de los cuales 26.080,71 hm³/año corresponden para uso consuntivo y 23.637,26 hm³/año para uso no consuntivo. Respecto al volumen total consuntivo, el 89% del volumen total fue destinado para actividades agrícolas en áreas con infraestructura de riego; y para el uso no consuntivo, el 96% del volumen de agua correspondió a generación de energía (ANA, 2015).

50. Por otra parte, en algunas áreas agrícolas del país se caracterizan por:

i. Carecer de infraestructura de riego debido a la limitación de las lluvias. En estas tierras se practica la agricultura familiar.

ii. Casos exitosos en la implementación de prácticas y tecnologías locales para captar y almacenar agua de lluvia, los cuales tienen el potencial de escalar y ser replicadas (MINAGRI et al, 2016).

iii. Aún y cuando en el balance nacional es positivo, existen áreas que no se siembran por falta de agua.

(c) Biodiversidad

51. Perú es uno de los diecisiete países llamados megadiversos, donde concentra el 70% de la biodiversidad total del planeta (MINAM, 2014). Posee 84 de las 117 zonas de vida del planeta (MINAM, 2016) y más de 73 millones de hectáreas de bosques y, gracias a su legado cultural, se han domesticado 5 especies de fauna silvestre y 182 especies de plantas (MINAM, 2014), muchas de estas zonas de vida tienen importancia para la alimentación mundial y se localizan en las zonas alto andinas y de selva alta.

52. De los 73 millones de has de bosques (que representan el 57% del territorio nacional), tiene una tasa de deforestación anual promedio de 120,782 has y las acciones de reforestación se mantienen en promedio en el orden de 40 mil has por año (MINAM, 2014).

Caracterización climática

53. Por su ubicación geográfica entre la línea ecuatorial y el trópico de Capricornio, Perú debería contar con un clima tropical. Sin embargo, por su orientación paralela al litoral Pacífico, la Cordillera de Los Andes funciona como una barrera natural que regula la circulación de las masas de aire entre las cuencas del Pacífico y del Atlántico, cuyo desplazamiento propicia la heterogeneidad climática que posee el país (MINAM, 2014).

54. Según la clasificación de Thornthwaite (1948), Perú posee 27 de los 32 tipos de clima existentes en el planeta (MINAM, 2016) y la configuración del territorio en relación con el mismo fenómeno y la presencia de la Corriente marina de Aguas Frías (Corriente de Humboldt), que se desplaza desde el Antártico frente al litoral peruano, conforma 84 zonas de vida de las 117 existentes en el mundo (MINAM, 2014).

55. El régimen de precipitaciones en Perú en correspondencia con el clima del hemisferio Sur, ocurre los meses comprendidos entre la primavera y el verano austral: la estación lluviosa inicia en todo el territorio con precipitaciones esporádicas no muy intensas hacia el mes de octubre, acentuándose en noviembre para ser frecuente e intensa entre diciembre y marzo. En años secos, las lluvias pueden ocurrir sólo entre diciembre y marzo y en años de Fenómeno de El Niño¹⁰, las lluvias son frecuentes y muy intensas en la Costa Norte, pudiendo presentarse ausencia severa de lluvias en la Sierra Sur, que pueden llegar a provocar sequías.

56. Por su parte, la temperatura presenta una mayor variabilidad a nivel regional, el cual se caracteriza por:

i. Región de la Costa. El clima predominante es semi-cálido muy seco (desértico-árido-subtropical) con una precipitación promedio anual de 150 mm y temperatura media anual de 18 a 19°C.

ii. Región de la Sierra presenta un clima variado, determinado por las modificaciones altitudinales que configura la cordillera andina, que en sus niveles intermedios, donde se encuentran los principales valles interandinos (entre 2.000 y 3.500 msnm) presenta una temperatura anual media que varía entre los 11°C y 16°C y precipitaciones que oscilan entre 50 y 1000 mm/año, de las que dependen la agricultura familiar.

iii. Selva. Cuenta con una diversidad de climas, con predominancia del tipo tropical, altas precipitaciones y temperaturas. La zona de transición entre Los Andes y la

¹⁰ Las variaciones interanuales con mayor influencia sobre el clima son generados por el Fenómeno El Niño, que produce aumento de la temperatura del mar y el Fenómeno de La Niña, que genera disminución de la temperatura del mar, fuera de las variaciones medias climatológicas, produciendo cambios drásticos en los patrones de temperatura del aire y precipitaciones

Amazonía, la Ceja de Selva o Rupa Rupa, presenta temperaturas anuales promedio de entre 22°C y 26°C, la Selva alta presenta una temperatura promedio anual de 31°C y pocas variaciones térmicas durante el año.

iv. Selva baja. Concentra gran humedad con una temperatura promedio de 25°C en el año y recibe precipitaciones que van de 1.000 a 3.000 mm/año (SENAMHI, 2009).

57. Estas variaciones en la temperatura pueden afectar severamente la pequeña agricultura de la Sierra Sur y Selva alta, produciendo escasez de precipitaciones y en algunos casos sequías, situación que representa una oportunidad de intervención para incrementar la resiliencia de la población y sus actividades productivas frente a la variabilidad climática y/o del cambio climático.

Impactos climáticos en el desarrollo rural agrícola y pobreza

58. Con base en la revisión la documentación disponible y a las entrevistas, se han identificado como los principales problemas sociales, medioambientales y de cambio climático los siguientes aspectos:

(a) Impactos por fenómenos meteorológicos

59. Los daños y pérdidas ocasionados por los impactos causados por el Fenómeno de El Niño en los últimos 35 años han sido cuantiosos: en 1983 se cuantificó en \$ 3.283 millones de USD; en 1997 los costos fueron estimados en \$ 3.500 millones de USD (CAF, 2000); en el 2017 dejó un saldo 101 fallecidos, 353 heridos, 12 desaparecidos 141 mil damnificados, casi 1 millón de afectados y pérdidas económicas que sumaron US\$ 3.124 millones¹¹.

(b) Fragilidad y vulnerabilidad de los activos de producción

60. Creciente degradación de los recursos naturales, especialmente de tierras y suelos cultivables en las nacientes de cuenca altas de la Sierra, encima de los 2000 msnm que comprenden las Regiones Quechua, Suni, Puna y Rupa Rupa, producidas por la deforestación, agricultura intensiva o sobrepastoreo. Incremento del riesgo de erosión y pérdida de fertilidad del suelo. Este problema produce gran preocupación en los productores porque atenta contra su capacidad de trabajo comprometiendo la seguridad alimentaria de sus familias.

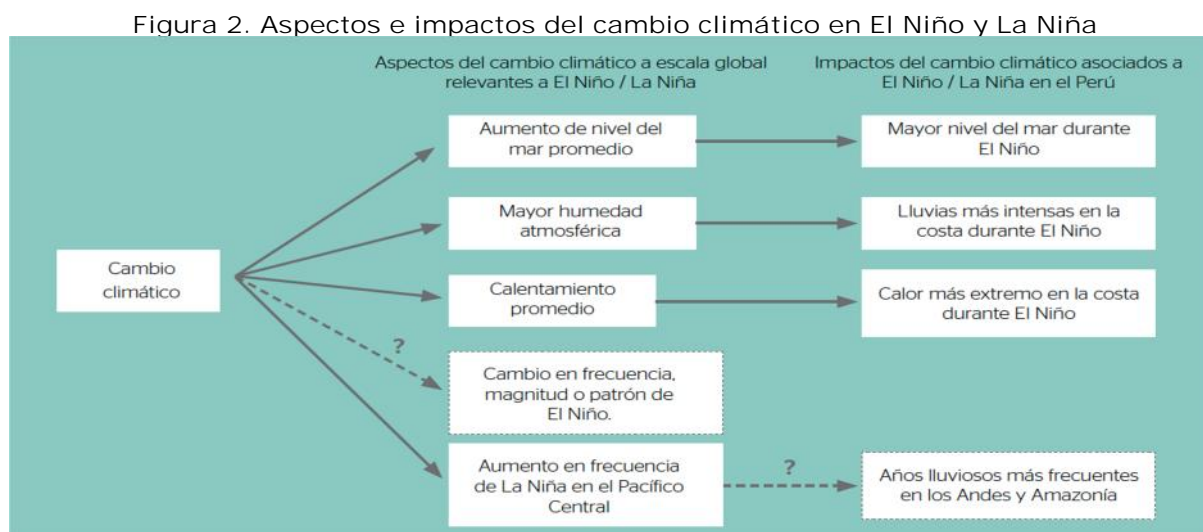
(c) Efectos observados y proyecciones sobre el cambio climático

61. El cambio climático es el mayor riesgo que actualmente experimentan la agricultura y el desarrollo rural, afectando a zonas localizadas en las tres regiones naturales del país y que por su imprevisibilidad produce grandes pérdidas en la agricultura y ganadería, constituyéndose en la amenaza más importante de los programas de desarrollo rural, consecuentemente de la seguridad alimentaria.

62. De acuerdo al Takahashi (2015), existen dos eventos meteorológicos que influyen en el clima (y su variabilidad) en el país: El Niño, que genera aumento de la temperatura del mar; y La Niña, que genera disminución de la temperatura del mar fuera de las variaciones medias climatológicas, produciendo cambios en los patrones de temperatura

¹¹ Denominación otorgada por el Equipo de Análisis del Fenómeno El Niño – FEN – SENAMHI por no ajustarse las características regulares del FEN – Información recogida de los principales medios de comunicación

del aire y precipitaciones (Figura 2). Estos eventos están asociados al cambio climático y exacerbaban sus impactos.



Fuente: MINAM, 2015. El Perú y el Cambio Climático. Tercera Comunicación Nacional del Perú a la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático. 146 pp.

63. En el documento “Análisis de Tendencias que impactan en la agricultura” (MINAGRI, 2014), se indica que entre los efectos observados del cambio climático en la agricultura, (entre los años 1997–2008), están pérdidas de cosechas asociadas a efectos climáticos adversos, superiores al promedio de 15 mil has cada año, siendo los cultivos más afectados: papa, maíz amiláceo, maíz amarillo duro, cebada en grano, arroz y plátano, cultivos que se siembran en áreas comprendidas entre las Regiones Suni y Rupa Rupa.

64. Respecto a los impactos de la variabilidad climática, estos han ocasionado afectaciones ya sean daños y/o pérdidas, en los sectores vivienda, infraestructura de servicios públicos (agua potable, vías de comunicación, energía y otros), la seguridad alimentaria, principalmente. Por ejemplo, las inundaciones producidas en el verano de 2017 causaron pérdidas considerables de vidas humanas, infraestructura pública y privada, cosechas, crianzas y activos de apoyo a la pequeña y mediana producción, incluyendo bienes y enseres domésticos en muchas regiones del país, especialmente en la Costa Norte y Costa Central, así como en la Sierra y Ceja de Selva. Es probable que estos desafíos se vean agravados por el cambio climático y la ocupación y uso inadecuado del territorio.

65. Otros de los factores que inciden en Perú es la ocurrencia de “heladas” y “sequías” que se presentan casi regularmente en períodos anuales. Las “heladas” se presentan en los meses de invierno austral (junio, julio, agosto) afectando intensamente la zona alta de las Regiones de Arequipa, Cusco y Puno en el altiplano. En algunos casos, viene acompañada de nevadas intensas que cubren las áreas afectadas, produciendo la muerte de animales y la destrucción de praderas; en otros casos, se trata de un descenso instantáneo de la temperatura, por debajo de cero (punto de solidificación del agua), que en segundos destruye la estructura foliar de las plantas produciendo la muerte de las hojas.

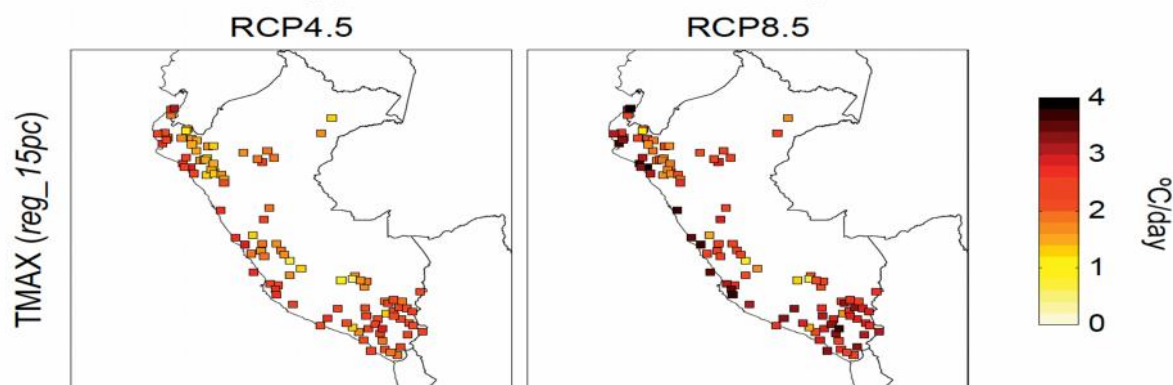
66. En relación con las sequías, la zona alto andina del Sur del país confronta constantemente este fenómeno, que tiene impactos negativos en la agricultura y las crianzas de la zona, cuyas necesidades hídricas se cubren con la oferta que generan las lluvias de la temporada (riego natural). Por las características observadas y por los registros analizados, se espera que el cambio climático genere incremento o variaciones sensibles en la frecuencia e intensidad de estos eventos que se dan en el país de modo

cíclico, condicionando la producción de mayores impactos que los registrados hasta ahora, incrementando el número de personas vulnerables y expuestas¹².

67. Los cambios drásticos en la temperatura afectan en mayor medida a las poblaciones en condición de pobreza y a aquellas que se encuentran aisladas y no cuentan con servicios básicos que ayuden a mitigar los problemas que confrontan. El Plan Multisectorial ante Heladas y Friaaje 2014¹³, calculó que 624 distritos, donde habitan 4.504.278 personas presentan riesgo alto y muy alto, de ser afectados por heladas. En el Plan se priorizó 15 Regiones que concentran a los distritos más afectados, incluyendo Ayacucho, Cusco, Huancavelica, Huánuco, Junín y Puno, entre otras Regiones.

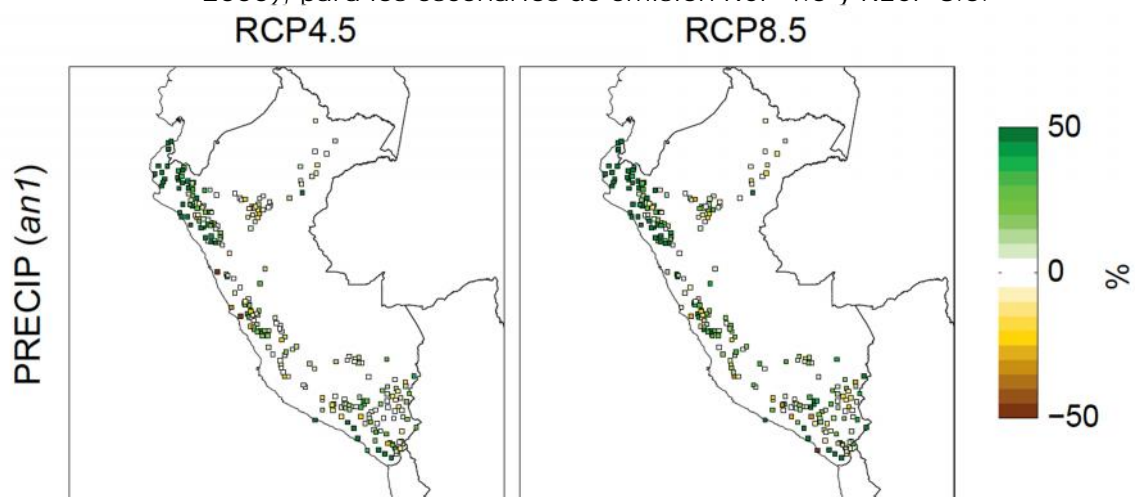
68. En cuanto a proyecciones vinculadas a agricultura y desarrollo rural, a escala nacional se prevé incrementos promedio de temperatura, para el periodo 2036-2065 de entre 2°C y 3°C para la máxima y de 4°C y 6°C para la mínima (Figura 3), y para las precipitaciones la variabilidad será mucho mayor en las costas y se reducirán en las regiones andinas (Figura 4).

Figura 3. Variaciones de temperatura máxima para el periodo 2036-2065 (con respecto al 1971-2000), para los escenarios de emisión RCP 4.5 y RECP 8.5



Fuente: MINAM, 2015. El Perú y el Cambio Climático. Tercera Comunicación Nacional del Perú a la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático. 144 pp.

Figura 4. Variaciones de precipitación para el periodo 2036-2065 (con respecto al 1971-2000), para los escenarios de emisión RCP 4.5 y RECP 8.5.



Fuente: MINAM, 2015. El Perú y el Cambio Climático. Tercera Comunicación Nacional del Perú a la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático. 145 pp.

¹² Sequías y cambio climático, MINAGRI – PREDES 2010

¹³ Presidencia del Consejo de Ministros - 2014

69. Para la precipitación, los resultados muestran alta variabilidad espacial con cambios de aumento/disminución en estaciones cercanas, excepto en la parte noroeste del país, donde la señal de humedecimiento es clara. En Apurímac y Cusco, al 2030 presentará aumento/disminución no mayor de 15%, excepto Abancay y Quispicanchi que tendrían incrementos entre 15% y 30%. Al 2050 se estima una tendencia de disminución de la precipitación promedio anual en las zonas sur de Cusco y Apurímac, respecto al clima actual, que llegan a 75% en el período junio-julio-agosto y a 45% en septiembre-octubre-noviembre. Para el año 2030, en Ancash, Huancavelica y Huánuco la variación de la precipitación prevé incrementos en el orden de 12% a 15%. Para el mismo año, en los ríos Urubamba (Cusco) y Mantaro (Junín) se estima disminución de la precipitación en el orden de -15%, -30% y -40% en invierno y un incremento variable de 15% a 30% y 49% en otoño¹⁴.

Vulnerabilidad ante el cambio climático

70. De acuerdo a la Contribución Nacional Determinada (NDC, por sus siglas en inglés) de la República del Perú, el país “presenta siete de las nueve características reconocidas por la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (CMNUCC) para calificar a un país como “particularmente vulnerable”: zonas costeras bajas, zonas áridas y semiáridas, zonas expuestas a inundaciones, sequías y desertificación, ecosistemas montañosos frágiles, zonas propensas a desastres, zonas con alta contaminación atmosférica urbana y economías dependientes en gran medida de los ingresos generados por la producción y uso de combustibles fósiles⁵. Estas condiciones se ven agravadas por procesos de degradación de los ecosistemas y contaminación ambiental, de origen antropogénico” (INDC, 2015).

C. Política nacional y marco normativo ambiental y climático

Política nacional

71. En concordancia con la jerarquización legislativa nacional, desde la Constitución del Estado Peruano que establece de manera general, en el artículo 2, inciso 22, que toda persona tiene derecho “a la paz, a la tranquilidad, al disfrute del tiempo libre y al descanso, así como, a gozar de un ambiente equilibrado y adecuado al desarrollo de su vida”.

72. Si bien no es una declaración tácita y literal de protección del medioambiente y de los recursos naturales, el Tribunal Constitucional¹⁵ lo ha definido como “un ambiente equilibrado exige que el Estado se abstenga de realizar actividades de degradación que afecten el ambiente. Por su parte, el aspecto prestacional, exige del Estado que implemente políticas de prevención y de conservación del ambiente”¹⁶.

73. Un instrumento de la política del Estado para coordinar e implementar las principales políticas públicas del país, es el “Acuerdo Nacional”¹⁷, el cual es un conjunto de políticas de Estado elaboradas y aprobadas sobre la base del diálogo y del consenso con el fin de tener un rumbo de largo aliento para el desarrollo sostenible del país y afirmar su gobernabilidad democrática, donde existen 10 políticas de estado (P. E.) que

¹⁴ Tercera Comunicación de Perú al CMNUCC – MINAM, abril 2016

¹⁵ Máxima instancia de decisión jurídica de interpretación de la Constitución y las Leyes de Perú.

¹⁶ Resolución N° 3510-2003-AA/TC. Publicación 30/06/2005.

¹⁷ Espacio tripartito de diálogo y construcción de consensos, conformado el año 2002 por el Gobierno de Perú en sus tres niveles y por las principales instituciones políticas (partidos y agrupaciones políticas) y sociales del país.

coinciden con los aspectos medioambientales, sociales, recursos naturales y cambio climático (SEAN, 2002):

- P. E. 10, Reducción de la pobreza
- P. E. 11, Promoción de la igualdad de oportunidades sin discriminación
- P. E. 13, Acceso universal a los servicios de salud y a la seguridad social
- P. E. 15, Promoción de la Seguridad Alimentaria y Nutrición
- P. E. 16, Fortalecimiento de la Familia, Promoción y Protección de la Niñez, la Adolescencia y la Juventud
- P. E. 19, Desarrollo Sostenible y Gestión Ambiental
- P. E. 23, Política de Desarrollo Agrario y Rural
- P. E. 32, Gestión del Riesgo de Desastres
- P. E. 33, Sobre los Recursos Hídricos
- P. E. 34, Ordenamiento y Gestión Territorial.

74. Antes y después de la aprobación de estas políticas, se han promulgado Leyes, Decretos Legislativos e instrumentos legales de menor jerarquía que regulan la gestión del medioambiente, de los recursos naturales y, desde la ratificación del CMNUCC por Perú en 1993, se inició la construcción de un marco institucional y legal¹⁸ para la gestión del cambio climático en el país, complementando el marco legal existente para la gestión ambiental.

75. El mismo año 1993 se creó la “Comisión Nacional sobre los Cambios Climáticos”, presidida inicialmente por el Ministerio de Relaciones Exteriores, posteriormente por el Consejo Nacional del Ambiente (CONAM) y desde el año 2008 por el nuevo Ministerio del Ambiente (MINAM). EN 2009, el MINAM propuso la modificación de la mencionada comisión, actualizando su conformación y alcances y denominándola “Comisión Nacional sobre el Cambio Climático”.

76. Desde la década del 90 hasta los años previos a la creación del MINAM se considera la fase inicial de impulso a la institucionalidad ambiental en Perú, que posteriormente permitió fortalecer la gobernanza del cambio climático y la formulación de políticas, normas y medidas enfocadas explícitamente en el cambio climático.

77. Entre las propuestas aprobadas, se encuentra el Plan Estratégico de Desarrollo Nacional al 2021¹⁹, primer plan de desarrollo que reafirma la necesidad de considerar el cambio climático como una variable importante en todos los instrumentos de planificación del desarrollo y gestión de los diferentes niveles de gobierno. También se aprobó el Marco Macroeconómico Multianual²⁰ que incluye la variable climática como condicionante del desarrollo económico y que debe ser considerada en las proyecciones macroeconómicas del país.

78. La Política Nacional del Ambiente²¹ fue el primer instrumento de planificación general en materia ambiental establecido por el MINAM, que señala lineamientos de política con el objetivo de asegurar la viabilidad ambiental de las actividades productivas y mejorar la calidad de vida de las personas, garantizando la existencia de ecosistemas saludables, viables y funcionales en el largo plazo, haciendo relevante la prevención, protección y recuperación del ambiente y sus componentes. Entre los lineamientos presentados, está incentivar la implementación de las medidas de adaptación a los

¹⁸ Este marco institucional se refiere al conjunto de organismos, redes, acuerdos, normas, planes, estrategias, de los ámbitos internacional, nacional y sub-nacional, que de alguna forma participan en la definición e instrumentación de los lineamientos y políticas orientadas a gestionar el cambio climático

¹⁹ Aprobado por Decreto Supremo N° 054-2011- PCM.

²⁰ Aprobado en Sesión del Consejo de Ministros del 28/04/2015.

²¹ Aprobada por Decreto Supremo N° 012-2009-MINAM.

efectos e impactos del cambio climático y de gestión de los GEI, promoviendo el uso de tecnologías y el desarrollo de proyectos forestales.

79. El Plan Nacional de Acción Ambiental 2011-2021²² (PLANAA) es un instrumento estratégico de gestión pública en materia ambiental, basada en la política nacional, cuya finalidad es lograr el uso sostenible, responsable, racional y ético de los recursos naturales, contribuyendo de esta manera al desarrollo integral, social, económico y cultural del ser humano, en armonía con su entorno. El PLANAA señala metas prioritarias hasta el 2021 e hitos quinquenales para monitorear su cumplimiento.

80. Ante la vulnerabilidad de la agricultura frente al cambio climático, el año 2012, el Ministerio de Agricultura con apoyo de La FAO, formuló el Plan de Gestión de Riesgos y Adaptación al Cambio Climático en el Sector Agrario 2012-2021 (PLANGRACC-A)²³, instrumento de gestión que proporciona estrategias, lineamientos de políticas, propuestas y acciones consensuadas con las regiones, para la reducción de los riesgos, vulnerabilidades y disminuir los efectos del cambio climático en el sector agrario.

81. También se cuenta con la Estrategia Nacional ante el Cambio Climático (ENCC) aprobada en 2003 y actualizada el 2015²⁴ después de un proceso iniciado el 2010, bajo el liderazgo de la Comisión Nacional sobre el Cambio Climático y los equipos técnicos ad hoc.

82. La ENCC constituye el principal instrumento que orienta la gestión del cambio climático en Perú y establece el compromiso del Estado peruano de “actuar frente al cambio climático de forma integrada, transversal y multisectorial, cumpliendo con los compromisos internacionales asumidos por Perú ante la CMNUCC”²⁵. La Estrategia plantea una visión al 2021 para lograr que Perú se adapte a los efectos adversos y aproveche las oportunidades que impone el cambio climático, sentando las bases para un desarrollo sostenible bajo en carbono. A partir de esta visión se desprenden los dos objetivos estratégicos siguientes:

- i. La población, los agentes económicos y el Estado incrementan consciencia y capacidad adaptativa para la acción frente a los efectos adversos y oportunidades inherentes al cambio climático.
- ii. La población, los agentes económicos y el Estado conservan las reservas de carbono y contribuyen a la reducción de las emisiones GEI.

83. Sobre aspectos específicos se encuentra la Ley N° 30160, que declara de interés nacional, necesidad y utilidad pública la ejecución de proyectos de inversión pública en la sierra, para siembra y cosecha de agua y la Política Nacional Agraria, aprobada con el D.S. N° 002-2016-MINAGRI, que comprende los 12 Ejes de Política siguientes:

- i. Manejo Sostenible de Agua y Suelos;
- ii. Desarrollo Forestal y de Fauna Silvestre;
- iii. Seguridad Jurídica sobre la Tierra;
- iv. Infraestructura y Tecnificación del Riego;
- v. Financiamiento y Seguro Agrario;
- vi. Innovación y Tecnificación Agraria;
- vii. Gestión de Riesgo de Desastres del Sector Agrario;
- viii. Desarrollo de Capacidades;

²² Aprobado por el Decreto Supremo N° 014-2011-MINAM

²³ PLANGRACC-A, Ministerio de Agricultura con apoyo de la FAO – TCP/PER/3301, Agosto 2012

²⁴ Aprobada por el Decreto Supremo N° 011-2015-MINAM

²⁵ Tercera Comunicación Nacional del Perú a la CMNUCC – MINAM, Abril 2016.

- ix. Reconversión Productiva y Diversificación;
- x. Acceso a Mercados;
- xi. Sanidad Agraria e Inocuidad Agroalimentaria;
- xii. Desarrollo Institucional.

84. Finalmente, en esta parte se debe tener en cuenta que el Gobierno de Perú ha promulgado el 15/10/2015, la Ley N° 30355, Ley de Promoción y Desarrollo de la Agricultura Familiar, que tiene por finalidad "mejorar la calidad de vida de las familias que dependen de la agricultura familiar, reducir la pobreza del sector rural y orientar la acción de los organismos competentes, en los distintos niveles de gobierno, con un enfoque multisectorial e intergubernamental, para el desarrollo sustentable de la agricultura familiar, a través de políticas que mejoren el acceso a los recursos naturales productivos, técnicos y financieros; su articulación estable y adecuada con el mercado, garanticen la protección social y el bienestar de las familias y comunidades dedicadas a esta actividad sobre la base de un manejo sostenible de la tierra".

Acuerdos y tratados internacionales

85. En su momento el país suscribió y ratificó: la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (CMNUCC); el Convenio de Diversidad Biológica (CDB), la Convención de las Naciones Unidas de Lucha contra la Desertificación en los Países Afectados por Sequía Grave o Desertificación (CNULD), el Acuerdo de París (AP), reportar la NDC y participa activamente en la Convención Ramsar relativa a Humedales así como en la Convención sobre especies amenazadas (CITES).

86. Respecto al Acuerdo de París (el cual Perú ratificó en el 2016²⁶), el país se ha comprometido a reducir el 30% de sus emisiones de gases de efecto invernadero (GEI) al 2030 a través de permitirá seguir impulsando la promoción, formulación e implementación de acciones complementarias y sinérgicas de mitigación y adaptación, tanto para cumplir con las responsabilidades éticas a nivel nacional e internacional, como para mantener una economía altamente competitiva acorde a las nuevas tendencias mundiales (MINAM, 2016).

87. Estos compromisos fijados por el país, también están articulados en la Contribución Prevista y Determinada a nivel Nacional de la República del Perú (el cual fue presentado en el 2015), donde el país se ha comprometido a realizar las siguientes acciones:

(a) Mitigación

i. Reducción del 30% respecto a las emisiones de Gases de Efecto Invernadero (GEI) proyectadas para el año 2030. El Estado Peruano considera que un 20% de reducción será implementado a través de inversiones y gastos con recursos internos, públicos y privados (propuesta no condicionada), y que el restante 10% estará supeditado a la disponibilidad de financiamiento externo internacional y condiciones favorables (propuesta condicionada).

(b) Adaptación

i. Prioridades en adaptación. Los sectores y sistemas que el país requiere atender de manera prioritaria han sido identificados: Agua (recursos hídricos, Agricultura, Pesca, Bosque y Salud. Bajo este marco sectorial, se han establecido objetivos intermedios sectoriales:

²⁶ Decreto Supremo N° 058-2016-RE.

- Impulsar y promover acciones y proyectos que incrementen la disponibilidad del agua frente al CC.
- Reducir el impacto negativo del cambio climático en la actividad agraria.
- Reducir la vulnerabilidad del sector pesquero y acuícola frente al cambio climático.
- Impulsar la gestión integral del territorio con enfoque de paisaje orientada a aumentar la resiliencia de los bosques frente al CC y reducir la vulnerabilidad de las poblaciones locales.
- Reducir la vulnerabilidad e incrementar la resiliencia de la población ante el efecto del cambio climático en la salud.

88. Es importante indicar, que el instrumento para el cumplimiento de las metas planteadas en el INDC es el Plan Nacional de Adaptación, el cual fue publicado en el 2015.

89. Por otro lado, en el tema ambiental, Perú también participa activamente en muchas de las convenciones ambientales internacionales y es parte activa en muchos acuerdos regionales, multilaterales y acuerdos internacionales en materia de salud, clima, género, comercio, agroquímicos, contaminación, agua, etc., siendo los principales:

1. Acuerdo de París – sobre cambio climático – reducción de emisiones
2. Convenio de Rotterdam sobre PIC – Plaguicidas y productos químicos peligrosos
3. Convención de Viena sobre la protección de la capa de ozono
4. Convenio de Estocolmo sobre contaminantes orgánicos persistentes (COP) – Plan Nacional de Implementación del Convenio de Estocolmo
5. Acuerdo de integración Perú Comunidad Andina,
6. Complementación Económica entre Perú y los Estados Parte de MERCOSUR
7. Tratados de Libre Comercio – TLC, con Cuba, Chile, México, USA, Canadá, Singapur, China, Asociación Europea de Libre Comercio, Unión Europea, Tailandia, Japón, Panamá, Costa Rica, Venezuela y Honduras
8. Acuerdos de Libre Comercio – ALC, con Corea del Sur,
9. Foro de Cooperación Económica Asia Pacífico – APEC
10. Alianza del Pacífico
11. Declaración y Plataforma de Acción de Beijing – igualdad de oportunidades
12. Convención de NNUU sobre la Eliminación de todas las formas de Discriminación contra la Mujer
13. Protocolo Facultativo de la Convención sobre la Eliminación de todas las formas de Discriminación contra la Mujer
14. Convención de Belem do Pará – Para Prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia Contra la Mujer
15. Acuerdos específicos del Ministerio de Salud con OPS/OMS en cumplimiento de mandatos de las Asambleas Mundiales de Salud
16. Acuerdos bilaterales suscritos por Perú con países amigos para atender diversos aspectos vinculados a salud pública.
17. Protocolo para la Protección del Pacífico Sudeste contra la Contaminación Proveniente de Fuentes Terrestres.
18. Convenio de Minamata sobre el Mercurio – Kumamoto – Japón - 2013
19. Protocolo de Protección del Medio Ambiente al Tratado Antártico -1991
20. Convenio Ecuador Perú para el Aprovechamiento de las Cuencas Hidrográficas Binacionales Puyango-Tumbes y Catamayo-Chira -1933

D. Prioridades ambientales y climáticas del país

90. Con base en la información contenida en los capítulos A, B, y C, se presenta a continuación las principales prioridades ambientales y climáticas de la República del Perú, donde el FIDA puede contribuir en el siguiente ciclo de inversión:

Mitigación al cambio climático

I. Reducir en un 20% las emisiones de gases de efecto invernadero (GEI) para el 2021, y un 30% en caso de recibir financiamiento externo internacional. Esta es la principal meta que el Estado ha ratificado en el marco del Acuerdo de París y en el NDC del Perú. En este sentido es importante destacar el rol de la agricultura y la forestaría en la mitigación y las posibilidades que el sector presenta para la reducción de emisiones de gases de efecto invernadero.

Adaptación al cambio climático²⁷

I. Impulsar y promover acciones y proyectos que incrementen la disponibilidad del agua frente al cambio climático (Sector Agua).

II. Reducir del impacto negativo del cambio climático en la actividad agraria (Sector Agricultura).

III. Impulsar la gestión integral del territorio con enfoque de paisaje orientada a aumentar la resiliencia de los bosques frente al cambio climático y reducir la vulnerabilidad de las poblaciones locales (Sector Bosques).

91. En el Capítulo F. Recomendaciones para incrementar la capacidad de resiliencia del medio ambiente y clima en la agricultura y desarrollo rural, se establece las principales líneas estratégicas de cómo se pueden implementar cuatro prioridades del país en materia de mitigación y adaptación al cambio climático.

E. Identificación de impactos, evaluación y lecciones aprendidas en los programas del FIDA

Oportunidades para la adaptación y mitigación al cambio climático

92. La existencia de grupos poblacionales en cuencas húmedas altas, localizados en pisos alto andinos por encima de 2000 msnm (Región Quechua) y que van hasta la Región Rupa Rupa o Selva Alta; las características climáticas variables, pero que ofrecen con alguna regularidad precipitaciones que satisfacen las necesidades de consumo y productivas de la población y ofrecen excedentes que discurren superficialmente, lavando los suelos desnudos y causando daños al territorio, configuran las siguientes oportunidades para construir resiliencia, natural y social así como mitigación:

1. Promover un Desarrollo Rural Sostenible incorporando acciones que mejoren la producción, los ingresos y busquen la sostenibilidad ambiental:

- Desarrollo agrario integral, que combine agricultura, crianzas y forestación de producción y protección.

²⁷ Las tres líneas de adaptación señaladas corresponden a los objetivos intermedios de Contribución Prevista y Determinada a nivel Nacional de la República del Perú (INDC, por sus siglas en inglés).

- Diversificación de los ingresos con actividades productivas nuevas no agrarias.
2. Aumentar las capacidades de adaptación al cambio climático en el sector agropecuario:
 - Uso eficiente del suelo con un enfoque de protección –producción
 - Diseñar instrumentos de manejo sostenible de los recursos hídricos que considere la variabilidad y permita controlar los déficits y los excesos de lluvia.
 3. Crecimiento rural resiliente:
 - Incorporar el enfoque de gestión de riesgo en el planeamiento y gestión de todas las actividades, productivas y no productivas.
 - Implementar modelos integrales de manejo de riesgos que incluyan el cambio climático – PLANGRACC
 - Diseñar y ejecutar sistemas de alerta agroclimática temprana
 - Contribuir con la ejecución de la Estrategia Nacional de Cambio Climático
 - Incrementar la resiliencia con base en prácticas de agricultura climáticamente inteligente, con apoyo de instituciones de investigación tecnológica.
 4. Mejorar las fuentes de financiación de acciones de protección, a través de:
 - la implementación del Pago por Servicios Ecosistémicos (Ambientales) y
 - el diseño de propuestas de proyectos de mitigación y/o adaptación al cambio climático que permitan incorporar aportes provenientes de IFI.
 5. Identificar las posibilidades en mitigación en agricultura y bosques:
 - Medir la capacidad de captura de carbono en proyectos de agricultura y forestales
 - Establecer líneas base de emisiones
 - Implementar medidas que disminuyan la emisión de gases
 -
 6. Mejorar las capacidades locales y el entorno ambiental y las políticas públicas
 - Buscar un mejor posicionamiento de la mujer en la vida de las comunidades y su calidad de vida personal y familiar en el marco de igualdad de oportunidades.

Lecciones aprendidas

93. La experiencia en la promoción de la pequeña producción de la población rural, basada en asistencia técnica, crediticia y su inserción en mercados, orientó las intervenciones de FIDA en Perú:

94. El primer COSOP para la Etapa 2002-2007, se articuló en objetivos estratégicos orientados a aumentar los activos de los pequeños agricultores y mejorar el acceso a los servicios (Asistencia Técnica, servicios financieros y mercados de tierras y mano de obra); aumentar el acceso a la información y multiplicar las nuevas posibilidades empresariales; y fomentar el desarrollo y las identidades locales en comunidades de la sierra. Es en el segundo COSOP para el período 2002-2016, que se incorpora como objetivo estratégico: Mejorar la gestión de los conocimientos y capacidades técnicas de las comunidades rurales con el fin de promover el aprovechamiento y control sostenibles de los recursos naturales y los activos materiales.

95. La intensificación, en los últimos años, de las manifestaciones del cambio climático, unidas a las desgracias que producen; el compromiso de crecer con una economía verde, a partir del documento final de la Conferencia de NNUU sobre el Desarrollo Sostenible Río +20 “El futuro que queremos”; la adopción de los Objetivos de Desarrollo Sostenible por la Asamblea de la ONU (25/09/2015) y los acuerdos de la Cumbre de París 2015 (COP21), obligan a encontrar caminos para mejorar el conocimiento sobre la gestión sostenible de los recursos naturales y el cambio climático, así como, las prácticas cotidianas para contrarrestarlo, especialmente por parte de las personas que están

expuestas a sus efectos, debido a las debilidades en la gestión de los recursos naturales y por su alta exposición a los efectos del cambio climático.

96. Tomando como referencia las exposiciones presentadas en la reunión de InterCLIMA2012, las lecciones sobre adaptación al cambio climático de la agricultura familiar en América Latina y El Caribe; así como lo indicado en el Capítulo VII, Conclusiones y Recomendaciones, del Informe de la Evaluación de la Estrategia y el Programa País que la Oficina de Evaluación Independiente del FIDA llevó a cabo en Perú, se plantean como las principales lecciones aprendidas las siguientes:

1. El cambio climático sigue siendo un tema que moviliza. El CC es un tema de interés y relevancia para muchos y diferentes actores del sector privado, público, la academia, la sociedad civil y las Agencias de Cooperación Internacional
2. La inter-institucionalidad y la multi-disciplinariedad son las formas apropiadas para abordar la gestión del cambio climático, se generan mejores posibilidades de realizar un trabajo efectivo
3. La gestión del cambio climático implica también la identificación de oportunidades de desarrollo. Tendemos a identificar los impactos negativos del CC, sin identificar las oportunidades que ello estaría generando para el desarrollo.
4. El diálogo y reporte descentralizado sobre la gestión del cambio climático contribuye a potenciar la efectividad de los mecanismos de articulación de esfuerzos (como los InterCLIMAs).
5. Resulta clave abrir espacios adicionales a las nuevas generaciones. La juventud necesita espacios que le permita expresarse sobre los problemas que afectan a la comunidad. Las personas jóvenes tienen experiencias e iniciativas que son importantes tenerlas en cuenta en la formulación de propuestas sobre la gestión del cambio climático.
6. Es conveniente recuperar el enfoque territorial del FIDA para complementar el enfoque de “corredor económico” con el enfoque de “espacio de recuperación ambiental y producción de servicios ecosistémicos”; que permitirán formular intervenciones de desarrollo rural integral en un marco de sostenibilidad ambiental y equidad social.
7. En los proyectos de desarrollo rural se deben incorporar explícitamente como prioridades transversales y específicas, la sostenibilidad ambiental y la construcción y/o fortalecimiento de resiliencia al cambio climático. Existen experiencias favorables, como el proyecto SSA y anteriormente MARENASS.
8. Para enfrentar con éxito los retos planteados, es necesario recuperar la capacidad de innovación que caracterizó a las intervenciones del FIDA; promoviendo el fortalecimiento de capacidades, la identificación de nuevas actividades y/o circuitos económico productivos, en un marco de igualdad de oportunidades, inclusión y promoción de la población joven.
9. Es necesario poner énfasis en los siguientes aspectos: Participación, organización y coordinación, fortalecimiento de capacidades y liderazgo, tecnología y conocimientos, asistencia técnica y crédito, rol de la mujer, enfoques integrales – cadenas productivas y mercados.

97. Como se puede apreciar en la exposición que antecede, la vulnerabilidad de los territorios alto andinos y de la población que ocupa y gestiona estas tierras desarrollando agricultura familiar, está fuertemente influenciada por el deterioro del medio ambiente y la pérdida de los recursos naturales, especialmente renovables (como es el agua). Esta situación se agrava con los efectos del cambio climático, que incrementa los riesgos con que vive la población rural en las Regiones Quechua, Suni, Puna, Janca y Rupa Rupa.

98. La situación de vida actual de estas familias y el nivel de deterioro de los recursos de su entorno, que continúan degradándose paulatinamente por falta de acciones concretas de apoyo y fortalecimiento de capacidades, comprometen también los flujos de agua y otros servicios ambientales que se generan en estos pisos altitudinales y repercuten en servicios ambientales o inseguridad en las partes bajas.

99. Todo ello, justifica plenamente apoyar a estas poblaciones en el mejoramiento de la gestión del medio ambiente, de los recursos naturales y en el fortalecimiento de sus capacidades para identificar y asumir acciones de mitigación y adaptación al cambio climático.

F. Recomendaciones para incrementar la capacidad de resiliencia del medio ambiente y clima en la agricultura y desarrollo rural

100. Con base en las prioridades identificadas para el país en materia de cambio climático en el sector de la agricultura y desarrollo rural, el FIDA puede contribuir a través de las siguientes líneas estratégicas:

Línea Estratégica. 1. Ayudar a reducir las emisiones de gases de efecto invernadero provenientes de los sectores de agricultura y bosques.

101. Para cumplir con lo anterior, se buscará implementar acciones que promuevan la rehabilitación, recuperación, protección y/o restauración ecológica de ecosistemas mediante medidas, prácticas y/o tecnologías de (i) reforestación, (ii) conservación de suelos y (ii) manejo del fuego, las cuales se implementarán bajo un enfoque de paisaje. En el caso del sector agrícola, se promoverá que las inversiones para proyectos agrícolas consideren la implementación de medidas, prácticas y/o tecnologías destinadas al (i) manejo de suelos, (ii) sistemas agroforestales, (iii) energías renovables, las cuales se implementarán bajo un enfoque de paisaje (iv) manejo de fertilizante y (v) manejo de labranza y rastrojos

Esta línea estratégica contribuirá directamente con las metas de mitigación al cambio climático establecidas en el Acuerdo de París así como a las NDC del Perú.

Línea Estratégica. 2. Incrementar la resiliencia climática de las familias y sus sistemas productivos ante los efectos de la sequía.

102. Esta línea estratégica considera dos sub-líneas:

(a) Acciones, medidas, prácticas y/o tecnologías que permita hacer una gestión integral y sostenible de los recursos hidráulicos superficiales, subterráneos (incluido para el re-uso del agua y sistemas de captación) así como la adquisición o rehabilitación de la infraestructura hidráulica, equipos o maquinaria que contribuyan al uso y acceso al agua para fines de consumo humano o productivo durante los periodos de sequía.

(b) Servicios ecosistémicos hidrológicos. Mediante acciones, medidas, prácticas y/o tecnologías se buscará contribuir a mejorar la calidad de los servicios ecosistémicos hidrológicos de los diferentes ecosistemas andinos para asegurar la calidad en la provisión del servicio, de acuerdo a la normatividad vigente en la materia (Ley de Mecanismos de Servicios Ecosistémicos, MERESE).

Esta línea estratégica contribuirá directamente con los objetivos intermedios del País que están establecidos INDC del Perú (adaptación al cambio climático).

Línea Estratégica. 3. Gestión para la reducción de riesgos de desastres en el sector agropecuario.

103. Con el objetivo de reducir la vulnerabilidad climática de los principales sistemas productivos agropecuarios del país ante los efectos de la variabilidad climática y del cambio climático, se implementarán proyectos o inversiones que coadyuven a reducir los

riesgos de desastres ante fenómenos meteorológicos extremos principalmente en las áreas más vulnerables del país donde se desarrolla la agricultura familiar o cultivos que están insertadas o tienen el potencial en cadenas de valor.

Esta línea estratégica contribuirá directamente con los objetivos intermedios²⁸ del País que están establecidos INDC del Perú (adaptación al cambio climático).

Línea Estratégica. 4. Incrementar la resiliencia de los bosques frente al cambio climático.

104. Con el objetivo de reducir la vulnerabilidad climática de los bosques ante las principales amenazas (naturales y extremos) del país por efecto de la variabilidad climática y del cambio climático, se implementarán proyectos o inversiones que promuevan acciones, medidas, prácticas y/o tecnologías para la gestión integral de los ecosistemas (aprovechamiento, manejo, protección, conservación y/o restauración) bajo un enfoque de paisajes.

Esta línea estratégica contribuirá directamente con los objetivos intermedios²⁹ del País que están establecidos NDC del Perú (adaptación al cambio climático).

Línea Estratégica. 5. Gestionar financiamiento climático internacional.

105. Con la finalidad de financiar los proyectos o acciones establecidas en las líneas estratégicas 1, 2, 3 y 4, el FIDA explorará y según sea el caso, buscará acceder a fuentes internacionales de financiamiento, de cooperación no reembolsable o de la banca multilateral de desarrollo de manera coordinada con el MINAM por ser el punto focal de diversas fuentes de financiamiento, siendo las principales (no se limita a otras fuentes):

- a) Fondo Mundial del Ambiente (FMAM). Actualmente viene operando en Perú financiando diversos proyectos que son monitoreados por el MINAM.
- b) Fondo de Inversión para el Clima (FIC). Manejado principalmente por el Banco Mundial.
- c) El Fondo Verde del Clima (FVC) viene operando en Perú financiando micro-proyectos.

²⁸ Reducir del impacto negativo del cambio climático en la actividad agraria (Sector Agricultura).

²⁹ Impulsar la gestión integral del territorio con enfoque de paisaje orientada a aumentar la resiliencia de los bosques frente al cambio climático y reducir la vulnerabilidad de las poblaciones locales (Sector Bosques).

Apéndice

Bibliografía y referencias

ANA. 2015. Plan Nacional de Recursos Hidráulicos. Autoridad Nacional del Agua, MINAGRI.

CAF. 2000. Las lecciones de El Niño. Perú. Memorias del fenómeno El Niño 1997-1998. Retos y propuestas para la región andina. Banco de Desarrollo de América Latina.

ENDES. 2010. Encuesta Demográfica y de Salud Familiar, Capítulo 10: Lactancia y nutrición de niñas, niños y madres. Instituto Nacional de Estadística e Informática. 276 p.

INEI. 2007. Instituto Nacional de Estadística e Informática. Estadística Nacional.

INEI. 2016. Instituto Nacional de Estadística e Informática. Encuesta Nacional de Hogares.

INEI. 2015a. Instituto Nacional de Estadística e Informática. Encuesta Nacional de Hogares. Perfil de la pobreza por dominios geográficos 2004–2015.

INEI. 2015b. Instituto Nacional de Estadística e Informática. Exposición: Brechas de género.

INEI. 2014. Instituto Nacional de Estadística e Informática. Brechas de Género 2001–2013. Avances hacia la igualdad entre mujeres y hombres. Manuela Ramos – ONU Mujeres.

MINAGRI. 2018. La zonificación ecológica económica potencial de los suelos. Ministerio de Agricultura y Riego. <http://www.minagri.gob.pe/portal/43-sector-agrario/suelo>.

MINAGRI, PACCPERU y COSUDE. 2016. Rumbo a un Programa Nacional de Siembra y Cosecha de Agua: Aportes y reflexiones desde la práctica. Ministerio de Agricultura y Riego. 123 p.

MINAGRI. 2013. Estrategia Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional 2013-2021. Comisión Multisectorial de Seguridad Alimentaria y Nutricional. MINAGRI. 73 p.

MINAGRI. 2015. Plan Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional 2015-2021. Comisión Multisectorial de Seguridad Alimentaria y Nutricional. Ministerio de Agricultura y Riego.

MINAGRI. 2014. Análisis de tendencias que impactan la agricultura. Planeamiento Estratégico Sectorial Multianual 2015-2021. Comisión Sectorial de Planeamiento Estratégico del Sector Agricultura y Riego. Ministerio de Agricultura y Riego. 25 p.

MINAM. 2014. Estrategia Nacional de Diversidad Biológica al 2021. Ministerio del Ambiente, nov. 2014.

MINAM. 2016. Tercera Comunicación Nacional del Perú a la CMNUCC. Ministerio del Ambiente. Abril 2016. 329 p.

CENAGRO. 2018. Censo Nacional Agropecuario. Disponible en la página web: <https://proyectos.inei.gob.pe/CenagroWeb/>.

CENAGRO, 2012. Censo Nacional Agropecuario. Disponible en la página web:
<http://censos.inei.gob.pe/cenagro/tabulados/>.

Brack, A. y Mendiola, C. 1997. Clasificaciones de los suelos en Perú. Oficina Nacional de Evaluación de Recursos Naturales (ONERN).

Warren, Thornthwaite T. 1948, An Approach Toward a Rational Classification of Climate. Geographical Review. Vol. 38, No. 1 (Jan., 1948), pp. 55-94.

SENAMHI, 2009. Reporte de Parámetros Meteorológicos. Servicio Nac. Meteorología e Hidrología.

Takahashi, K. 2015. Fenómeno de El Niño y la Niña en Perú. Servicio Nac. de Meteorología e Hidrología

OIM, 2015. Migraciones Internas en Perú. Organización Internacional para las Migraciones (OIM).

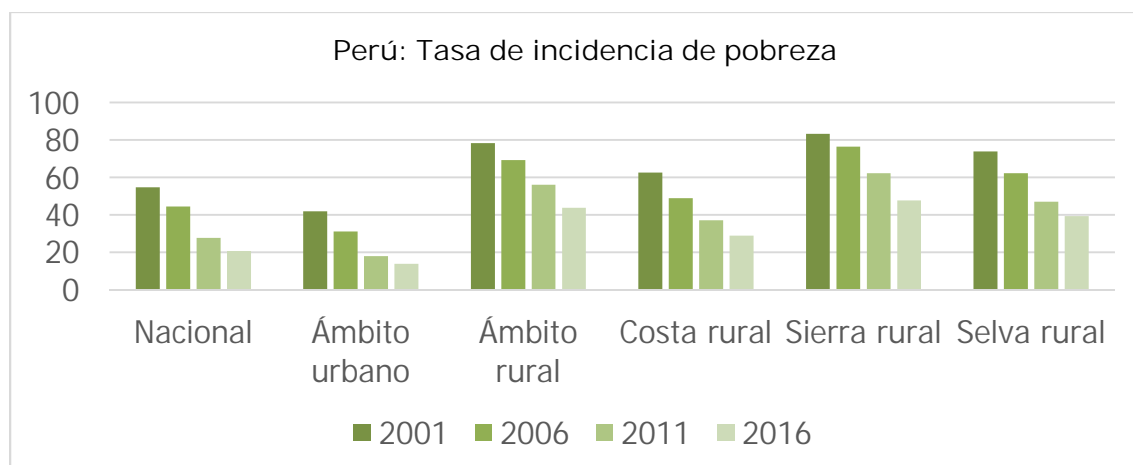
SEAN. 2002. Acuerdo Nacional: Consenso para enrumbar al Perú. Secretaría Ejecutiva del Acuerdo Nacional (SEAN).

Apéndice VI : Panorama general del país

| | | | | |
|---|---------|---------|---------|---------|
| Estadísticas demográficas | 1990 | 2000 | 2010 | 2016 |
| Población total (millones) | 21.83 | 25.91 | 29.37 | 31.77 |
| Crecimiento de la población (anual %) | 2.1 | 1.4 | 1.3 | 1.3 |
| Superficie (km2) (miles) | 1,285.2 | 1,285.2 | 1,285.2 | 1,285.2 |
| Densidad de la población (persona por km2 de área) | 17.1 | 20.2 | 22.9 | 24.8 |
| INB, Método Atlas (corriente US\$) (billones) | 18.57 | 52.20 | 127.97 | 189.04 |
| INB per cápita, Método Atlas (corriente US\$) | 850 | 2,010 | 4,360 | 5,950 |
| INB, PPP (corriente internacional \$) (billones) | 70.38 | 131.79 | 265.50 | 396.58 |
| INB per cápita, PPP (corriente internacional \$) | 3,220 | 5,090 | 9,040 | 12,480 |
| Economía | | | | |
| PIB (corriente US\$) (billones) | 26.41 | 51.74 | 147.53 | 192.21 |
| Crecimiento PIB (anual %) | -5.0 | 2.7 | 8.3 | 3.9 |
| Inflación, GDP deflactor (anual %) | 6,261.2 | 3.5 | 5.7 | 3.6 |
| Agricultura, valor añadido (% del PIB) | 9 | 9 | 7 | 8 |
| Industria, valor añadido (% del PIB) | 28 | 32 | 39 | 33 |
| Servicios, etc., valor añadido (% del PIB) | 63 | 59 | 53 | 60 |
| Exportaciones de bienes y servicios (% del PIB) | 16 | 17 | 28 | 22 |
| Importaciones de bienes y servicios (% del PIB) | 14 | 19 | 24 | 22 |
| Formación de capital bruto (% del PIB) | 15 | 20 | 24 | 22 |
| Ingresos, excluidas las subvenciones (% del PIB) | 12.5 | 17.9 | 20.3 | 19.6 |
| Préstamo neto (+) / endeudamiento neto (-) (% of GDP) | -8.1 | -2.1 | 0.5 | -3.0 |
| Estados y mercados | | | | |
| Tiempo requerido para iniciar un negocio (días) | .. | 101 | 28 | 27 |
| Crédito doméstico proveído por el sector financiero (% del PIB) | 20.1 | 26.8 | 18.9 | 27.3 |
| Ingresos fiscales (% del PIB) | 10.7 | 12.6 | 15.5 | 15.0 |
| Gastos militares (% del PIB) | 2.7 | 1.8 | 1.3 | 1.3 |
| Suscripciones a teléfono celular (por cada 100 personas) | 0.0 | 4.9 | 99.5 | 117.1 |
| Usos individuales de internet (% de la población) | 0.0 | 3.1 | 34.8 | 45.5 |
| Exportaciones de alta tecnología (% de exportaciones manufacturadas) | 1 | 4 | 7 | 4 |
| Vínculos globales | | | | |
| Intercambio comercial (% del PIB) | 22 | 28 | 45 | 38 |
| Deuda externa stocks, total (DOD, US\$ corrientes) (millones) | 20,298 | 28,834 | 42,154 | 69,503 |
| Total servicio de la deuda (% of exportaciones de bienes, servicios e ingresos primarios) | 11.1 | 28.9 | 16.7 | 15.1 |
| Migración neta (miles) | -294 | -635 | -240 | .. |
| Remesas personales recibidas (US\$ corrientes) (millones) | 87 | 718 | 2,534 | 2,884 |
| Inversión directa extranjera, flujos netos (BoP, US\$ corrientes) (millones) | 41 | 810 | 8,455 | 6,863 |
| Ayuda neta oficial de desarrollo (US\$ corrientes) (millones) | 397.1 | 401.6 | -296.3 | 320.2 |
| Estadísticas sociales | | | | |
| Ingresos mantenidos por el nivel más bajo del 20% | .. | 3.4 | 4.2 | 4.6 |
| Esperanza de vida al nacer, total (años) | 66 | 71 | 74 | 75 |
| Tasa de fertilidad, total (nacimientos por mujer) | 3.8 | 2.9 | 2.5 | 2.4 |
| Tasa de fertilidad de adolescentes (nacimientos x1,000 mujeres de 15-19) | 71 | 65 | 53 | 48 |
| Prevalencia anticonceptiva, cualquier método (% mujeres 15-49) | 59 | 69 | 74 | 75 |
| Nacimientos atendidos por personal de salud calificados(% of total) | 53 | 59 | 84 | 90 |
| Tasa de mortalidad, bajo-5 (por 1,000 nacimientos vivos) | 80 | 39 | 20 | 15 |
| Inmunización, sarampión (% of niños 12-23 meses) | 64 | 97 | 94 | 88 |
| Tasa finalización de la educación, total (% de grupo de edad relevante) | 87 | 101 | 103 | 99 |
| Inscripción en escuelas, primaria (% bruto) | 117.8 | 121.3 | 110.4 | 101.7 |
| Inscripción en colegios, secundaria (% bruto) | 67 | 85 | 95 | 96 |
| Inscripción, primaria y secundaria (bruto), índice de paridad de género (IPG) | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Prevalencia de HIV, total (% población 15-49) | 0.6 | 0.5 | 0.4 | 0.3 |
| Fuente: Banco Mundial. Indicadores de la base de datos | | | | |

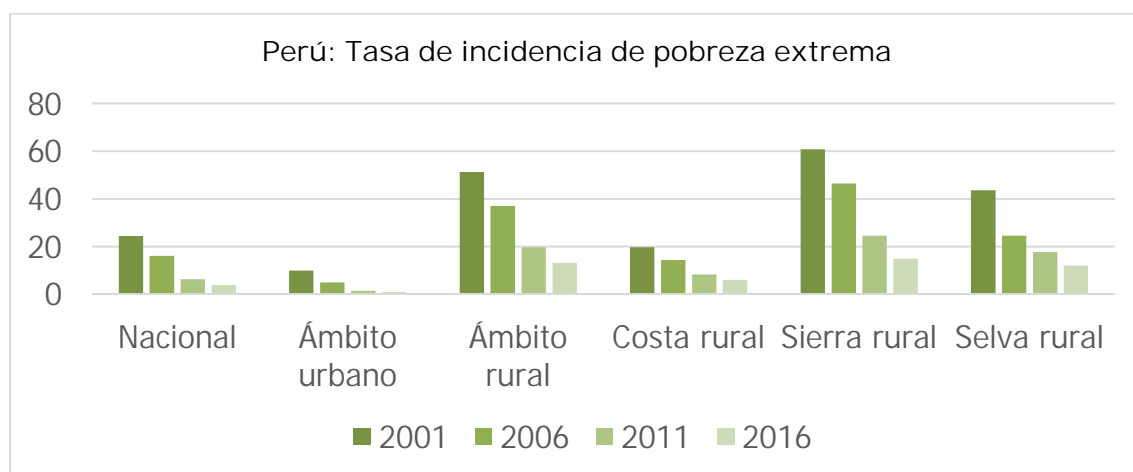
I. Datos sobre pobreza

Cuadro 1. Tasa de incidencia de pobreza



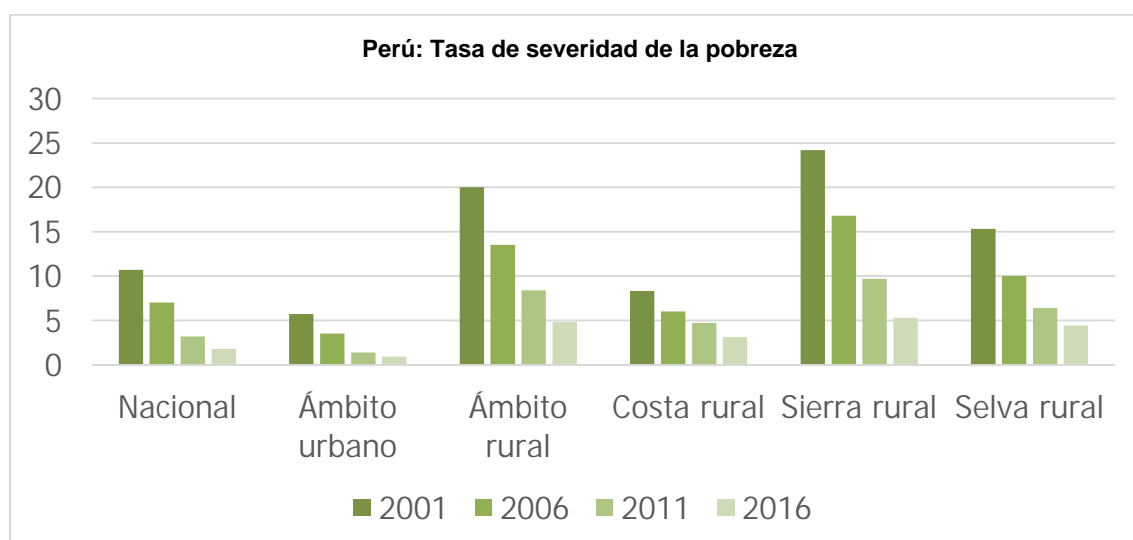
Fuente: INEI (2017)

Cuadro 2. Tasa de incidencia de pobreza extrema



Fuente: INEI (2017)

Cuadro 3. Tasa de severidad de la pobreza



Fuente: INEI (2017)

Cuadro 4. Incidencia de la pobreza monetaria según ámbitos y dominios geográficos. 2016-2017

| Ámbito/dominio | 2016 | 2017 |
|----------------------|------|------|
| Nacional | 20,7 | 21,7 |
| Urbano | 13,9 | 15,1 |
| Rural | 43,8 | 44,4 |
| Región Natural | | |
| Costa | 12,8 | 14,4 |
| Sierra | 31,7 | 31,6 |
| Selva | 27,4 | 28,6 |
| Dominios geográficos | | |
| Costa urbana | 13,7 | 15,0 |
| Costa rural | 28,9 | 24,6 |
| Sierra urbana | 16,9 | 16,3 |
| Sierra rural | 47,8 | 48,7 |
| Selva urbana | 19,6 | 20,5 |
| Selva rural | 39,3 | 41,4 |
| Lima metropolitana | 11,0 | 13,3 |

II. Datos sobre género

Cuadro 5. Brechas de género: Situación en cifras de hombres y mujeres productoras (brechas en porcentaje)

| Categoría | Hombres | Mujeres | No. |
|--|---------|---------|-----|
| No. De Productores/as | 69.2 | 30.8 | 100 |
| Edad (mayor de 60 años) | 27.2 | 31.6 | |
| Analfabetismo | 8.9 | 26.6 | |
| Educación primaria | 51.8 | 45.9 | |
| Idioma o lengua materna | 58.1 | 63.6 | |
| Tamaño de la Propiedad (menor 3 Has) | 62.6 | 75.7 | |
| Propiedad de la tierra | 71.1 | 76.2 | |
| Titulación con registro público | 32.5 | 33.8 | |
| Acceso a capacitación | 9.5 | 5.7 | |
| Acceso a la asistencia técnica | 5.7 | 3.2 | |
| Gestión para préstamos | 10.4 | 6.4 | |
| Destino de la producción (autoconsumo) | 44.2 | 51.5 | |
| Destino de la producción (mercado) | 42.0 | 34.1 | |
| Prácticas agrícolas (productos certificados) | 13.1 | 9.5 | |
| Trabajadores/as agrícolas permanentes | 81.2 | 18.8 | 100 |
| Trabajo agrícola no remunerado | 39.5 | 60.0 | |
| Pertenencia a organizaciones | 61.0 | 59.8 | |

Fuente: Las Mujeres sí Cuentan, 2014 Centro de la Mujer Flora Tristán. Basado en Censo 2012

Cuadro 6. Productores agropecuarios según tamaño de la Unidad Productiva. 2012

| Tamaño Unidad Tierra | % Mujeres | % Hombres |
|----------------------|-----------|-----------|
| Menos de 3 has | 75.7 | 62.6 |
| De 3 a 5 has | 9.9 | 15.5 |
| De 5.1 a 10 has | 5.6 | 10.0 |
| De 10.1 a 20 has | 2.6 | 5.2 |
| De 20.1 a 50 has | 1.7 | 3.4 |
| De 50.1 a 100 has | 0.6 | 1.0 |
| De más de 100 has | 0.5 | 0.7 |
| Sin tierra | 3.4 | 1.5 |
| Total | 100 | 99.9 |

Fuente: Cuadro realizado a partir de gráficos del estudio "Las mujeres sí cuentan" op. cit.

 III. Datos sobre medio ambiente y clima

Cuadro 7. Estadísticas ambientales

| | | | | |
|--|-------|-------|-------|-------|
| Área forestal (km2) (miles) | 779.2 | 761.5 | 748.1 | 739.7 |
| Áreas terrestres y marinas protegidas (% del área total) | 3.0 | 4.6 | .. | 19.4 |
| Retiros de agua fresca anual, total (% de fuentes internas) | .. | .. | 0.8 | 0.8 |
| Fuentes de agua mejorada (% de población con acceso) | 74 | 80 | 85 | 87 |
| Facilidades sanitarias mejoradas (% de población con acceso) | 53 | 63 | 72 | 76 |
| Crecimiento de la población urbana (% anual) | 2.7 | 1.9 | 1.7 | 1.7 |
| Uso de energía (kg de equivalente de petróleo per cápita) | 446 | 472 | 635 | 768 |
| Emisiones de CO2 (Tm métricas per cápita) | 0.97 | 1.17 | 1.96 | 1.99 |
| Consumo energía eléctrica (kWh per cápita) | 546 | 680 | 1,094 | 1,308 |

Fuente: Banco Mundial. Indicadores de la base de datos

 IV. Datos sobre actividades apoyadas por FIDA en Perú

Cuadro 8. Cartera de proyectos financiados por el FIDA en Perú

| Proyecto | Monto total (millones US\$) | Aporte FIDA (millones US\$) | Aporte donantes (millones US\$) | Aporte contraparte nacional (US\$) | Aporte beneficiarios (US\$) | Fecha de Efectividad | Fecha de cierre | Estatus |
|---------------|-----------------------------|-----------------------------|---------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|----------------------|-----------------|-----------|
| MARENASS | 19 142 000 | 12 278 000 | 4 000 000 | 2 864 000 | -- | 09/04/97 | 30/06/05 | Cerrado |
| CORREDOR | 30 893 930 | 18 922 518 | | 4 902 237 | 7 069 175 | 17/10/00 | 31/12/08 | Cerrado |
| SIERRA SUR I | 21 784 829 | 15 984 829 | | 1 200 000 | 4 600 000 | 22/04/05 | 31/12/11 | Cerrado |
| SIERRA SUR II | 12 740 557 | 8 270 557 | 330 000 | 860 000 | 3 280 000 | 06/09/10 | 30/11/15 | Cerrado |
| SIERRA NORTE | 21 721 697 | 14 399 999 | 1 000 000 | 5 111 738 | 1 209 960 | 23/09/09 | 30/04/16 | Cerrado |
| PSSA | 36 468 155 | 19 997 627 | | 12 731 710 | 3 738 818 | 20/02/13 | 31/12/19 | Ejecución |
| PDTS | 74 512 000 | 28 500 000 | | 38 764 000 | 7 248 000 | 21/10/16 | 30/06/23 | Ejecución |

Cuadro 9. Donaciones nacionales, globales y regionales financiadas por el FIDA en Perú

| Nombre | Aporte FIDA (USD) | Beneficiario | Fecha de efectividad | Fecha de terminación |
|---|-------------------|-----------------------------------|----------------------|----------------------|
| Programa para el fortalecimiento de los sistemas gubernamentales de SyE de proyectos de desarrollo rural en América latina y el Caribe | 1 550 0000 | DESCO | 02-06-00 | 31-08-04 |
| | 850 0000 | | 04-08-04 | 31-03-08 |
| | 200 0000 | | 30-01-08 | 30-09-09 |
| Programa regional de rutas de aprendizaje | 900 000 | PROCASUR | 19-07-06 | 31-03-10 |
| | 1 500 000 | | 15-04-10 | 11-06-13 |
| Fondo de apoyo a los pueblos indígenas | 20 000 | CHIRAPAQ | 29-11-07 | 31-08-08 |
| | 18 500 | COPUCNA | 23-07-09 | 23-02-11 |
| | 30 0000 | Instituto del bien común | 04-08-09 | 07-09-10 |
| | 22 400 | FERIAAM | 29-11-07 | 30-11-08 |
| | 43 000 | Asociación comunal INKAWASI AWANA | 2011 | 2014 |
| Proyecto de Manejo Sostenible de Áreas Protegidas y bosques de la Sierra Norte del Perú | 1 843 000 | GEF | 26-09-11 | 30-06-17 |
| Análisis censo agropecuario | 300 000 | GRADE | 26-03-14 | 31-03-16 |
| Fortalecimiento de mercados, diversificación de ingresos y mejoramiento de las condiciones de vida en la Sierra Sur II | 210 000 | República del Perú | 31-12-14 | 30-11-15 |
| Scaling Up Regional Research and Small-scale Farmer Innovations within the Guinea Pig (<i>Cavia Porcellus</i>) Value Chain | 500 000 | CORPOICA | 03.09.15 | 30.09.18 |
| Strengthening Capacities and Tools to Scale Up and Disseminate Innovations | 3 500 000 | PROCASUR | 19-10-15 | 31-12-18 |
| Fortalecimiento de la innovación para mejorar los ingresos, la seguridad alimentaria y la resiliencia de productores | 1 400 000 | CIP | 10-12-15 | 31-12-18 |
| Rural Youth, Territories and Opportunities: A Policy Engagement Strategy | 1 751 000 | RIMISP | 14-11-16 | 31-12-19 |
| Back To The Roots; Using The Gastronomy As A Rural Development Tool | 492 000 | ICCO | 20-01-18 | 20-06-20 |
| Developing geo-referenced socio-economic data system and information for effective rural planning and development in isolated regions of Peru | 200 000 | UNFPA | 02-02-18 | 01-02-20 |
| Regional Programme for the Economic, Social and Political Empowerment with Cultural Identity of Afro-descendant Populations in Colombia, Ecuador and Peru | 1 800 000 | ACUA | 3-04-18 | 30-06-21 |

Cuadro 10. Listado de donaciones activas o planeadas

| Numero | Titulo | Ejecutor |
|-------------------|--|----------------|
| 2000000447 | "Conservation and sustainable use of Peru's high-Andean ecosystems through payments for environmental services to alleviate rural poverty and increase social inclusion" (Project IFAD MERESE) | MINAM |
| 2000000492 | Scaling Up Regional Research and Small-scale Farmer Innovations within the Guinea Pig (<i>Cavia porcellus</i>) value chain | CORPOICA |
| 2000000828 | "Strengthening Capacities and Tools to Scale Up and Disseminate Innovations" | PROCASUR |
| 2000000941 | "Programme for Strengthening Innovation to Improve Income, Food Security and Resilience of Potato Producers" | CIP |
| 2000001102 | "Improving Coordination Between Social Protection Interventions and Rural Productive Development in Developing Countries: Lessons from Latin America and Africa" | UNIANDES |
| 2000001512 | "Rural youth, territories and opportunities: a policy engagement strategy" | RIMISP |
| 2000001614 | "Regional Programme for the Economic, Social and Political Empowerment with Cultural Identity of Afro-descendant Populations in Colombia, Ecuador and Peru" | Fundación ACUA |
| 2000001617 | "Back to the Roots: Using Gastronomy as a Rural Development Tool" | ICCO |
| 2000001632 | "Empowering Indigenous Youth and Their Communities to Protect and Promote Their Food Heritage" | Slow Food |
| 2000001663 | "Development of Self-Assessment Tools of In-Country Results-Based Management Capacity in Agriculture" | Helvetas |
| 2000001805 | "Developing geo-referenced socio-economic data system and information for effective rural planning and development in isolated regions of Peru" | UNFPA |
| 2000002015 | "Innovation and promotion of bamboo through action research processes for resilient agriculture in Colombia, Ecuador and Peru" | INBAR |
| Under preparation | "Pro-poor Agricultural Innovation Systems for Sustainable and Resilient Agri-food Systems" | FAO |

Apéndice VII: Nota conceptual

Proyecto/programa NOTA CONCEPTUAL



Fecha: 31 de agosto de 2018

Nota Conceptual: República de Perú: Desarrollo productivo local en el norte del Perú

A. Posible área geográfica de intervención y grupo objetivo

1. Focalización en territorios pobres priorizados por el gobierno. El Gobierno ha seleccionado como el área geográfica de intervención dos regiones que concentran gran pobreza rural en territorios de sierra y selva alta del Norte del país, incluyendo cinco departamentos (Cajamarca, Ancash, Lima, San Martín y Amazonas) y diecisiete provincias (Cuadro 1). Las variables preliminares para la focalización del área son: (a) las condiciones de pobreza y exclusión de la población rural; (b) la baja presencia institucional y de servicios públicos de calidad; (c) la posibilidad de replicación de políticas y experiencias de otros proyectos previos de FIDA, y (d) la alta vulnerabilidad a desastres naturales y variabilidad climática.

Cuadro 1. Área del proyecto

| Departamento | Provincia | Población rural | % población rural / población total |
|--------------|----------------------|-----------------|-------------------------------------|
| Cajamarca | Cutervo | 933 832 | 67,29 |
| | Chota | | |
| | Santa Cruz | | |
| | San Pablo | | |
| | San Miguel | | |
| | Jáen | | |
| Ancash | Carhuaz | 380 505 | 35,79 |
| | Yungay | | |
| | Huaylas | | |
| Lima | Huarochiri | 9 684 | 2,0 |
| | Canta | | |
| | Huaral | | |
| San Martín | Moyobamba | 256 053 | 35,13 |
| | Lamas | | |
| | Rioja | | |
| Amazonas | Rodríguez de Mendoza | 209 990 | 55,85 |
| | Chachapoyas | | |

Fuente: INEI. Censo de población 2007

2. Clima. El área seleccionada configura territorios heterogéneos y parcialmente contiguos. En la sierra, el clima está determinado por las modificaciones altitudinales de la cordillera andina, que en sus niveles intermedios (2000 y 3500 msnm) presenta una temperatura anual media de 11°C a 16°C y precipitaciones que oscilan entre 50 y 1000 mm/año. Sus actividades económicas comprenden la ganadería, la agricultura (patatas, trigo, arroz, maíz y café), la minería y la artesanía. Mientras que en la selva predomina el clima tropical, con altas precipitaciones y temperaturas. La zona de transición entre Los Andes y la Amazonía, la Ceja de Selva o Rupa Rupa, presenta temperaturas anuales promedio de entre 22°C y 26°C, la Selva alta presenta una temperatura promedio anual de 31°C, con pocas variaciones térmicas durante el año. La agricultura, ganadería, minería, pesca, tala y artesanía son las principales actividades económicas.

3. Estructura demográfica de la zona de intervención. Según datos del Censo de 2007, la población de los departamentos focalizados está constituida por una leve mayoría de población masculina (52%) y un 17,5% de población joven (20-29 años). Cuando se publiquen los datos del Censo de Población, Vivienda y Comunidades Indígenas de 2017, se espera conocer la ubicación, las características y situación de las Comunidades Indígenas de la Amazonía y los Andes.

4. Niveles de pobreza. La población de las regiones de sierra (31,8%) y selva alta (28,6%) mantenía niveles de pobreza por encima del valor medio total (21,7%) en 2017. Estos valores son aún mayores en zonas rurales de la sierra (48,7%) y se acentúan fuertemente en la selva rural (41,4%) (Cuadro 2).

Cuadro 2. Población en situación de pobreza, según ámbito geográfico

| Ámbito geográfico | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017* |
|-----------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Total | 33,5 | 30,8 | 27,8 | 25,8 | 23,9 | 22,7 | 21,8 | 20,7 | 21,7 |
| Lima Metropolitana 1/ | 16,1 | 15,8 | 15,6 | 14,5 | 12,8 | 11,8 | 11,0 | 11,0 | 13,3 |
| Área de residencia | | | | | | | | | |
| Urbana | 21,3 | 20,0 | 18,0 | 16,6 | 16,1 | 15,3 | 14,5 | 13,9 | 15,1 |
| Rural | 66,7 | 61,0 | 56,1 | 53,0 | 48,0 | 46,0 | 45,2 | 43,8 | 44,4 |
| Región natural | | | | | | | | | |
| Costa | 20,7 | 19,8 | 17,8 | 16,5 | 15,7 | 14,3 | 13,8 | 12,8 | 14,4 |
| Sierra | 48,9 | 45,2 | 41,5 | 38,5 | 34,7 | 33,8 | 32,5 | 31,7 | 31,6 |
| Selva | 47,1 | 39,8 | 35,2 | 32,5 | 31,2 | 30,4 | 28,9 | 27,4 | 28,6 |
| Dominio geográfico | | | | | | | | | |
| Costa urbana | 23,7 | 23,0 | 18,2 | 17,5 | 18,4 | 16,3 | 16,1 | 13,7 | 15 |
| Costa rural | 46,5 | 38,3 | 37,1 | 31,6 | 29,0 | 29,2 | 30,6 | 28,9 | 24,6 |
| Sierra urbana | 23,2 | 21,0 | 18,7 | 17,0 | 16,2 | 17,5 | 16,6 | 16,9 | 16,3 |
| Sierra rural | 71,0 | 66,7 | 62,3 | 58,8 | 52,9 | 50,4 | 49,0 | 47,8 | 48,7 |
| Selva urbana | 32,7 | 27,2 | 26,0 | 22,4 | 22,9 | 22,6 | 20,7 | 19,6 | 20,5 |
| Selva rural | 64,4 | 55,5 | 47,0 | 46,1 | 42,6 | 41,5 | 41,1 | 39,3 | 41,4 |

*Estimado. Fuente: INEI

5. Grupo objetivo. El Proyecto destinará sus recursos a 45 500 familias de pequeños productores rurales en condición de pobreza, focalizados en los territorios de la sierra y la selva. Los pequeños productores forman parte de la agricultura familiar, que en Perú se caracteriza por tener un acceso limitado a la tierra, al capital, a bienes y a servicios de la oferta pública. Los pequeños productores rurales muestran una gran heterogeneidad, pero comparten estrategias de supervivencia comunes desarrolladas alrededor de la producción rural (agrícola y no agrícola), la cual es de baja productividad, subsistencia y poco articulada al mercado, lo que resulta en un bajo nivel ingresos y, por lo tanto, tienen condiciones de vida poco favorables para ellos y sus familias. Los pequeños productores presentan además un bajo nivel de organización, competitividad y capacidad empresarial. Realizan un manejo inadecuado de los recursos naturales y en las últimas décadas han incrementado su vulnerabilidad a la variabilidad climática.

6. La estrategia de focalización seguirá un criterio demográfico (valores proporcionales iguales o mayores), de manera que priorice la inclusión de grupos generalmente excluidos, especialmente las mujeres, jóvenes, poblaciones indígenas y afro-descendientes, que estén en situación de pobreza o afectadas por la desigualdad en el acceso a servicios y mercados. Otro criterio de focalización será la auto-focalización, donde los pequeños productores participarán únicamente, si están interesados y

comprometidos con las actividades vinculadas en los procesos territoriales y aceptando el principio de corresponsabilidad en las actividades.

B. Justificación y racionalidad

7. Un enfoque que ha demostrado sobradamente su eficacia. El nuevo Proyecto se basa en los aprendizajes y resultados obtenidos por el FIDA en los últimos veinte años en el país, y que de acuerdo a la Evaluación de la Estrategia y el Programa en el País (EEPP) presentada en febrero de 2018, demuestran que el FIDA contribuyó a mejorar notablemente las condiciones de vida de las familias y sus ingresos monetarios en las zonas donde actuó³⁰. Este enfoque tiene algunas características que se replicarán en el nuevo proyecto: (a) asignación transparente y participativa de recursos mediante concursos públicos; (b) transferencia monetarias directas a las asociaciones; (c) asistencia técnica mediante talentos rurales, y (d) administración independiente del proyecto mediante Núcleo Ejecutor Central, con autonomía administrativa.

8. Respuesta a prioridades del Gobierno de Perú, y apoyo explícito. El gobierno, a través del Ministerio de Agricultura y Riego (MINAGRI) y de su brazo ejecutor, AGRO RURAL, ha solicitado al FIDA que apoye financiera y técnicamente una nueva operación para el desarrollo productivo, la generación de ingresos, la mejora en las condiciones de vida y la gestión ambiental de los pequeños productores. La propuesta de proyecto se encuentra debidamente inscrita en el Sistema Nacional de Programación Multianual de Inversiones (Invierte.pe) del Ministerio de Economía y Finanzas (MEF)³¹.

9. El proyecto considerará los siguiente enfoques principales:

- Enfoque territorial. Se fortalecerá la aplicación del enfoque de desarrollo rural territorial para la reducción de la pobreza. El FIDA tiene experiencia en promover la transformación productiva de los pequeños productores, tomando en cuenta las oportunidades económicas sostenibles y las cadenas de valor favorables; así como de su articulación competitiva y sustentable en los mercados dentro y fuera de las regiones. Esta transformación productiva requiere de la concertación y cooperación de los actores locales y nacionales para cambiar las reglas formales e informales que excluyen a los más pobres de los procesos de desarrollo territorial y de los beneficios de la transformación productiva. Se aportarán metodologías para la participación comunitaria, de las familias y sus organizaciones en la identificación y priorización de proyectos comunitarios y negocios rurales. Se incluirán metodologías efectivas para la identificación de los activos del territorio, así como para el análisis de las oportunidades económicas y los riesgos, según las cadenas de valor y el mercado, para una mayor competitividad. También se fortalecerá la institucionalidad pública para el desarrollo rural territorial, especialmente de los gobiernos locales, como socios estratégicos.

- Desarrollo productivo sostenible. Este Proyecto buscará la mejora de los ingresos y las condiciones de vida de las familias de pequeños productores, mediante el aumento sostenido de la productividad (agrícola y no agrícola); para lo cual se identificarán y sistematizarán tecnologías, prácticas e innovaciones agrícolas y no agrícolas, que consideren la conservación de los recursos naturales y la adaptación al cambio climático; promoviendo la adopción y capacidad de adaptabilidad de las tecnologías. Un elemento importante será el fortalecimiento de capacidades de los oferentes técnicos en nuevas tecnologías.

³⁰ Peru Country Strategy and Programme Evaluation: <https://www.ifad.org/web/ioe/event/asset/39823254>

³¹ Oficio No.216-2018-EF/52.04. Abril 2018.

- Construcción de capacidades para la gestión ambiental y resiliencia al cambio climático. La experiencia de FIDA para articular una producción más resiliente a la variabilidad climática, permitirá introducir conocimientos y prácticas para la mitigación del riesgo ambiental y climático, aportando elementos de sostenibilidad y resiliencia en las iniciativas productivas, de transformación y comercialización de los pequeños productores.
- Mejora de la competitividad y enlace directo con mercados. El fomento de la producción estará directamente relacionada con el mercado, de manera que no se impulsarán negocios productivos si no está asegurado el mercado. Lo anterior, implica el fortalecimiento en el análisis de mercados y la definición de estrategias y recursos para la competitividad. Se fortalecerá el equipo del proyecto con especialistas en mercados, así como el desarrollo de innovaciones del mercado (redes empresariales, enfoque 4P, circuitos cortos y encadenamientos productivos), incluyendo la aplicación de buenas prácticas de manufactura de los alimentos.
- Inclusión y equidad. Con la adopción del enfoque territorial y el reconocimiento de la presencia de grupos vulnerables y tradicionalmente excluidos, el proyecto incorporará a las mujeres, las personas jóvenes poblaciones indígenas y otras minorías como grupos prioritarios. El FIDA aportará sus ventajas comparativas en el diseño e implementación de estrategias que incentiven su participación efectiva en la toma de decisiones y en el empoderamiento económico, social y político, en igualdad de condiciones con el resto de la población objetivo.
- Enfoque étnico y multicultural para generar beneficios a las comunidades y familias de la población indígena y afro, promoviendo su autonomía para el etnodesarrollo. El FIDA promoverá el uso de metodologías que revaloren la relación especial con el territorio y la sostenibilidad ambiental de las actividades tradicionales. Se promoverá el análisis de las líneas productivas que los pueblos étnicos han definido a partir de los planes de vida y se promoverá la participación con perspectiva de género y generacional en las actividades económicas. Los derechos de autodeterminación de los pueblos indígenas y afro serán respetados, con la aplicación del mecanismo especial de consulta previa.
- Integración de seguridad alimentaria y nutrición (SAN). La deteriorada situación alimentaria y nutricional del país requiere del proyecto una estrategia clara de incremento de la producción orientada tanto a la demanda efectiva como a las necesidades de autoconsumo de las familias. Se fortalecerá la diversificación de las actividades generadoras de ingresos como estrategia de supervivencia y resiliencia de los hogares. Y se promoverán acciones en apoyo a la nutrición: i) incorporación de mensajes nutricionales (cambios en el consumo); ii) asistencia técnica sobre inocuidad y salubridad de los alimentos; iii) capacitación sobre buenas prácticas para el mercado (empaques, etiquetas). Dentro del enfoque de desarrollo territorial el proyecto promoverá la articulación de acciones con entidades responsables de la nutrición (MIDIS, Ministerio de Educación, gobiernos locales y regionales).

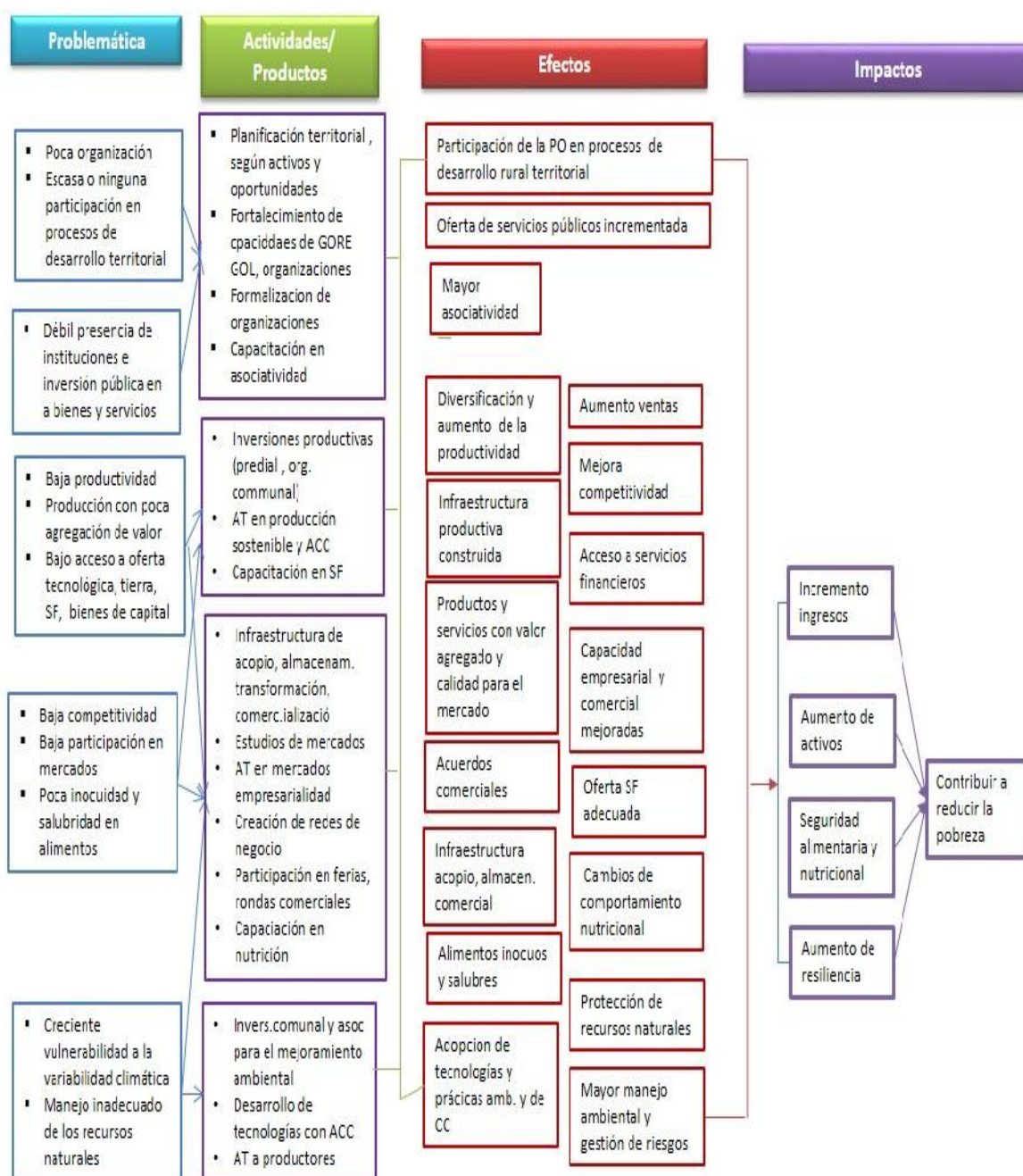
C. Principales objetivos del Proyecto

10. El Objetivo de Desarrollo del Proyecto es “incrementar las condiciones económicas y de vida de los pequeños productores en condición de pobreza del área de intervención”. Con el logro de este objetivo se espera contribuir al siguiente fin: “reducir la pobreza de los pequeños productores en las Provincias de Cajamarca, Ancash, Amazonas, San Martín y Lima”.

11. Teoría de cambio. El objetivo central para el Gobierno es la reducción de la pobreza, y el crecimiento económico con inclusión social, para lo cual se han propuesto el aumento de la productividad, la competitividad y la presencia del Estado en el área

rural con servicios públicos de calidad. El Proyecto busca hacer una contribución concreta en el aumento de ingresos, activos, la mejora de la seguridad alimentaria y nutricional y la mejor asociatividad de los pequeños productores, sus organizaciones y las comunidades de las áreas priorizadas. El fortalecimiento de los procesos y de las capacidades institucionales (públicas, organizaciones) para el desarrollo rural de los territorios, permitirá alcanzar un mayor reconocimiento y empoderamiento económico, social y ambiental de las comunidades y los pequeños productores y en especial de las mujeres, jóvenes e indígenas (Gráfico 1).

Gráfico 1. Teoría de cambio



D. Escalamiento

12. Para el gobierno y el FIDA, esta nueva operación representa una oportunidad para capitalizar, ampliar y mejorar la experiencia e innovaciones (concursos mediante CLAR³², talentos rurales, transferencias monetarias directas) de los últimos años en desarrollo rural territorial y reducción de pobreza rural, proveniente de los proyectos MARENASS, Corredor Puno-Cuzco, Sierra Sur I y II, y Sierra Norte, y más recientemente, el PSSA y PDTs; así como de la participación en diferentes donaciones (género, diálogo de políticas, juventud, otros). Además, el FIDA cuenta con una base de conocimientos que serán revisados adaptados para innovar la actividad productiva, el desarrollo empresarial, el acceso a mercados, la oferta de servicios financieros inclusivos, y los servicios de asistencia técnica entre otros.

E. Apropiamiento, armonización y alineamiento

13. Respuesta a prioridades nacionales. El proyecto se inscribe dentro de las prioridades de la política económica para incrementar la productividad y competitividad; promover una mayor inclusión social y reducción de pobreza y una mayor presencia del Estado en las zonas rurales. De forma específica, se vincula con la Política Nacional Agraria³³, en sus objetivos de contribuir al desarrollo económico sostenible de los productores; mediante el fomento de la asociatividad; el incremento de la productividad, competitividad y sostenibilidad de la producción y el acceso de la producción a los mercados. Asimismo, se enmarca dentro de la Ley de Promoción y Desarrollo de la Agricultura Familiar, política que busca la mejora de las condiciones de vida de los pequeños productores³⁴.

14. En el contexto global, la iniciativa responde a las propuestas de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible, contribuyendo a los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS) fundamentales: ODS 1, apoyando la disminución de la pobreza en el entorno rural del Perú mediante la generación de ingresos y empleos, y ODS 2, aumentando la productividad para reducir el hambre y mejorar la seguridad alimentaria y nutricional. A nivel de país, la propuesta tiene en cuenta las metas establecidas en el Marco de Asistencia de las Naciones Unidas para el Desarrollo (MANUD) 2017-2021, del que FIDA es un firmante.

15. Alineamiento con las prioridades del FIDA y del nuevo COSOP. Este proyecto guarda armonía con las prioridades del FIDA, expresadas en el Marco Estratégico del FIDA (2016-2025) para favorecer una transformación rural inclusiva y sostenible, y se relaciona directa e inequívocamente con sus tres Objetivos Estratégicos: Incremento de las capacidades productivas de la población rural pobre (OE1); Aumento de la participación en mercados (OE2), y Fortalecimiento de la sostenibilidad ambiental y resiliencia climática de las actividades económicas de la población rural pobre (OE3).

16. Además, se enmarca dentro de la lógica del nuevo COSOP, respondiendo a sus propuestas estratégicas, aumentando la productividad de los pequeños productores agrarios (OE1) y mejorando el acceso a mercados de los pequeños productores de forma sostenible (OE2). Asimismo, responde a las indicaciones del Acuerdo en el Punto de Culminación (APC), especialmente las recomendaciones 1 y 2.

³² Los Comités Locales de Asignación de Recursos (CLAR) son instancias que están integradas por representantes del Gobierno (central, regional, local) y de la sociedad civil (ONG, asociaciones), cuya función principal es la de evaluar las propuestas presentadas por las organizaciones locales que concursan para acceder a fondos públicos con la finalidad de ejecutar sus planes de negocio o manejo de recursos naturales

³³ Política Nacional Agraria. Ley N° 300482. Actualizada en julio 2017

³⁴ Ley de Promoción y Desarrollo de la Agricultura Familiar. Ley N° 30355. El Peruano. Octubre 2015.

F. Componentes y actividades

17. Componente 1. Desarrollo de la economía del territorio y los pequeños productores. Se busca generar un crecimiento económico sostenible e inclusivo de los pequeños productores, dinamizando las economías locales. Comprenderá:

- Subcomponente de desarrollo económico local. Sus principales actividades incluyen el financiamiento de inversiones que potencien los negocios productivos, de comercialización, transformación y de gestión de recursos naturales y ambiente de los productores organizados y las comunidades. Estas inversiones se realizarán a través de planes económicos locales, implementados por organizaciones (intermedias, avanzadas) con capacidades de empresariales. Las actividades incluyen: identificación de propuestas; formulación participativa de planes económicos locales; cofinanciamiento y apoyo técnico, seguimiento y evaluación durante la implementación.
- Subcomponente de negocios productivos rurales. Consiste en el financiamiento de inversiones productivas, de transformación y comercialización de pequeños productores organizados. Las inversiones serán priorizadas de acuerdo con las cadenas de valor, vocaciones, potencialidades, oportunidades de mercados y riesgos identificados, que sean favorables a los pequeños productores, mujeres, personas jóvenes y poblaciones indígenas y en consideración de la variable cultural. Las actividades principales incluyen: identificación de propuestas de inversión; formulación de planes de negocios; aprobación en CLAR; apoyo en la ejecución y consolidación de planes de negocio (financiamiento de segunda etapa); asistencia técnica; y seguimiento y evaluación. Además incluirá acciones de capacitación en nutrición a nivel comunitario.
- Subcomponente de desarrollo de los recursos naturales y gestión ambiental. Comprenderá el desarrollo de inversiones en activos naturales de las comunidades, las unidades agropecuarias y las organizaciones, para la protección de los recursos naturales y la mitigación del riesgo ambiental. Estas inversiones se realizarán mediante transferencias de recursos no reembolsables otorgadas a través de Planes de Gestión Territorial de Recursos Naturales y Ambiente (PGT-RNA). Las actividades principales incluyen: identificación de propuestas según planes territoriales; formulación de PGT-RNA; apoyo a la implementación (financiamiento, asistencia técnica, capacitación); seguimiento y evaluación; y desarrollo de tecnologías sustentables y con adaptación al cambio climático.
- Subcomponente de servicios financieros inclusivos. Está dirigido a mejorar el acceso de los pequeños productores a los servicios financieros, que permitan ampliar y proteger sus inversiones. Entre sus actividades están: la educación financiera; el otorgamiento de incentivos de ahorro (mujeres y jóvenes) y el uso de pólizas; la preparación del negocio (individual, organizativo) para la inclusión en el sistema financiero formal, y la articulación con entidades financieras para la adecuación de servicios financieros según las características de la población objetivo.

18. Componente 2. Acceso sostenible a los mercados. Está dirigido a facilitar las condiciones para mejorar la competitividad y el acceso a los mercados de los pequeños productores y será coordinado por un especialista en comercialización y marketing. Las actividades incluyen: realización de investigaciones y estudios de mercados; asistencia técnica en comercialización; desarrollo de productos (etiquetas, empaques, mensajes nutricionales); fomento de redes de negocios; facilitación de alianzas de comercialización especialmente con el sector privado; ferias, rondas comerciales; fortalecimiento de capacidades de talentos locales en comercialización; y capacitación en comercialización a productores.

19. Componente 3. Fortalecimiento de las instituciones para el desarrollo rural territorial. Comprende dos subcomponentes:

- Subcomponente de fortalecimiento de las organizaciones de productores. Comprende la creación y/o apoyo en la formalización de las organizaciones de los productores, con énfasis en la participación de mujeres, jóvenes y poblaciones indígenas y; el fortalecimiento de las capacidades asociativas. Las actividades incluyen: asesoría legal y otorgamiento de incentivos para la formación de organizaciones, capacitación en asociatividad, desarrollo de alianzas.

- Subcomponente de fortalecimiento institucional. Está dirigido a mejorar las capacidades de las instituciones públicas para el desarrollo rural territorial, especialmente de los gobiernos regionales y locales. Comprende el otorgamiento de incentivos para el fortalecimiento de oficinas locales de desarrollo; la capacitación en procesos de planificación territorial, formulación e implementación, seguimiento y evaluación de proyectos; articulación y coordinación institucional.

20. Componente 4. Gestión y administración del proyecto. En este componente se realizarán las acciones de coordinación de la ejecución, seguimiento, evaluación y gestión financiera y administrativa.

G. Categoría social y ambiental preliminar

21. Se espera que las actividades productivas apoyadas tengan bajo impacto ambiental por su pequeña escala. Durante el diseño se realizará un examen detallado tomando en cuenta que las actividades productivas se desarrollan en zonas ecológicas que por su relieve y características climáticas están permanentemente expuestas a riesgos de deterioro ambiental y pérdida de recursos naturales (deforestación, contaminación de aguas, erosión de suelos, etc.), por lo que se debe asegurar el cumplimiento de las normas ambientales vigentes y la adopción de prácticas de manejo del riesgo ambiental. Se considera que la categoría ambiental será B, porque los posibles impactos ambientales serían de limitado alcance o menor magnitud.

H. Clasificación de riesgo climático preliminar

22. El Proyecto fortalecerá las capacidades de los pequeños productores para la resiliencia y adaptación a la variabilidad climática, que protejan tanto a la población como a las inversiones económicas, mediante la adopción de buenas prácticas adaptadas al cambio climático, haciendo uso racional de los recursos naturales. La aplicación de estas tecnologías harán que el Proyecto tenga un riesgo climático moderado.

I. Costos y financiamiento

23. El costo total del Proyecto se estima en USD 66,5 millones. El financiamiento por el FIDA (préstamo) se estima en USD 22,9 millones (34.5 %) y por el Gobierno (recursos ordinarios) en USD 43,6 millones (65.5 %). La población objetivo aportará recursos bajo la figura de corresponsabilidad, cuyo valor será determinado en la fase de diseño, pero buscando identificar opciones que no excluyan a los más pobres (especie, efectivo). El período de ejecución se estima en cinco años.

J. Organización y administración

24. El organismo responsable del Proyecto será el MINAGRI, ente rector del sector agrícola, responsable del diseño y ejecución de las políticas para el desarrollo rural y agrícola. MINAGRI ejecutará el proyecto a través del Programa de Desarrollo Productivo Agrario Rural (AGRO RURAL).

25. MINAGRI y AGRO RURAL serán responsables de la efectiva ejecución del Proyecto mediante la administración financiera y administrativa, la planificación, supervisión, seguimiento y evaluación y la sistematización continua de las mejores prácticas y experiencias. Será también responsable de facilitar las alianzas para movilizar recursos complementarios para la cofinanciación de iniciativas de la población objetivo, con gobiernos territoriales y para la articulación al mercado con las empresas privadas, entre otros. Al igual actuará como concertar con otras entidades del gobierno (nacional, regional, local), el sector financiero y otras entidades presentes en el territorio, que contribuyan a los objetivos y sostenibilidad de las acciones del proyecto. Para la orientación estratégica del proyecto se creará un Comité de Orientación Estratégica (COE).

26. Las funciones de coordinación, gestión y administración se realizarán desde Lima, a través de una Unidad de Ejecución de Proyecto (UEP), adscrita a AGRO RURAL. Esta Unidad actuará como Núcleo de Ejecución Central (NEC), con autonomía funcional y administrativa.

27. La ejecución del Proyecto se realizará de manera desconcentrada, a través de equipos técnicos de las agencias territoriales de AGRO RURAL, quienes mantendrán una coordinación directa con el Coordinador y el equipo del Proyecto. La ejecución incluirá dos modalidades: ejecución directa por AGRO RURAL y ejecución a través de oferentes de servicios, contratados directamente por la población objetivo.

K. Indicadores de seguimiento y evaluación, gestión del conocimiento y aprendizaje

28. Se elaborará un sistema de Planificación, Seguimiento, Evaluación y Gestión del Conocimiento (PSEG) que responda a las políticas y los sistemas nacionales de planificación, seguimiento y evaluación (reducción de brechas), así como a los lineamientos del FIDA. Este sistema contará con instrumentos participativos, sencillos y en línea. El seguimiento y la evaluación se basarán en el marco lógico. Se levantará la línea de base, al inicio de la ejecución del Proyecto y se definirá una metodología robusta para el seguimiento y la evaluación de resultados.

29. La gestión del conocimiento se centrará en el análisis de resultados y de aprendizajes sobre las innovaciones y el escalamiento de experiencias a los territorios y para retroalimentar la política pública de desarrollo rural, agrícola y otros, incluyendo el desarrollo de iniciativas para el incremento de la productividad y producción sostenible y resiliente al cambio climático, partiendo de su vinculación con los mercados, y la inclusión y equidad.

L. Riesgos

30. Perú presenta un contexto político e institucional inestable, con un gobierno nacional en consolidación, lo que imponen una serie de riesgos, que requieren de medidas de mitigación claras y que deben ser continuamente monitoreadas. Los principales riesgos identificados son: i) contexto político e institucional inestable; ii) coordinación inter institucional (nacional, sectorial, local) limitada; iii) gobiernos locales (regionales, distritales) débiles; iv) limitadas capacidades de las instituciones para la implementación de proyectos; v) desconfianza de la población rural en la institucionalidad pública, y vi) alta vulnerabilidad al cambio climático.

M. Programación

31. Se espera llevar a cabo el siguiente proceso hasta su aprobación final:

| | |
|------------------|---|
| Noviembre 2018: | Establecimiento del Project Design Team e inicio oficial del diseño |
| Enero 2019: | Preparación de la nota conceptual |
| Febrero 2019: | Aprobación de la Nota Conceptual (OSC) |
| Marzo 2019: | Diseño del proyecto (misión principal) |
| Abril 2019: | Revisión del diseño por FIDA (Design Review Meeting) |
| Mayo 2019: | Finalización del diseño del proyecto (misión final) |
| Junio 2019: | Revisión final de FIDA (QAG Desk Review) |
| Septiembre 2019: | Endoso por GoP y FIDA (Vicepresidente Asociado PMD) |
| Octubre 2019: | Negociación del financiamiento entre GoP y FIDA |
| Diciembre 2019: | Aprobación por Junta Ejecutiva de FIDA |

N. MARCO LÓGICO

| Jerarquía de objetivos | Indicadores | | | | | Medios de verificación | | | Supuestos (A) / Riesgos (R) |
|---|---|------------|-------|---------------|------------|---|--|-------------|--|
| | Nombre | Línea base | Año 1 | Medio término | Meta final | Fuente | Frecuencia | Responsable | |
| Fin: contribuir a reducir la pobreza de los pequeños productores de las Provincias de Cajamarca, Ancash, Amazonas, San Martín y Lima | <ul style="list-style-type: none"> Reducción de la pobreza (-10%) y pobreza extrema (-5%), DCI y anemia en el área de intervención Reducción de la DCI y la anemia | LB | -- | | | Estadísticas sociales del INEI Estadísticas de salud | Inicio, Intermedio, Final Inicio, Intermedio, Final | UEP UEP | Las prioridades de la política económica para el desarrollo productivo inclusivo y la competitividad y de la política sectorial agrícola se mantienen estables |
| Objetivo de desarrollo: Incrementar las condiciones económicas y de vida de los pequeños productores en condición de pobreza del área de intervención | <ul style="list-style-type: none"> Número de pequeños productores y organizaciones que incrementan los ingresos y el valor económico de los activos Número de pequeños productores que han aumentado su seguridad alimentaria y nutricional³⁵ Número de pequeños productores que han aumentado su resiliencia | LB | -- | | | -Estudio de evaluación | Inicio, Intermedio Final | UEP | |
| R1. Pequeños productores, organizaciones que mejoran acceso a infraestructura local | <ul style="list-style-type: none"> Número de pequeños productores, organizaciones que declaran tener mayor acceso físico a instalaciones de producción, comercialización, transformación, acopio local | LB | - | | | -Estudio evaluativo | Anual | UEP | El sistema político nacional y local se fortalece en su gobernanza y capacidad de gestión |
| Productos: 1.1 Infraestructura local construida o rehabilitada | <ul style="list-style-type: none"> Número de instalaciones de producción (riego), acopio comercialización, transformación construida o rehabilitada | LB | - | | | -Registros de seguimiento | Semestre | UEP | |
| R.2 Pequeños productores, organizaciones incrementan productividad | <ul style="list-style-type: none"> Número de Pequeños productores, organizaciones que incrementan productividad en % | LB | | | | -Registros de seguimiento | Semestre | UEP | |
| Productos 2.1 Capacitación en técnicas y prácticas agrícolas y pecuarias | <ul style="list-style-type: none"> Número de pequeños productores, organizaciones capacitados en técnicas y prácticas agrícolas y pecuarias | 0 | | | | -Registros de seguimiento | Semestre | UEP | |
| R3. Pequeños productores, organizaciones, comunidades mejoran sus activos naturales | <ul style="list-style-type: none"> Número de pequeños productores organizaciones y comunidades que han adoptado prácticas y tecnología para la protección de recursos naturales, el ambiente y la ACC | 0 | - | | | -Estudio evaluativo | Anual | UEP | |

³⁵ Using the indicator of Minimum Dietary Diversity for Women recommended by IFAD

| Jerarquía de objetivos | Indicadores | | | | | Medidos de verificación | | | Supuestos (A) / Riesgos (R) |
|--|--|------------|-------|---------------|------------|----------------------------|------------|-------------|-----------------------------|
| | Nombre | Línea base | Año 1 | Medio término | Meta final | Fuente | Frecuencia | Responsable | |
| | ▪ Porcentaje de pequeños productores organizaciones y comunidades que mejoran activos naturales (has reforestadas, masas de agua para producción, áreas con prácticas culturales, otros) | LB | - | | | -Estudio evaluativo | Anual | UEP | |
| Productos: 3.1 Pequeños productores, organizaciones, comunidades que reciben apoyo para gestionar de manera sostenible los recursos naturales, riegos ambientales y del clima | ▪ Número de pequeños productores, organizaciones y comunidades que reciben apoyo para gestionar de manera sostenible los recursos naturales y riesgos ambientales y del clima | 0 | | | | -Registros de seguimiento | Semestral | UEP | |
| R4. Pequeños productores y organizaciones que acceden a servicios financieros inclusivos | ▪ Número de pequeños productores (mujeres, jóvenes, indígenas) organizaciones que acceden a servicios financieros rurales | LB | | | | -Registros de seguimiento | Semestral | UEP | |
| Productos 4.1 Familias capacitadas en educación financiera | ▪ Número de familias capacitadas en alfabetización financiera | 0 | | | | -Registros de seguimiento | Semestral | UEP | |
| R.5 Pequeños productores y organizaciones incrementan acceso sostenido a mercados | ▪ Número de productores y organizaciones que incrementan las ventas según mercados diversificados | LB | | | | -Registros de ventas | Anual | UEP | |
| Productos 5.1 Pequeños productores, organizaciones, talentos / promotores capacitados en gestión empresarial, mercados | ▪ Número de pequeños productores y organizaciones, talentos/promotores capacitados en gestión empresarial y mercados | 0 | - | | | -Registros de capacitación | Semestre | UEP | |
| 5.2 Pequeños productores y organizaciones con acuerdos comerciales establecidos | ▪ Número de pequeños productores y organizaciones que cuentan con acuerdos comerciales | 0 | | | | -Registros de capacitación | Semestre | UEP | |
| 5.3 Organizaciones cuentan con infraestructura de acopio, almacenamiento, comercialización construida o rehabilitada | ▪ Número de instalaciones de acopio, almacenamiento, comercialización, construida o rehabilitada | LB | - | | | -Registros de obras | Semestre | UEP | |
| R6. Pequeños productores y organizaciones fortalecen su asociatividad | ▪ Número de Pequeños productores y organizaciones fortalecen su asociatividad | | | | | | | | |

| Jerarquía de objetivos | Indicadores | | | | | Medidos de verificación | | | Supuestos (A) / Riesgos (R) |
|---|--|------------|-------|---------------|------------|-------------------------|------------|-------------|--------------------------------|
| | Nombre | Línea base | Año 1 | Medio término | Meta final | Fuente | Frecuencia | Responsable | |
| Productos 6.1 Organizaciones de pequeños productores formalizadas y capacitadas en asociatividad | ▪ Número de organizaciones formalizadas y capacitadas (xx organizaciones de mujeres, jóvenes indígenas) | | | | | | | | |
| R7. Instituciones públicas nacionales y GORE, GOL fortalecidos para el desarrollo rural territorial | ▪ Número de instituciones públicas nacionales y GORE, GOL, que declaran haber mejorado su gestión para el desarrollo rural territorial | | | | | | | | |

Expediente principal 1: La pobreza rural y las cuestiones relativas a los sectores agrícola y rural

| Área prioritaria | Grupos afectados | Aspectos centrales | Acciones requeridas |
|---|--|--|--|
| Pobreza rural | | | |
| Pobreza y desigualdad rural | <ul style="list-style-type: none"> Hogares dedicados a la pequeña producción agropecuaria asentados en áreas rurales. Han sido sistemáticamente, excluidos del acceso a activos productivos y oportunidades de mercado. Muchos de ellos presentan inseguridad alimentaria, desnutrición crónica y anemia. Grupos altamente vulnerables: niños, jóvenes, mujeres, pueblos indígenas, afrodescendientes, adultos mayores y personas con discapacidad | <ul style="list-style-type: none"> De 2000 a 2016 se dio una reducción sistemática de la pobreza, aunque persistía la pobreza rural (54,8% a 20,7%) (INEI, 2017). La pobreza aumentó en un punto porcentual entre 2016-2017 (INEI, 2018), siendo este incremento mayor en la pobreza urbana. La desigualdad es alta e insuficientemente abordada. Las vulnerabilidades están entrelazadas y se potencian entre sí. Aspectos como el género, la edad y el origen étnico están interrelacionados e intensifican la vulnerabilidad de ciertos grupos. En particular, ser mujer joven indígena generalmente conduce a un mayor número de privaciones Se requieren enfoques multi dimensionales para abordar la heterogeneidad de las poblaciones rurales, así como para analizar la interacción entre las múltiples privaciones experimentadas principalmente, por la población rural en áreas como el acceso a educación y salud de calidad, empleo y protección social | <ul style="list-style-type: none"> Enfatizar un ámbito estratégico más amplio para la intervención del FIDA centrado en la pobreza y la desigualdad, con énfasis en un enfoque territorial, de inclusión, equidad y sostenibilidad. Incluye la integración de la población más pobre. Impulsar estrategias de desarrollo rural integral que busquen corregir los desequilibrios regionales en la provisión de bienes públicos y servicios sociales. Promover acciones orientadas a incrementar la productividad y producción agrícola y no agrícola de las familias dedicados a la pequeña producción, según demanda y articulada dentro de cadenas de valor y con ACC. Promover la igualdad de oportunidades y el empoderamiento económico de los grupos más vulnerables, incrementando el ingreso, el empleo y activos y mejorando la seguridad alimentaria y nutricional. Incluir planes de acción afirmativa para cerrar las brechas existentes entre las poblaciones más vulnerables de las zonas rurales. Incluir un sistema de incentivos (capacitación, concursos, premios, fondos no reembolsables, corresponsabilidad ajustada) para sostener la participación de los grupos más vulnerables. Desarrollar programas de formación para el empleo y autoempleo de jóvenes, mujeres y otros grupos |
| Provisión de bienes y servicios públicos para la producción | Total de la población rural, productores de pequeña producción | <ul style="list-style-type: none"> Existe una baja oferta de bienes y servicios públicos (asistencia técnica, capacitación, información) de calidad y un escaso acceso a activos productivos (tierra) y servicios financieros rurales, lo cual limita el desempeño de las actividades económicas rurales. | <ul style="list-style-type: none"> Fomento de estrategias de inclusión productiva para la AF y no agrícola y del trabajo asalariado formal, incluyendo: un enfoque de desarrollo rural territorial, basado en las oportunidades; acceso a activos y mercados; adecuación de los servicios financieros a la AF implementación de instrumentos para el manejo de los riesgos de mercado y climáticos; establecimiento de un modelo eficiente de comercialización y distribución de productos e |

| Área prioritaria | Grupos afectados | Aspectos centrales | Acciones requeridas |
|---|-------------------------|--|--|
| | | | <p>insumos agropecuarios; impulso a un modelo de asistencia técnica integral, y a la construcción/rehabilitación de vías terciarias</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fortalecer el modelo de los talentos y avanzar en su formación más especializada para mejorar la asesoría a los pequeños productores. ▪ Fortalecer los GORE y GOL para la mejora en la prestación de servicios en los territorios. ▪ Apoyar estrategias de acceso a la tierra (procesos agrarios de clarificación de la propiedad, recuperación de baldíos indebidamente ocupados, procedimientos administrativos de revocatoria directa de titulaciones ilegales, compra de predios) y modernización de la infraestructura de adecuación de tierras |
| Inversión pública rural | Toda la población rural | <ul style="list-style-type: none"> ▪ La inversión pública rural ha aumentado más del 400% en los últimos 10 años (Fort & Paredes, 2014) en áreas como infraestructura productiva (Ej., riego, caminos rurales, electrificación, agua y saneamiento), infraestructura social, programas de apoyo directo dirigidos a productores y programas de apoyo social para la población rural ▪ Más de la mitad de la inversión se enfocó en infraestructura productiva, sin embargo se requiere de mayor inversión para atender las desigualdades urbanas- rurales ▪ La lógica del sistema nacional de inversión pública es un desafío importante para sostener estos esfuerzos en otras áreas | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Establecer una coordinación permanente con el Ministerio de Economía y Finanzas (Inversión Pública) y conocer las proyecciones de inversión actuales en áreas rurales (así como los detalles operativos asociados a la implementación del recientemente lanzado Sistema Nacional de Programación Multianual y Gestión de Inversiones (INVIERTE.PE), especialmente en un enfoque de desarrollo rural territorial. ▪ Con base en las proyecciones establecer alianzas con instituciones para canalizar servicios y obras en las zonas y grupos de intervención del FIDA. ▪ Realizar inversiones para el desarrollo de obras de apoyo a la producción (Ej., riego, centros de acopio, transformación, criaderos de animales, rehabilitación de caminos) a nivel familiar, organizativo y comunal. |
| Institucionalidad de esfuerzos en torno al desarrollo rural | Toda la población rural | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conceptualmente, la definición de "rural" sigue siendo genérica y ambigua. Esto pone en peligro las posibilidades de explicar tendencias, evaluar patrones de heterogeneidad e informar la toma de decisiones ▪ En términos de instrumentos de política, la Estrategia Nacional de Desarrollo Rural (2004) no se ha implementado sistemáticamente y no se ha actualizado a la fecha. Además otras políticas (Promoción de la AF, | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Facilitar esfuerzos a diferentes niveles (nacional, regional, local) hacia la institucionalidad e institucionalización de los procesos relacionados con el desarrollo rural: (i) Mejora de sistemas de información y conocimiento (con el INEI para generar datos precisos y sistemáticos para la toma de decisiones); (ii) diseño de políticas (con PCM para preparar la Estrategia Nacional para el Desarrollo Rural Territorial en coordinación con MIDIS y MINAGRI), (iii) financiamiento (con el MEF) para visibilizar un programa presupuestario integrado para el desarrollo rural) (iv) el |

| Área prioritaria | Grupos afectados | Aspectos centrales | Acciones requeridas |
|----------------------------------|---|---|---|
| | | <p>Seguridad Alimentaria y nutricional, otras) terminan su vigencia en el 2021.</p> <ul style="list-style-type: none"> La política agraria se ha actualizado, siendo sus prioridades el fomento de la asociatividad, la productividad y el mercado. En la actualidad, ninguno de los sectores gubernamentales tiene la competencia formal de liderar políticas y acciones para la promoción del desarrollo rural. Financieramente, la Ley de Presupuesto Público de 2018 estableció las prioridades principales: reconstrucción, seguridad, revolución social (educación, salud, vivienda y saneamiento) e infraestructura (MEF, 2018). | <p>fortalecimiento de capacidades para el desarrollo rural territorial en todos los niveles.</p> <ul style="list-style-type: none"> Fortalecer el trabajo con Gobiernos Regionales y Locales, por su acción directa y mandatoria en la implementación y seguimiento de proyectos e iniciativas de desarrollo rural. Alianzas con las universidades y los centros de investigación para mejorar la prestación de servicios de capacitación y educación. |
| Aspectos agrícolas/rurales | | | |
| Agricultura/agricultura familiar | <p>Productores agrarios (subsistencia, pequeños, medianos)</p> <p>Productores comerciales</p> <p>Trabajadores rurales</p> <p>Microempresarios rurales</p> | <ul style="list-style-type: none"> Los productores agrarios de la AF representa el 97% del total de las UA (2014). El 80% de las UA tienen menos de 5 has y presentan alto fraccionamiento Laboran más de 3 millones (83%) de trabajadores agrícolas La AF incluye la producción agrícola/pecuaria, el manejo forestal, la industria rural, la pesca artesanal. Predominancia de la AF en la producción de alimentos Mayor relacionamiento de la AF con la demanda nacional Incremento del uso indiscriminado de agroquímicos AF afectada por mayor variabilidad climática Existe revalorización de variedades nativas Poco uso de semillas de calidad Presencia de brechas de infraestructura productiva Alta degradación de suelos Mayor deforestación de bosques Recurso hídrico no es usado eficiente y | <ul style="list-style-type: none"> Generar mecanismos para integrar, de manera diversa y sostenida, la AF al mercado, promoviendo un enfoque de cadenas de valor y mayor vinculación con el sector privado. Explorar alternativas como la agricultura orgánica o ecológica (basada en la Agroecología), para lograr la intensificación ecológica, agronómica y socioeconómica de la agricultura familiar. Impulsar iniciativas para los trabajadores agrícolas de la AF (capacitación y formación para el empleo, creación de empresas de servicios) para mejorar sus ingresos, activos y calidad de empleo. Fortalecer la asociatividad de los productores de la AF. Mejorar el acceso a servicios y bienes de apoyo a la producción agrícola y no agrícola Incentivar la producción no agrícola y articulada con lo agrícola (p. ej. turismo rural y producción agrícola) Incentivar el uso de paquetes tecnológicos ambientalmente aceptados y con adaptación al cambio climático. Desarrollo de prácticas para la protección y gestión del recurso hídrico. |

| Área prioritaria | Grupos afectados | Aspectos centrales | Acciones requeridas |
|--|---|---|--|
| | | <p>sostenidamente</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Limitada innovación agraria ▪ Cambios demográficos de la población rural ▪ Altos precios de los alimentos ▪ Limitado acceso de productores de la AF a productos financieros ▪ Expansión de agricultura de exportación por políticas de incentivos | |
| Pluri-actividad es una tendencia reciente y creciente en el ámbito rural | Productores agrarios Productores comerciales Trabajadores rurales Microempresarios rurales | <ul style="list-style-type: none"> ▪ La agricultura sigue siendo la principal actividad económica de las comunidades rurales pero no es la única. Hay una tendencia a las horas extraordinarias hacia la "pluriactividad" (combinación estacional de diferentes actividades económicas) ▪ Este patrón está asociado a la migración estacional, de los hombres que participan en actividades de los sectores secundarios (fabricación e industria) y terciario (servicios) ▪ El 23% de los jóvenes varones tiene una actividad secundaria (Urrutia, 2017) por la falta de oportunidades de empleo y el acceso insuficiente a los servicios financieros. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Implementar corredores económicos como una estrategia operativa para promover actividades agrícolas y no agrícolas a fin de aumentar la cartera de alternativas de empleo. ▪ Diseñar un portafolio de servicios financieros accesibles a los distintos grupos prioritarios. ▪ Fortalecer el desarrollo de capacidades para el empleo y autoempleo. ▪ Disponer de una oferta diversificada de actividades (agrícola y no agrícola) para el financiamiento, de acuerdo con las vocaciones del territorio, las prioridades del mercado y la población. |

Expediente principal 2: Matriz de organizaciones (análisis de las fortalezas, oportunidades, debilidades y amenazas – análisis FODA)

| Entidad | Fortalezas | Oportunidades | Debilidades | Amenazas |
|--|--|---|---|---|
| Gobierno central | | | | |
| Presidencia del Consejo de Ministros (PCM) | <ul style="list-style-type: none"> Es responsable de la coordinación de las políticas nacionales y sectoriales del Poder Ejecutivo con los demás Poderes del Estado, los organismos constitucionales, gobiernos regionales, gobiernos locales y la sociedad civil. Coordina las políticas nacionales de carácter multisectorial; en especial, las referidas al desarrollo económico y social. Formula las políticas nacionales en su respectivo ámbito de competencia, el proceso de descentralización y de la modernización de la Administración Pública. Supervisa a las entidades adscritas a la PCM. | <ul style="list-style-type: none"> Fuerte compromiso político por la reducción de la pobreza, la desigualdad, la DCI y la anemia. Cuenta con la Comisión Interministerial de Asuntos Sociales – CIAS, encargada de dirigir, articular, coordinar y establecer los lineamientos de la política y del gasto social. | <ul style="list-style-type: none"> Mantiene una agenda congestionada. En el 2012 se transfieren las funciones de CIAS al MIDIS, dificultándose la rectoría de implementación de la política social, la articulación efectiva de políticas multisectoriales e intergubernamentales, tanto a nivel de planificación nacional o regional como a nivel de su implementación territorial y limitando la concurrencia en la población vulnerable, por falta de operacionalización. Limitado sistema de seguimiento y evaluación En el caso de anemia y desnutrición crónica, no existe una estrategia nacional multisectorial aprobada. | <ul style="list-style-type: none"> Inestabilidad y alta fragilidad política a nivel del ejecutivo y legislativo. Limitada mirada multisectorial e inacción del gobierno central para liderar la articulación entre sectores. Proceso de descentralización con limitaciones en la capacidad de los niveles sub-nacionales ha afectado la implementación de las políticas. |
| Ministerio de Economía y Finanzas (MEF) | <ul style="list-style-type: none"> Entidad responsable de diseñar, proponer, ejecutar y evaluar, con eficiencia y transparencia, la política económica y financiera del país a fin de alcanzar el crecimiento como condición básica conducente al desarrollo económico sostenido que implique el logro del bienestar general de la población Prepara y da seguimiento al Presupuesto Público – Gestión por Resultados y el Marco Macroeconómico Multianual | <ul style="list-style-type: none"> Continuidad de políticas y programas. Reconocimiento técnico y político por entidades nacionales. Estabilidad del personal. Aliado estratégico del FIDA. | <ul style="list-style-type: none"> Marco Macroeconómico Multianual 2017-2021 con débil análisis de políticas sociales. | <ul style="list-style-type: none"> Inestabilidad y fragilidad política del país |

| Entidad | Fortalezas | Oportunidades | Debilidades | Amenazas |
|--|--|--|--|---|
| Ministerio de Agricultura y Riego (MINAGRI) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Responsable de la política agraria del país. ▪ Responsable de gestionar los recursos naturales y la diversidad biológica del sector agrario en forma sostenible, y de incrementar la productividad agraria y la inserción competitiva a los mercados nacionales e internacionales. ▪ Cuenta con la Comisión Nacional de Seguridad Alimentaria y la Estrategia Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional. ▪ Cuenta con marco de políticas vigente (Estrategia Nacional de Talentos Rurales, ley de AF, Política Agraria, entre otros) ▪ Cuenta con objetivos y programas estratégicos definidos | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promueve enfoque integrado y multisectorial. ▪ El sector agricultura es prioridad para el crecimiento económico y social del país. ▪ Nueva Política Agraria (2018) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Limitada cobertura de servicios en todo el territorio. ▪ Bajo presupuesto y disponibilidad del recurso humano ▪ Alta movilidad del personal, especialmente de nivel directivo ▪ Falta de capacitación del personal ▪ Los avances de articulación de las acciones de sectores estratégicos (Salud, Educación, Ambiente) aun requieren ser fortalecidos. Limitada colaboración intersectorial. Ejemplo: Entre los funcionarios del sector salud y agricultura, se percibe una desarticulación entre las acciones para mejorar la disponibilidad de alimentos (conexión con aquellas acciones desde el sector salud que promueven el consumo nutritivo de alimentos). | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Problemas climáticos y desastres naturales causan pérdidas al sector. ▪ Cambios en los precios agrícolas. ▪ Inestabilidad y fragilidad política del país. |
| Programa de Desarrollo Productivo Agrario Rural (AGRO RURAL, ente ejecutor de MINAGRI) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promueve el desarrollo agrario rural, a través del financiamiento de proyectos de inversión pública en zonas rurales de menor grado de desarrollo económico. ▪ Opera con autonomía administrativa. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Reconocimiento de sus servicios en las localidades rurales más pobres ▪ Experiencia en trabajo y acciones dirigidas a las mujeres rurales pobres y productoras agropecuarias. ▪ Promueve enfoque integrado y multisectorial. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Limitada presencia en territorio rural. ▪ Necesidad de mejorar oferta de servicios de calidad ▪ Carencia de institucionalización del enfoque de género. ▪ Limitada experiencia en ejecución de proyectos de desarrollo rural con enfoque de género. ▪ Cambio constante de directores y limitados recursos presupuestarios y humanos ▪ Falta política de desarrollo rural | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Inestabilidad política. |

| Entidad | Fortalezas | Oportunidades | Debilidades | Amenazas |
|---|--|---|---|--|
| Ministerio de Desarrollo e Inclusión Social (MIDIS) | <ul style="list-style-type: none"> Ejerce la rectoría de las políticas de desarrollo e inclusión social a nivel intergubernamental para el mejoramiento de la calidad de vida de la población. Está a cargo del Sistema Nacional de Focalización (SINAFO) y los programas sociales (Programa JUNTOS de Transferencias Condicionadas, el Programa CUNAMAS, el Programa de Alimentación Escolar Qali Warma, FONCODES), del Fondo de Estímulo al Desempeño y Logro de Resultados Sociales (FED), como incentivo a los gobiernos regionales para reducir la DCI y la anemia. | <ul style="list-style-type: none"> Cuenta con la Estrategia Nacional de Desarrollo e Inclusión Social "Incluir para Crecer. Marco general de la política de desarrollo e inclusión social para orientar las intervenciones articuladas en los tres niveles de gobierno para reducir la pobreza, las desigualdades, las vulnerabilidades y los riesgos sociales. El MIDIS está elaborando una actualización de la política social. | <ul style="list-style-type: none"> Falta capacitación del personal. Limitados recursos presupuestarios y humanos El programa de transferencias condicionadas en poblaciones pobres y el programa de distribución de alimentos tienen baja articulación con proyectos productivos. Limitados recursos presupuestarios y humanos. Prácticas de generación de ingresos en programas sociales no acompañadas de orientaciones y promoción de adecuada y nutrición de familias rurales. | <ul style="list-style-type: none"> Inestabilidad política. Población en zona de pobreza dispersos y con limitada infraestructura que facilite actividades productivas. |
| Ministerio de Ambiente (MINAM) | <ul style="list-style-type: none"> Entidad responsable de la política ambiental del país Ha construido la base jurídica y documentaria necesaria para establecer el control de la gestión ambiental y organizar la lucha contra el cambio climático | <ul style="list-style-type: none"> La representatividad que ejerce y la participación en foros especializados internacionales. La sociedad civil y empresas privadas tienen interés en los asuntos ambientales y de CC | <ul style="list-style-type: none"> Equipos de profesionales con poca experiencia en terreno Nivel de decisiones centralizado. Débil articulación de acciones y definición responsabilidades sobre la gestión ambiental con Gobiernos Regionales y Locales | <ul style="list-style-type: none"> Alta rotación de cuadros técnicos en cambios de administración gobierno. País presenta alta vulnerabilidad ambiental y a la variabilidad climática |
| Ministerio de Salud (MINSA) | <ul style="list-style-type: none"> Responsable de coordinar, supervisar y monitorear las diversas actividades relacionadas a la alimentación y nutrición. Cuenta con la Estrategia Sanitaria "Alimentación y Nutrición Saludable" | <ul style="list-style-type: none"> Cuenta con productos específicos y presupuesto nacional en el marco de la gestión por resultados del Programa Articulado Nutricional. Reciente coordinación con otros sectores para organizar marco conceptual multisectorial para reducción de la anemia involucrado al | <ul style="list-style-type: none"> Limitada capacidad de brindar asistencia técnica a nivel regional y local. El nivel de monitoreo desde los servicios de salud del quehacer que afecta DCI y anemia de la población es débil y no se cuenta con recursos humanos activos en este quehacer. Personal de salud con alta rotación y situación laboral | <ul style="list-style-type: none"> Limitada conciencia de la salud pública de la importancia de una buena nutrición, y de la seguridad alimentaria y nutricional para la salud integral y el desarrollo nacional. Cambios de autoridades del sector salud que dificultan |

| Entidad | Fortalezas | Oportunidades | Debilidades | Amenazas |
|---|--|---|--|---|
| | | sector agricultura, pesca, desarrollo e inclusión social, para reducir la anemia y DCI. | <p>inestable que requiere capacitación frecuente.</p> <ul style="list-style-type: none"> A nivel regional los servicios de atención materno infantil tienen cobertura y calidad inadecuada para tratar y/o prevenir la anemia con limitado seguimiento de la buena alimentación materno infantil. Limitada promoción de la participación comunitaria a nivel regional y nacional. Limitada asistencia técnica para promover gestión por resultados en nutrición a nivel de gobiernos locales. Limitada capacidad y fortalecimiento correspondiente a nivel multisectorial en temas básicos de alimentación e higiene | <p>implementación de políticas sectoriales en favor de la nutrición.</p> <ul style="list-style-type: none"> Desconocimiento de la población sobre alimentación adecuada para reducir la anemia y problemas nutricionales incluyendo población urbana y rural. Bajo nivel educativo en comunidades pobres y pobres extremas. |
| Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables (MIMP) | <ul style="list-style-type: none"> Mandato para diseñar, concertar y conducir la implementación y desarrollo de los procesos y mecanismos para la aplicación, seguimiento, supervisión y evaluación de las políticas nacionales y sectoriales, con enfoque de género. El ente rector de las acciones del MIMP es el Plan Nacional de Igualdad de Género que acaba de finalizar. Presencia de la Comisión Sectorial para la Igualdad de Género (CSG) en el MINAGRI responsable del diseño y aplicación de los Planes Anuales de Igualdad de Género para el sector agrario. | <ul style="list-style-type: none"> Se está elaborando el Plan Nacional de Igualdad de Género 2018-2023, como base para la Política Nacional de Igualdad de Género. Se está elaborando el Plan Estratégico de Equidad de Género 2018 con miras a la elaboración de una Política de Igualdad de Género del MINAGRI. | <ul style="list-style-type: none"> En el MIMP, no hay lineamientos respecto al sector rural. Falta de presupuesto específico para apoyar y dar seguimiento a acciones de género en el sector agrario y otros sectores. | <ul style="list-style-type: none"> Constante falta de voluntad política de las más altas autoridades del sector para diseñar e implementar verdaderas estrategias y acciones de cambio respecto a la transversalización de la equidad de género en el sector agrario y rural. |

| Entidad | Fortalezas | Oportunidades | Debilidades | Amenazas |
|---|--|--|--|--|
| Gobiernos regionales/locales | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Cuentan con autonomía política, administrativa y económica ▪ Disponen de Infraestructura institucional, aunque en menor grado a nivel distrital ▪ Aplicación variada de tecnologías de gestión pública ▪ Mantienen contacto con la población, aunque no se integra en procesos de planificación y rendición de cuentas ▪ Calidad y variedad de recursos para promover la inversión y la promoción de servicios ▪ Realizan coordinación con instituciones del territorio ▪ Capacidad de ejecución de obras y de ejecución del gasto. ▪ | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Disponibilidad de recursos (mano de obra, materiales) para el cofinanciamiento de proyectos ▪ Existencia de diversos programas de cooperación internacional de apoyo ▪ Marco legal de descentralización administrativa, técnica existente ▪ Conjunto de instituciones públicas y privadas orientados a apoyar el desarrollo local ▪ Disponibilidad de capacitación y asistencia técnica sobre gestión municipal. ▪ Mayor participación de la población en el desarrollo local. ▪ Incremento de organizaciones locales de la sociedad civil, productores y microempresarios | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Baja recaudación de recursos propios ▪ Ineficiencia en gestión administrativa ▪ Limitados recursos humanos (cantidad/ calidad) ▪ Falta de políticas municipales para la promoción de inversión ▪ Bajo nivel de coordinación interinstitucional ▪ Baja calidad y cobertura de servicios administrativos ▪ Falta de un adecuado planeamiento interno ▪ Escasa coordinación con organismos nacionales e internacionales ▪ Escaso equipamiento de cómputo ▪ Débil convocatoria a la participación de la población organizada ▪ Falta de proyectos viables para el financiamiento externo | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Inestabilidad política. ▪ Presiones políticas partidistas ▪ |
| Organizaciones | | | | |
| Organizaciones nacionales de productores de la AF | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A nivel regional existen organizaciones consolidadas con experiencias exitosas: ANPE (1998, agricultores orgánicos), Conacami (1999 comunidades frente a las empresas mineras), Cunarc (rondas campesinas); Alianza de Gremios y Organizaciones Agrarias, Coordinadora de organizaciones campesinas | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Existencia de programas de fortalecimiento a la asociatividad | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Alta fragmentación, con alianzas minoritarias y sin ningún mecanismo que coordine los esfuerzos de las organizaciones de la población rural. ▪ Poca visibilidad e influencia en el debate y política pública. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Algunas asociaciones han sido creadas sólo para cumplir requisitos de entrada y permanencia en programas gubernamentales, por lo cual no han resultado ser sostenibles |
| Organización Nacional de Mujeres Andinas, Indígenas y Amazónicas del Perú | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tiene presencia en 15 regiones y está integrada por mujeres indígenas comuneras de sierra y selva. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Presencia de la organización en los niveles locales, provinciales y regionales. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fuentes de financiamiento inestables. ▪ Poca autonomía económica. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pérdida de un contacto directo y sistemático con sus bases a nivel local y |

| Entidad | Fortalezas | Oportunidades | Debilidades | Amenazas |
|--|--|--|---|---|
| (ONAMIAP) | <ul style="list-style-type: none"> Entre sus acciones está la lucha por la tierra y el territorio, la incidencia del cambio climático sobre las mujeres y sus territorios, la soberanía y seguridad alimentaria, la participación política de las mujeres indígenas, salud, educación e interculturalidad, violencia contra la mujer y economía sostenible. La transversalidad de género está presente en su accionar. ONAMIAC es el referente social y político de las mujeres y jóvenes indígenas de la sierra y nativas de la selva. | <ul style="list-style-type: none"> Capacidad e incidencia en políticas públicas, participando en diferentes espacios de decisión del Estado orientados hacia las mujeres y pueblos indígenas. Forma parte del Enlace Continental de Mujeres Indígenas (permanente), espacio que articula organizaciones indígenas de las 3 Américas Programas dirigidos al fortalecimiento de las capacidades de liderazgo de las mujeres y jóvenes indígenas. | | provincial, corre el riesgo de convertirse en una organización de cúpulas. |
| Federación Nacional de Mujeres Campesinas, Artesanas, Indígenas, Nativas y Asalariadas del Perú (FENMUCARINAP). Agrupa a federaciones, asociaciones y comités de mujeres de nivel local provincial y regional. | <ul style="list-style-type: none"> Defensa y apoyo de las mujeres rurales organizadas en distintos tipos y niveles organizativos en 21 regiones del país Activa participación en los espacios políticos, incidiendo en la promulgación de la Ley de Soberanía y Seguridad Alimentaria Nutricional (Ley No. 30355) y participando en varios consejos como la Consulta Previa a la aprobación de la reglamentación de la Ley Forestal y Fauna Silvestre, la Consulta Previa sobre la Ley de Interculturalidad y la Ley de Lenguas y sobre Educación Intercultural Bilingüe. La transversalidad de género está presente en todas sus estrategias y acciones. | <ul style="list-style-type: none"> Presencia de la organización en los niveles locales, provinciales y regionales. Articulación y alianzas estratégicas con el poder ejecutivo (Agricultura, Medio Ambiente, Mujer y Poblaciones Vulnerables, Salud, Educación, Cultura), la Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo y de la Vía Campesina. Posicionamiento político para influir en la toma de decisiones sobre algunas políticas públicas, haciendo seguimiento de aquellas de interés para las mujeres, sus pueblos y comunidades | <ul style="list-style-type: none"> Fuentes de financiamiento inestables. Poca autonomía económica. En los últimos años, crecimiento acelerado de sus bases no les ha permitido llevar cabo una capacitación en profundidad de las nuevas dirigencias provinciales y locales. | <ul style="list-style-type: none"> Pérdida de un contacto directo y sistemático con sus bases a nivel local y provincial, corre el riesgo de convertirse en una organización de cúpulas. |
| Asociaciones de base de mujeres rurales: comunidades, redes, grupos de artesanas, comités, entre otros | <ul style="list-style-type: none"> Son grupos formales e informales que reúnen a mujeres en torno a una actividad o causa común. Son espacios donde las mujeres rurales pobres socializan y | <ul style="list-style-type: none"> Muchos de ellos están articulados y/o pertenecen a federaciones u organizaciones de mujeres o de productores agrarios de segundo grado. | <ul style="list-style-type: none"> Vulnerabilidad de desaparecer como grupo, especialmente aquellos que no están formalizados. Falta de financiamiento Falta de un liderazgo claro | <ul style="list-style-type: none"> Su desaparición como grupo al finalizar el apoyo que tienen de un tercero. |

| Entidad | Fortalezas | Oportunidades | Debilidades | Amenazas |
|--|---|---|--|---|
| | resuelven sus problemas, fortalecen sus capacidades económicas, sociales-culturales y crean lazos de solidaridad. | <ul style="list-style-type: none"> Procesos de capacitación en liderazgo y otros temas de importancia para el desarrollo de las capacidades de las mujeres rurales pobres. Fortalecimiento de la organización de base y conexión con la autoridad local y provincial. | <p>tiende a debilitarlos y a desaparecerlos como grupo.</p> <ul style="list-style-type: none"> La gran dependencia que tienen de un proyecto o programa, o de organizaciones mayores, o de la autoridad local. | |
| Organizaciones de Usuarios de Agua | <ul style="list-style-type: none"> Las Juntas de usuarios del agua (Juntas de regantes) y las Comisiones o Comités de regantes, son organizaciones de los usuarios del agua; su creación fue promovida con la finalidad de administrar la infraestructura hidráulica y del recurso hídrico, agua. Su organización y funcionamiento está regulado por el D. L. 3017 vigente desde el 2015. Es la ANA, quien administra, supervisa y fiscaliza, el cumplimiento de la indicada ley. | <ul style="list-style-type: none"> Siendo las primeras formas de organización de los agricultores, son potenciales aliadas estratégicas, ideales para la ejecución y promoción de la política pública agraria. Espacios de capacitación y coordinación de la gestión y manejo eficiente del recurso agua, donde las mujeres podrían jugar un rol clave en la regulación de este recurso natural escaso. | <ul style="list-style-type: none"> Pequeña cantidad de mujeres en cargos directivos. En general hay una mínima cantidad de usuarias dirigentes y pocas. Ejercen cargos de relevancia. El resto ostentan cargos menores, y en ocasiones, su presencia se limita a sus nombres en la lista de la junta directiva. Inexistencia de programas de desarrollo de capacidades y formación específicas para mujeres realizados en forma estructurada y sistemática. | <ul style="list-style-type: none"> Una tercera parte del total de los productores mujeres, peligran al no contar con capacidad de manejar y gestionar eficientemente y productivamente el agua, haciendo más vulnerable a este grupo. |
| Asociaciones de base de jóvenes (Red de Jóvenes Quechuas-Ñoqanchik en Ayacucho, Asociación de Jóvenes Indígenas de Moya en Huancavelica, Organización de Jóvenes, Niños del futuro-Jatari de Junín, Organización de Jóvenes Indígenas del Collao I have-OJICI de Puno, Red Nacional de Jóvenes de la FENMUCARINAP, Red | <ul style="list-style-type: none"> Todas ligadas a ONIMIAP o FENMUCARINAP Son de carácter local y se articulan al nivel nacional a través de la organización que les da cobijo. | <ul style="list-style-type: none"> Articulaciones y alianzas estratégicas con las organizaciones de nivel nacional, para el fortalecimiento de su organización de base Capacidad para interactuar con el poder local. Incluyen grupos y organizaciones campesinas solo de mujeres jóvenes. | <ul style="list-style-type: none"> Fuerte dependencia con organizaciones de nivel nacional podrían diluir sus propuestas específicas de desarrollo e inserción económica y laboral. Débiles estrategias y programas Algunos no toman en cuenta los aspectos diferenciadores de género existentes en la juventud rural. Limitaciones presupuestarias y de recursos humanos | <ul style="list-style-type: none"> El tema "mujer rural joven" y joven indígena sea secundario o no se visibilice. Poca capacidad de transmitir mística y compromiso a nuevas generaciones de jóvenes para su participación y sostenibilidad. |

| Entidad | Fortalezas | Oportunidades | Debilidades | Amenazas |
|--|--|---|---|---|
| de jóvenes para el Desarrollo Rural –Yard) | | | | |
| Sector privado | <ul style="list-style-type: none"> ▪ El enfoque impulsado por la comunidad fomenta una fuerte iniciativa empresarial. ▪ Grupos de productores y MIPYMES fortalecidos. ▪ Fondos disponibles para asistencia técnica. ▪ Fuerte apoyo del gobierno para una mayor comercialización. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Productos únicos en demanda por nichos de mercado a nivel nacional e internacional ▪ La topografía y el clima del país son adecuados para la producción de productos básicos de alto valor (café, cacao, etc.) ▪ Sector de exportación comercial bien organizado ▪ Mayor interés del sector privado en asociarse para el desarrollo rural inclusivo y compensar el riesgo climático. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Falta de oficiales de comercialización. o estrategia integral para vinculación de mercado en los proyecto. ▪ Brechas tecnológicas significativas entre pequeños productores y competidores nacionales e internacionales de mediano y gran tamaño. ▪ Retos para alcanzar economías de escala en los procesos de transporte y almacenamiento. ▪ Acceso limitado de los pequeños productores al conocimiento y la tecnología. ▪ Duración del proyecto (promedio de 5 años) no adecuada para respaldar el proceso de comercialización | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Falta de proveedores de servicios financieros rurales. ▪ Procesos lentos para adquirir la acreditación necesaria de higiene y sanidad ▪ El cambio climático puede afectar la entrega de un producto consistente. ▪ Falta de infraestructura rural. |

Expediente principal 3: Posibilidades complementarias de asociaciones o iniciativas con donantes

| Donante | Agenda en el país | Complementariedad/sinergias |
|--|---|---|
| Organismos multilaterales | | |
| Banco Interamericano de Desarrollo (BID) | <p>El BID es el principal financiador multilateral del país, con un portafolio activo de USD 1,7 billones (2017). La estrategia 2017-2021 en el país está orientada a contribuir a cerrar las brechas económicas y sociales entre zonas urbanas y rurales y a apoyar el incremento de la productiva de la economía como base del crecimiento inclusivo y sostenible.</p> <p>Las áreas priorizadas de su estrategia son:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inclusión social • Desarrollo rural y agricultura • Vivienda y desarrollo urbano • Cambio climático y gestión de riesgos de desastres naturales • Agua, saneamiento, recursos hídricos y residuos sólidos • Energía • Transporte • Gestión pública | <p>El FIDA guarda una alta correspondencia con la mayoría de las áreas priorizadas por el BID. Además, los dos organismos podrán contribuir en mejorar acciones para la coordinación institucional para el diseño e implementación de la inversión pública, incluyendo el fortalecimiento de capacidades de algunos de los organismos ejecutores en la implementación de proyectos.</p> <p>Es relevante la cartera de proyectos activa con el sector agricultura, especialmente el Proyecto de Fortalecimiento del Sistema de Innovación Agraria (USD 40 millones, INIA), el Mejoramiento del Sistema de Información estadística agraria para el desarrollo rural (USD 15 millones, AGRORURAL), el Programa de Titulación y Registro de Tierras (USD 40 millones, MINAGRI).</p> <p>Igualmente, los proyectos con el Ministerio de la Producción, por su vinculación a la producción de la AF, incluyendo el proyecto de Innovación para la competitividad (USD 35 millones), el Programa nacional de innovación en pesca y acuicultura (USD 40 millones) y el Programa de innovación productiva (USD 40 millones).</p> <p>Por el interés del FIDA en la población joven es importante la articulación de acciones con el Programa de mejoramiento de la empleabilidad de jóvenes (US 30 millones)</p> |
| Banco Mundial (BIRF) | <p>La estrategia del BIRF en Perú (Marco de Alianza con el Perú- MAP 2017-2021) está armonizado con el programa de Gobierno y comprende tres pilares: I. Productividad como motor del crecimiento; II. Los servicios para los ciudadanos en todo el territorio; III. La gestión de los recursos naturales y los riesgos del cambio climático.</p> <p>El Banco Mundial busca apoyar al Perú a través de dos estrategias: financiamiento y conocimiento, evolucionando en mayor proporción hacia este último.</p> <p>El portafolio existente del BIRF consiste en 15 proyectos de inversión por USD 894 millones y cinco donaciones por un total de USD17.40 millones.</p> | <p>La articulación con el BIRF es estratégica, por su énfasis en la reducción de la pobreza, para lo cual se dará prioridad a las desigualdades de género y los pueblos indígenas. Además, por su enfoque orientado a la productividad, la competitividad, la mejora de la conectividad en todo el territorio, la reducción de la informalidad y el fortalecimiento de las pymes.</p> <p>De alta importancia es la posibilidad de coordinación de acciones en la gestión de los recursos naturales y adaptación al cambio climático (pesca, reforestación, manejo de residuos sólidos, biodiversidad, entre otros), en especial por su afectación a los pobres y en especial los grupos indígenas, que dependen de su</p> |

| | | |
|--|--|--|
| | | <p>entorno natural en lo que respecta a la seguridad alimentaria, los medios de subsistencia y la supervivencia cultural. La cartera en agricultura incluye el proyecto de Innovación Agraria (USD 400 millones, INIA). Además el proyecto de manejo de residuos sólidos, cofinanciado también por BID y JICA y ejecutado por el MINAM. Con el M. Produce se ejecuta el Proyecto nacional de innovación en pesca y acuicultura (USD 40 millones).</p> <p>Con el sector social se apoya con el Proyecto Cierre de brechas del programa estratégico articulado nutricional (USD 25 millones, MEF) y la cooperación técnica al MIDIS (USD 10 millones).</p> |
| Organismos bilaterales | | |
| Agencia Alemana de Cooperación Técnica (GIZ) | <p>La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH actúa en el Perú desde hace más de 50 años. La agencia de la GIZ en el Perú se encuentra en la capital, Lima.</p> <p>El trabajo de la GIZ en el Perú puede aglutinarse en tres áreas:</p> <p>(a) Política medioambiental, protección y uso sostenible de los recursos naturales. El abanico de temas abarca aquí desde las condiciones legales y organizativas hasta los seguros contra riesgos climáticos y la prevención frente a fenómenos meteorológicos extremos con medidas infraestructurales y del ámbito de la agricultura, pasando por el uso sostenible de los bosques y la creación de áreas protegidas.</p> <p>(b) Desarrollo urbano sostenible en tiempos de cambio climático, y</p> <p>(c) Democracia, sociedad civil y administración pública</p> | <p>Podría haber opciones dentro del área medio ambiental, especialmente en el ámbito de la agricultura sostenible, o complementando las acciones que FIDA promueve con el MINAM (mecanismos de retribución por servicios ecosistémicos)</p> |
| Agencia Española de Cooperación internacional para el Desarrollo (AECID) | <p>La AECID orienta su gestión a la lucha contra la pobreza y al desarrollo humano sostenible.</p> <p>Está presente en Perú desde 1986. Apoya la promoción del desarrollo sostenible humano, social y económico y a la erradicación de la pobreza. Sus acciones se incluyen el Marco de Asociación 2013-2016. Dentro de sus programas destacan: el Programa de género en desarrollo, el Programa de desarrollo rural, el Programa de crecimiento económico para la reducción de la pobreza, el Programa de sostenibilidad ambiental, lucha contra la pobreza, cambio climático y hábitat.</p> <p>La AECID cuenta con una serie de instrumentos de apoyo: Fondo de Agua y saneamiento, Programa de patrimonio para el desarrollo, Cooperación financiera reembolsable (FONPRODE).</p> | <p>En estos momentos se está explorando la posibilidad de apoyar acciones comunes, bien con instrumentos no reembolsables o reembolsables de AECID.</p> |

| | | |
|---|--|---|
| Agencia de los Estados Unidos para el Desarrollo Internacional (USAID) | <p>Tras más de 55 años en el Perú, la colaboración de USAID ha evolucionado y ha pasado por la prestación de servicios básicos y el crecimiento económico, hasta el apoyo para desarrollar una asociación estratégica que promueve los intereses compartidos de los Estados Unidos y del Perú.</p> <p>Los programas de USAID fortalecen las instituciones peruanas para: 1) promover medios de vida lícitos en áreas de cultivo de coca a través del desarrollo rural alternativo; 2) mejorar la gestión sostenible de los recursos naturales y la capacidad para luchar contra los delitos ambientales; y 3) fortalecer la gobernabilidad para reducir la corrupción y mejorar la efectividad de la inversión pública. Estos esfuerzos están alineados con los objetivos de seguridad nacional y política exterior de los Estados Unidos, para promover la seguridad y el estado de derecho en las Américas y mantener un fuerte crecimiento económico y comercial.</p> | Las opciones más claras de colaboración están dentro del primer programa, teniendo en cuenta que el Proyecto PDTS trabaja en las zonas de amortiguamiento del VRAEM, principal región cocalera del país. |
| Agencia Francesa de Desarrollo (AFD) | Se encuentra presente en Perú desde el 2014. Actualmente tiene como una línea de acción el desarrollo de una agricultura más sostenible y equitativa, para lo cual ha establecido una alianza con Agrobanco, para el financiamiento de inversiones de los pequeños productores y las cooperativas agrícolas. Nuestra línea conductora: fomentar una agricultura eficiente que alíe el respeto por el medio ambiente y mejoras sociales | Esta agencia representa un aliado importante en el fomento de la agricultura eficiente, que respete el medio ambiente, la resiliencia la CC y promueve mejoras sociales. |
| Agencia Japonesa de Cooperación Internacional (JICA) | <p>Apoya al gobierno del Perú a tomar acciones hacia el desarrollo sostenible acompañado de la inclusión social</p> <p>Áreas de atención: 1) mejoramiento de la infraestructura socio-económica y reducción de la brecha social, 2) gestión ambiental, y 3) gestión para prevención y mitigación de desastres naturales</p> | Las alianzas con JICA son relevantes por su contribución en la gestión ambiental. Destacan en el sector agricultura los proyectos de pequeña y mediana infraestructura para riego (USD 53,5 millones, AGRORURAL) y el Programa de protección de valles y poblaciones vulnerables a inundaciones (USD 20,7 millones, AGRORURAL). En el sector ambiental el Proyecto de residuos sólidos (USD 56 millones, MINAM) |
| Organismos de Naciones Unidas | | |
| Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO) | La FAO tiene como propósito contribuir en la implementación de políticas públicas para lograr la inclusión productiva y social de la población, especialmente en las áreas rurales (Marco de Programación de País 2013-16). El MPP ha centrado sus prioridades en seguridad alimentaria y nutricional, AF, Gestión sostenible de recursos naturales renovables, y Gestión de riesgo de desastres y adaptación al cambio climático. | La colaboración y cooperación conjunta de la FAO y el FIDA en el Perú es estrecha (acciones conjuntas, donaciones, etc.) y se verá incrementada a través de la alianza tripartita FAO-PMA-FIDA. |

| | | |
|---|---|---|
| Programa Mundial de Alimentos (PMA) | <p>El plan estratégico para el país (PEP 2018-2022) se enfoca en la orientación estratégica del PMA y en las prioridades del GoP en seguridad alimentaria y nutrición.</p> <p>Como parte de las innovaciones del PEP se proponen: un enfoque orientado a “toda la sociedad”, un rol de abogacía, alianza y convocatoria para una mayor visibilidad del PMA a nivel político; un enfoque más sistemático e innovador respecto de la generación de datos y evidencia y la ampliación de los análisis y los conocimientos para la formulación de políticas públicas; un enfoque que promueva la transformación de las relaciones de género y fomente la igualdad entre los sexos y el empoderamiento de las mujeres; el fortalecimiento de los gobiernos locales y regionales en apoyo de programas sociales; el fomento de la cooperación Sur-Sur y el desarrollo de alianzas estratégicas.</p> | En lo últimos dos años se ha acelerado la coordinación con el PMA, buscando áreas de interacción, y se espera trabajar en el tema de SAN, especialmente a través del programa Cocina con Causa, que pone en contacto a productores y consumidores para mejorar su situación nutricional. |
| Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) | <p>El Documento Programa País 2017-2021 define el trabajo del PNUD en los próximos cinco años en las siguientes áreas: Crecimiento y desarrollos inclusivos y sostenibles; Protección social y servicios básicos de calidad; Instituciones y transparencia y, Ciudadanía y paz.</p> <p>A través de este programa propuesto, el PNUD pretende contribuir a la erradicación sostenida de la pobreza extrema y la reducción considerable de la desigualdad, abordando los problemas de desarrollo general que están relacionados con las prioridades nacionales de adhesión a la OCDE y la aplicación de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible. Todos los resultados en el programa propuesto están armonizados con el Marco de Asistencia de las Naciones Unidas para el Desarrollo (MANUD) y el Plan Estratégico de Desarrollo Nacional.</p> | Las opciones de colaboración con el PNUD pasan principalmente por el sector medioambiental y de cambio climático, apoyando al MINAM, aunque existen oportunidades también para apoyar una agricultura de pequeña escala más incluyente y sostenible. |
| Organismos regionales | | |
| Banco de Desarrollo de América Latina (CAF) | <p>CAF es un banco de desarrollo constituido en 1970, donde Perú es un miembro. Fue establecido para impulsar un modelo de desarrollo sostenible, mediante operaciones de crédito, recursos no reembolsables y apoyo en la estructuración técnica y financiera de proyectos de los sectores público y privado de América Latina.</p> <p>Su estrategia en Perú, busca apoyar la transformación productiva y el desarrollo sostenible, incluyendo tomar en cuenta lineamientos de conservación del ambiente y cambio climático, inclusión financiera y sostenibilidad social.</p> <p>En particular, impulsará el desarrollo sostenible y la transformación productiva del país mediante el ofrecimiento de financiamiento, cooperación técnica y asesoría financiera de alto valor agregado los sectores de: infraestructura, energía, agua y agroindustria.</p> <p>El soporte de las unidades de negocio deberá ir acompañado de desarrollo de conocimiento especializado que potencie el financiamiento y la cooperación técnica.</p> | <p>Otras áreas de interés son el desarrollo de conocimientos y capacidades que potencien el impacto de las intervenciones y la oferta de recursos de fondos verdes.</p> <p>Cartera de proyectos relevantes para la agricultura y el desarrollo rural incluye el Proyecto de Desarrollo Forestal sostenible, inclusivo y competitivo en la Amazonía (USD 20,0 millones, MINAGRI) y el programa de desarrollo del medio ambiente IIRSA, SUR (USD 16,0, MINAM)</p> |

Expediente principal 4: Identificación del grupo objetivo, cuestiones prioritarias y posible actuación

| Grupo prioritario | Cuestiones prioritarias | Potencial respuesta de FIDA |
|---|--|--|
| Pequeños productores de la agricultura familiar | <ul style="list-style-type: none"> - Al 2014, habían 2 246 702 productores de los cuales 691 921 son mujeres (30,8%). El 72,6% de las productoras se localizan en la Sierra donde, la pobreza es mayor. El 51,5% de las productoras orienta su producción al autoconsumo, un 34,1% al mercado y un 13,2% a la alimentación animal, cumpliendo un rol importante en la seguridad alimentaria. - Baja o escasa capacitación y AT productiva - Falta de acceso a servicios financieros - Bajos niveles de organización social y productiva - Alta fragmentación de la tierra - Alta vulnerabilidad ante variabilidad climática y CC - Uso inadecuado de los RRNN - Bajo acceso a infraestructura de producción, transformación y comercialización - Baja productividad y producción - Falta de equipamiento e insumos para la producción - Baja capacidad de negociación para la comercialización - Alta dispersión | <ul style="list-style-type: none"> - Financiamiento de inversiones productivas para negocios rurales. - Desarrollo de inversiones para rehabilitación y/o construcción de infraestructura productiva, de transformación y comercialización. - AT para la diversificación de la producción, mejora de productividad y producción. - Capacitación en prácticas y tecnologías de producción, mercado, empresarialidad. - Fomento de la organización y asociatividad. - AT para el desarrollo de acuerdos comerciales formales e informales. - Capacitación en tecnologías y prácticas para la gestión ambiental y resiliencia al CC - Apoyo para su participación en espacios de diálogo de políticas. - Promoción de la inclusión en servicios financieros. |
| Mujeres rurales sin tierra | <ul style="list-style-type: none"> - La gran mayoría reside en la zona de la Sierra. Son amas de casa y se dedican a múltiples actividades económicas menores generadoras de ingresos (artesanía, crianza de animales de patio (fundamentalmente cuyes, aves), transformación de alimentos, compra y venta de enseres. - Ninguno o bajo nivel educativo - Combinan las labores reproductivo /domésticas con actividades generadoras de ingresos precarios y esporádicos. - Acceso esporádico al mercado y a la capacitación. - Sin acceso ni experiencia en crédito y/o micro-crédito. - Poco uso de tecnología en sus actividades productivas y de transformación. - Escaso o nulo conocimiento en aspectos nutricionales y de inocuidad de los alimentos. - No están integradas a organizaciones y/o redes sociales; - Sin conexión con el gobierno local. - Excesiva carga de trabajo debido a la superposición de actividades productivas y reproductivas. | <ul style="list-style-type: none"> - Alianzas estratégicas con centros de educación pública local para su alfabetización, incluyendo materiales didácticos por proyectos FIDA-Gobierno, para beneficiarias analfabetas. - Identificación y puesta en marcha de planes de negocios (agrícolas y no agrícolas) centrados en una actividad económica estable y con mercado seguro. - Capital semilla para emprendimientos económicos sostenibles de transformación agrícola y no agrícola con acompañamiento en capacitación y asistencia técnica. - Capacitación en gestión de mercados y de servicios financieros (crédito, ahorros). - Capacitación para su integración a organizaciones para la actividad económica y su empoderamiento. - Fortalecimiento de sus capacidades para optar a empleos estables y remunerados. - Incorporación de prácticas innovadoras de cuidado de niños - Intercambiar conocimientos para mejorar la nutrición y la preparación de los alimentos en un ambiente de mayor sanidad y sin contaminación. - Sensibilizar y capacitar a los hombres en aspectos de género |

| Grupo prioritario | Cuestiones prioritarias | Potencial respuesta de FIDA |
|------------------------------------|---|--|
| Mujeres productoras con pareja | <ul style="list-style-type: none"> - Tienen menos de 3 has de tierra propias o en posesión. Producen alimentos para el autoconsumo y el mercado local donde venden en forma directa. Combinan las tareas reproductivas con las actividades productivas agrícolas. - Ninguno o bajo nivel educativo. - En su mayoría, sin acceso a riego o escaso conocimiento en manejo del riego. - Sin título de propiedad sobre la tierra. - Sin acceso al crédito, a la asistencia técnica y a la innovación. - Escaso o nulo conocimiento en aspectos nutricionales y de inocuidad de los alimentos. - No participan en organizaciones de productores. - Sin conexión con el gobierno local y otra institucionalidad. - Excesiva carga de trabajo debido a la superposición de actividades productivas y reproductivas. | <p>de modo que se hagan responsables de ciertas tareas domésticas y de crianza.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alianzas estratégicas con centros de educación pública local para alfabetización y elaboración de manuales didácticos por proyectos FIDA-GoP para beneficiarias analfabetas. - Incentivar su participación activa a los comités y/o organizaciones de regantes y organizaciones de productores y de comercialización. - Definición y puesta en marcha de planes de negocios (agrícola y no agrícola) entables y con mercado seguro. - Alianzas estratégicas con MINAGRI para la obtención de títulos de propiedad. - Sensibilizar a los cuerpos técnicos (CGAR, gobiernos locales, MINAGRI, Proyectos, etc.) en aspectos de género y mujer productora agrícola. - Acceso priorizado a asistencia técnica, servicios financieros, información y otros servicios para la producción. - Fortalecer la autoestima y el empoderamiento de las mujeres; productoras, para su integración como “iguales” a las organizaciones de productores. - Incorporación de prácticas de cuidado de niños menores de 6 años; Intercambiar conocimientos para mejorar la nutrición y la preparación de los alimentos en un ambiente de mayor sanidad y sin contaminación. - Sensibilizar y capacitar a los hombres en aspectos de género. |
| Mujeres productoras jefas de Hogar | <ul style="list-style-type: none"> - Tienen menos de 3 hectáreas de tierra y además de las labores domésticas y de crianza de niños, producen alimentos fundamentalmente para el autoconsumo. - Este grupo de mujeres es más pobre y tienen mayores dificultades en la producción agropecuaria debido a falta de mano de obra familiar no remunerada. - Ninguno o bajo nivel educativo. - Sin título de propiedad sobre la tierra. - Sin acceso a riego ni a sus organizaciones. - Sin acceso al crédito, a la asistencia técnica y a la innovación. - Conexión esporádica con el mercado. - Sin conexión a redes sociales de apoyo y a organizaciones. - Sin conexión con el gobierno local y otras instancias locales, regionales o nacionales. - Escaso o nulo conocimiento en aspectos nutricionales y de inocuidad de los alimentos. - Excesiva carga de trabajo debido a la superposición de actividades productivas y reproductivas y a la carencia de mano de obra familiar no-remunerada. | <ul style="list-style-type: none"> - Alianzas estratégicas con centros de educación pública local para alfabetizar a las mujeres y elaboración de manuales didácticos elaborados por proyectos FIDA-GoP para beneficiarias analfabetas. - Alianzas estratégicas con MINAGRI para la obtención de títulos de propiedad. - Incentivar la participación activa en comités y/o organizaciones de regantes, organizaciones de producción y comercialización. - Desarrollo de planes de negocios (agrícola y no agrícola) rentables y con mercado seguro. - Sensibilizar a los cuerpos técnicos en aspectos de género y mujer productora agrícola. - Fortalecer la autoestima y el empoderamiento de las productoras a través de talleres, participación en ferias, eventos y visitas de intercambio de experiencias. - Sensibilizar a las organizaciones de productores y a los gobiernos locales para el diálogo y participación activa de las mujeres. |

| Grupo prioritario | Cuestiones prioritarias | Potencial respuesta de FIDA |
|--|---|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - Disponibilidad de bonos en dinero para la contratación de mano de obra en los periodos de trabajo intensivo en la agricultura. - Intercambiar conocimientos para mejorar la nutrición y la preparación de los alimentos en un ambiente de mayor sanidad y sin contaminación. |
| Mujeres jóvenes (entre 18 y 29 años de edad) | <ul style="list-style-type: none"> - Forman parte de una familia pobre con o sin tierra, y en un gran porcentaje, tienen hijos de los cuales son responsables. - Pocos poseen bienes propios, y en particular las mujeres - Por lo general forman parte de la mano de obra familiar no remunerada - No disponen de las habilidades y herramientas suficientes que les permitan emprender negocios sostenibles y rentables - Nivel educativo más alto que el de sus padres, pero menor que el de sus pares hombres; - Importante migración a las ciudades cercanas o a Lima, sobre todo entre los tramos entre 15 y 25 años; - Se emplean de manera eventual en el sector agrícola o en las ciudades cercanas; con poca preparación y formación para el empleo; - Salarios menores que el de sus pares hombres y adultos. | <ul style="list-style-type: none"> - Concursos de semillero de proyectos formativos y apoyo financiero para el emprendimiento de negocios rurales con discriminación positiva para las jóvenes. Puntaje adicional para aquellas jóvenes inscritas en el sistema de educación para jóvenes y/o adultos (Incentivo para mejorar nivel educativo); - Alianza con el MIMP y Ministerio del Trabajo para hacer cumplir la ley de a igual trabajo, igual remuneración; - Fomento del diálogo de políticas para juventud y la joven rural; - Programa de transferencias monetarias para el empleo y autoempleo; - Fomento de la asociatividad para el emprendimiento económico - Programa de formación para el empleo; - Creación de redes de jóvenes hombres y mujeres y facilitación de tecnología para la información y comunicación. |
| Jóvenes rurales (entre 20 y 29 años) (hombres y mujeres) | <ul style="list-style-type: none"> - Se estima que en el Perú hay 1,8 millones de jóvenes rurales (Censo 2012). La relación de mujeres y hombres jóvenes rurales muestra que hay menos mujeres que hombres entre 14 y 25 años, (100 hombres por cada 86 mujeres). La relación cambia en el grupo etario entre 26 y 35 años³⁶, donde por cada 100 hombres jóvenes hay 106 mujeres. La migración a las ciudades es uno de los temas más preocupantes con los jóvenes rurales (especialmente mujeres), motivado por la falta de oportunidades de trabajo y estudio en sus lugares de residencia, condiciones de aislamiento y el acceso limitado a servicios (14% de personas jóvenes rurales no tiene acceso a servicios). A nivel rural las brechas de educación persisten, (41% de mujeres y 52% de hombres entre 18 y 25 años terminó la secundaria), no obstante las mejoras en la reducción de la brecha de educación. - Limitado acceso a activos productivos (tierra, agua, semillas) | <ul style="list-style-type: none"> - Desarrollo de programas de capacitación adecuados que incluyan la mentoría de jóvenes, así como la generación de una cartera de servicios financieros destinados a ellos. Además, la promoción de "corredores económicos" (que implica la complementariedad entre actividades agrícolas y no agrícolas) para incrementar las oportunidades de empleo juvenil. Se debe prestar especial atención para mejorar la condición de las jóvenes indígenas a través de la provisión de programas de capacitación, acompañamiento, liderazgo e incentivos. |

³⁶ En este estudio se consideró la categoría joven hasta el rango de los 35 años. Oficialmente en Perú se considera joven la población entre 15 y 29 años.

| Grupo prioritario | Cuestiones prioritarias | Potencial respuesta de FIDA |
|-----------------------|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Insuficiente disponibilidad de opciones de capacitación productiva (agrícola y no agrícola) - Acceso limitado a oportunidades de empleo juvenil - Escaso acceso a servicios financieros (ahorros, transferencia de dinero, crédito y seguro) - Débil capacidad organizativa y / o asociativa - Falta de liderazgo centrado en la juventud y programas de tutoría | |
| Poblaciones indígenas | <ul style="list-style-type: none"> - Pobreza y Pobreza extrema. Ingresos menores al salario - Baja productividad. - Limitado acceso a mercado y cadena de suministro justo - Baja educación y capacitación. - Limitado acceso a tierra. Frecuentes conflictos sobre la tierra - Bajo acceso a mercados de insumos y productos. - Bajo acceso a tecnologías de comunicación. - Alta migración de jóvenes indígenas. - Falta de mecanismos para salvaguardar y promover conocimientos agrícolas tradicionales y semillas nativas - Alta inseguridad alimentaria y nutricional. - Proyectos agro, productivos, agro-ecológicos y ecológicos muy a menudo no aplican las normas de la consulta previa. - Alta vulnerabilidad a variabilidad climática. | <ul style="list-style-type: none"> - Identificar proyectos de desarrollo apropiados a los PI para mejorar sus ingresos. Promover proyectos productivos según las demandas de jóvenes indígenas. - Promover proyectos de producción heterogéneos (Slow Food) - Sensibilizar a los cuerpos técnicos (gobiernos locales, MINAGRI, Proyectos, etc.) en aspectos de desarrollo agrícola apropiado para los PI, y en proporcionar acceso a asistencia técnica, servicios financieros (y educación financiera), información y otros servicios para la producción exitosa y diversa. - Crear mercado justo para producción no agrícola como artesanía y pagos por servicios eco sistémicos. - Capacitación en la economía familiar para manejar ingresos - Alianzas estratégicas con centros de educación pública local para alfabetización y capacitación. - Capacitación a toda nivel (local, regional, nacional, proyectos) sobre la aplicación de la consulta previa en actividades productivas y de desarrollo. - Fortalecer la autoestima y el empoderamiento de los jóvenes – y en particular las mujeres jóvenes - productores para su integración a las organizaciones de productores y proyectos. |
| Afrodescendientes | <ul style="list-style-type: none"> - La población afroperuana oscilaba entre el 2 % y el 3 % de la población total. Se ubica principalmente, en las zonas urbanas y rurales de la costa del Perú (Ministerio de Cultura, 2014) | <ul style="list-style-type: none"> - Identificación e implementación de planes de negocios (agrícolas/no agrícolas) de una actividad económica estable y con mercado seguro, según su identidad cultural. - Apoyar alianzas para la investigación de temas sobre afros, (Ej. CGIAR, Universidad Católica). - Sensibilizar a los cuerpos técnicos (gobiernos locales, MINAGRI, Proyectos, etc.) en aspectos de desarrollo agrícola y no agrícolas apropiado para poblaciones afro y para el acceso a asistencia técnica, servicios financieros (y educación financiera), información y otros servicios en consideración de su diversidad cultural |